
BULLETIN

DES LOIS ET DÉCRETS.

(Bin. N° 1.) *DÉCRET ROYAL qui règle le mode d'avancement dans la Garde royale* (1).

Au Palais de Cassel, le 5 janvier 1809.

JEROME NAPOLÉON, PAR LA GRACE DE DIEU
ET LES CONSTITUTIONS, ROI DE WESTPHALIE, PRINCE
FRANÇAIS, etc.

Sur le rapport de notre Ministre de la guerre,
Notre Conseil d'Etat entendu,
Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

Règlement sur l'avancement dans la Garde royale.

CHAPITRE I^{er}.

Avancement dans les Gardes-du-corps.

ART. 1^{er}. L'avancement dans les gardes-du-corps sera au choix seul du Roi, sur la proposition du Ministre de la guerre.

ART. 2. Les brigadiers seront pris parmi les gardes-du-corps, ou parmi les sous-lieutenants en activité dans l'armée.

ART. 3. Les maréchaux-des-logis seront pris parmi les brigadiers des gardes-du-corps, ou parmi les lieutenants en activité dans l'armée.

(1) Deux décrets du 30 décembre 1808 règlent le mode d'avancement dans les troupes de ligne, ainsi que dans l'état-major-général, et un autre décret du 31 du même mois, le mode de classement des militaires westphaliens.

Bulletin

der Gesetze und Decrete.

(Bin. Nr. 1.) Königliches Decret, welches eine Verordnung über die Art der Beförderung in der königlichen Garde enthält (1).

Im Palaste zu Cassel, am 5ten Januar 1809.

Wir Hieronymus Napoleon, von Gottes Gnaden und durch die Constitutionen König von Westphalen, Französischer Prinz, ic. ic.

haben, auf den Bericht Unseres Kriegsministers, nach Anhörung Unseres Staatsrathes, verordnet und verordnen, wie folgt:

Verordnung über das Avancement in der königlichen Garde.

Erstes Capitel.

Avancement in der Garde-du-Corps.

Art. 1. Das Avancement in der Garde-du-Corps geschieht allein durch die Wahl des Königs, auf den Vorschlag des Kriegsministers.

Art. 2. Die Brigadiers sollen von den Garde-du-Corps oder von den Unterlieutenants, die in Dienstthätigkeit bei der Armee sind, genommen werden.

Art. 3. Die Wachtmeister sollen von den Brigadiers der Garde-du-Corps, oder von den in Dienstthätigkeit bei der Armee befindlichen Lieutenants, genommen werden.

(1) S., was die Beförderung in den Linien-Truppen, so wie in dem Generalstaabe, und die Rangordnung der westphälischen Militärpersonen betrifft, die beiden Decrete vom 30sten December, und das vom 31sten December 1808,

ART. 4. Les lieutenants seront pris parmi les capitaines et chefs de bataillon ou d'escadron en activité dans l'armée.

ART. 5. Le capitaine en second sera pris parmi les lieutenants des gardes-du-corps, ou parmi les officiers supérieurs en activité dans l'armée.

ART. 6. La place de capitaine-commandant sera conférée au capitaine en second, ou à un colonel en activité dans l'armée.

ART. 7. Le colonel-général des gardes-du-corps sera pris parmi les généraux de division en activité dans l'armée.

CHAPITRE II.

Avancement dans l'Infanterie et dans la Cavalerie de la Garde royale.

SECTION I^{re}.

Dispositions générales du chapitre 2^{ème}.

ART. 8. Dans les troupes de la garde, infanterie et cavalerie, l'avancement aura lieu de quatre manières, savoir : 1^o par ancienneté de grade; 2^o par choix du corps; 3^o par choix du Roi, dans le corps; 4^o par choix du Roi, dans la ligne.

Les grades correspondants dans ces deux armes étant égaux entre eux, tout ce qui sera dit dans le présent décret, pour les caporaux et sergents, s'entendra également pour les brigadiers et maréchaux-des-logis.

ART. 9. Les régiments, ainsi que les bataillons et les compagnies qui, par leur formation, s'administrent eux-mêmes, formeront chacun un corps. Les commandants et les conseils d'administration de ces derniers auront toutes les attributions données

Art. 4. Die Lieutenants sollen von den Capitaines und Bataillons- oder Escadrons-Chefs in Dienstthätigkeit bei der Armee genommen werden.

Art. 5. Der Capitaine zweiter Classe soll unter den Lieutenants der Gardesdu-Corps, oder unter den Staats-officieren in Dienstthätigkeit bei der Armee, genommen werden.

Art. 6. Die Stelle des commandirenden Capitaine soll dem Capitaine zweiter Classe, oder einem Obersten in Dienstthätigkeit bei der Armee, gegeben werden.

Art. 7. Der General-Oberste der Gardesdu-Corps soll von den Divisions-Generalen in Dienstthätigkeit bei der Armee genommen werden.

Zweites Capitel.

Avancement in der Infanterie und Cavallerie der königlichen Garde.

Erster Abschnitt.

Allgemeine Bestimmungen für das zweite Capitel.

Art. 8. In den Infanterie- und Cavallerie-Corps der königlichen Garde hat das Avancement auf vierfache Weise statt, nämlich : 1) durch das Dienstalter im Grade; 2) durch die Wahl des Corps; 3) durch die Wahl des Königs im Corps; 4) durch die Wahl des Königs in den Linientruppen.

Da die entsprechenden Grade beider Waffenarten unter sich gleich sind, so versteht sich alles das, was in diesem Decrete von den Corporalen und Erschanten gesagt wird, ebenso auch von den Brigadiers und Wachtmeistern.

Art. 9. Die Regimenter sowohl, als die Bataillons und Compagnien, die, vermöge ihrer Formirung, ihre eigne Verwaltung haben, bilden jedes ein Corps. Die Commandanten und Verwaltungsräthe dieser letzteren sollen alle Dienstbefugnisse genießen, welche durch dieses Decret

par le présent décret aux colonels et aux conseils d'administration des régiments.

ART. 10. Lorsque les bataillons ou escadrons de guerre seront hors du Royaume, et que le dépôt se trouvera encore dans l'intérieur, ils opéreront eux-mêmes les remplacements dans les emplois qui viendront à vaquer à l'ancienneté, en prenant dans les bataillons de guerre ou dans le dépôt.

Un seul bataillon ou escadron, détaché hors du Royaume, ne pourra cependant jouir de ce droit qu'autant qu'il se trouverait à plus de cent lieues du régiment.

ART. 11. Lorsque les bataillons ou escadrons de guerre seront hors du Royaume, le dépôt jouira du droit d'opérer les remplacements aux places de sous-officiers, d'ouvriers et de caporaux, qui viendront à vaquer audit dépôt; mais les remplacements d'officiers ne pourront avoir lieu sans l'autorisation expresse du Ministre de la Guerre, pour chaque vacance.

ART. 12. Nul soldat ne pourra devenir caporal, ni même être porté sur une liste de présentation pour l'avancement: 1° s'il ne sait lire et écrire; 2° s'il n'a six mois de service effectif en temps de paix, ou trois mois de campagne en temps de guerre.

ART. 13. Nul caporal ne pourra devenir sergent, ni même être porté sur une liste de présentation pour l'avancement, s'il n'a six mois de service effectif dans le grade en temps de paix, ou trois mois de campagne en temps de guerre.

ART. 14. Nul adjudant, nul sergent ne pourra être nommé officier, ni même être porté sur une liste de présentation pour l'avancement, s'il n'a un an de service effectif dans le grade en temps de paix, ou six mois de campagne en temps de guerre.

den Obersten und Verwaltungsräthen der Regimenter beigelegt werden.

Art. 10. Wenn die Feld-Bataillons oder Escadrons sich außerhalb des Königreichs befinden, und das Depot noch im Innern desselben ist, so können sie für sich allein, nach dem Dienstalter, die Besetzung der Stellen vornehmen, die etwa erledigt werden sollten, indem sie dazu die Subjecte in den Feld-Bataillons oder im Depot wählen.

Ein einzelnes Bataillon (oder Escadron), welches außerhalb des Königreichs detachirt ist, darf aber doch von diesem Rechte keinen Gebrauch machen, wenn es nicht wenigstens hundert Stunden vom Regimente entfernt ist.

Art. 11. Wenn sich die Feld-Bataillons oder Escadrons außerhalb des Königreichs befinden, so soll das Depot das Recht haben, die etwa bei dem Depot erledigten Stellen von Unterofficieren, Arbeitern und Corporalen wieder zu besetzen; aber die Wiederbesetzung der etwa erledigten Officiersstellen kann nicht statt finden, ohne die ausdrückliche Ermächtigung des Kriegsministers für eine jede erledigte Stelle.

Art. 12. Kein Soldat kann Corporal, selbst nicht einmal auf eine Vorschlagsliste zum Avancement gesetzt werden, wenn er nicht 1) lesen und schreiben kann; 2) wenn er nicht in Friedenszeiten wirklich sechs Monate, und in Kriegszeiten drei Monate im Felde gedient hat.

Art. 13. Kein Corporal kann Sergeant, selbst nicht einmal auf eine Vorschlagsliste zum Avancement gesetzt werden, wenn er nicht in Friedenszeiten sechs Monate wirklich in diesem Grade, oder in Kriegszeiten drei Monate im Felde gedient hat.

Art. 14. Kein Adjudant, kein Sergeant kann zum Officier ernannt, selbst nicht einmal auf eine Vorschlagsliste zum Avancement gesetzt werden, wenn er nicht in Friedenszeiten ein Jahr wirklich in diesem Grade, oder in Kriegszeiten sechs Monate im Felde gedient hat.

ART. 15. Nul officier ne pourra passer à un grade supérieur au sien, ni même être porté sur une liste de présentation pour l'avancement, s'il n'a trois ans de service effectif dans le grade en temps de paix, ou dix-huit mois de campagne en temps de guerre.

ART. 16. Nul officier de la ligne ne pourra entrer dans la garde, ni même être porté sur une liste de présentation pour y entrer, sans avoir dix-huit mois de service effectif dans le grade en temps de paix, ou neuf mois de campagne en temps de guerre.

ART. 17. Tout corps de la ligne qui recevra un officier de la garde avec ou sans avancement, aura droit à la première place du même grade qui viendra à vaquer dans la garde, et il ne pourra en recevoir un second, avant que cet échange n'ait eu lieu.

SECTION II.

Avancement par ancienneté.

ART. 18. Les sous-officiers et soldats avanceront par ancienneté à la haute-paye seulement.

ART. 19. L'avancement par ancienneté n'aura lieu, pour les officiers, que pour passer d'une classe à l'autre dans le même grade, ou pour passer du grade de second lieutenant à celui de premier lieutenant, et du grade de premier lieutenant à celui de capitaine.

ART. 20. L'avancement par ancienneté, soit dans la classe, soit dans le grade, roulera dans le corps seulement.

ART. 21. Sur trois places vacantes de premier lieutenant ou de capitaine, la première appartiendra à l'ancienneté, la seconde au choix du Roi dans le corps, et la troisième au choix du Roi dans la ligne.

Art. 15. Kein Officier kann zu einem höheren Grade, als der seinige, gelangen, selbst nicht einmal auf eine Vorschlagsliste zum Avancement gesetzt werden, wenn er nicht in Friedenszeiten wirklich in seinem Grade drei Jahre, oder in Kriegszeiten achtzehn Monate im Felde gedient hat.

Art. 16. Kein Officier von den Linientruppen kann in die Garde treten, selbst nicht einmal auf eine Vorschlagsliste, um in die Garde zu treten, gesetzt werden, wenn er nicht in Friedenszeiten wirklich in seinem Grade achtzehn Monate, oder in Kriegszeiten neun Monate im Felde gedient hat.

Art. 17. Jedes Corps der Linie, welches einen Officier von der Garde mit oder ohne Avancement erhält, hat ein Recht auf die erste Stelle desselben Grades, die in der Garde erledigt wird; und es kann keinen zweiten bekommen, bevor diese Austauschung nicht statt gehabt hat.

Zweiter Abschnitt.

Avancement durch Dienstalter.

Art. 18. Die Unterofficiere und Soldaten avanciren durch das Dienstalter nur zur Vermehrung des Soldes.

Art. 19. Das Avancement durch Dienstalter soll bei den Officieren nicht anders statt finden, als aus einer Classe desselben Grades in die andere, oder um vom Grade des Lieutenant zweiter Classe zu dem der ersten Classe, und vom des Lieutenant erster Classe zu dem eines Capitaine zu gelangen.

Art. 20. Das Avancement durch Dienstalter, sowohl in der Classe, als im Grade, soll nur in einem und demselben Corps statt finden.

Art. 21. Von drei erledigten Premierlieutenants- oder Capitaines-Stellen wird die erste besetzt nach dem Dienstalter, die zweite durch die Wahl des Königs im Corps, und die dritte durch die Wahl des Königs in den Linientruppen.

§. I^{er}. *Avancement aux hautes-payes par ancienneté.*

ART. 22. Dans tous les corps, tout sous-officier ou soldat qui, après cinq années de service non interrompu pendant la paix, ou à l'époque de la délivrance des congés après la guerre, contractera un nouvel engagement de cinq ans, jouira d'une haute-paye de trois centimes par jour, et portera sur le bras gauche, pour marque distinctive de son grade d'ancienneté, un chevron de laine de la couleur tranchante de l'uniforme du régiment.

ART. 23. Si, après l'expiration de ce premier réengagement, le sous-officier ou soldat en contracte un second, il portera deux chevrons, et jouira de la double haute-paye de six centimes par jour.

ART. 24. Enfin si, après l'expiration de ce second réengagement, il en contracte un troisième, il portera trois chevrons, et jouira de la haute-paye de dix centimes par jour, pendant tout le temps qu'il restera à l'armée.

ART. 25. Les services que les sous-officiers et soldats auront faits dans différents corps, leur seront comptés pour la haute-paye et pour la marque distinctive des chevrons, quand ils auront quitté leur corps par congé ou changé de corps par ordre ou autorisation légale.

ART. 26. Les conseils d'administration adresseront exactement au Ministre de la guerre, l'état nominatif des sous-officiers et soldats qui, en vertu des dispositions ci-dessus, seront par la suite admis à la haute-paye d'ancienneté.

§. 2. *Avancement dans les classes.*

ART. 27. La classe dans le grade et le rang dans la classe se déterminent d'après l'ancienneté de

§. 1. *Avancement zu höherem Solde durch Dienstalter.*

ART. 22. In jedem Corps soll der Unterofficier oder Soldat, welcher sich nach fünf ununterbrochenen Dienstjahren in Friedenszeiten, oder zur Zeit der Vertheilung der Abschiede nach beendigtem Kriege aufs Neue für fünf Jahre anwerben läßt, eine Solde/Erhöhung von täglich drei Centimen genießen, und auf dem linken Arme, zum Zeichen des Grades seines Dienstalters, ein wollenes Sparrenband (Chevron) von der unterscheidenden Farbe der Uniform des Regiments tragen.

ART. 23. Wenn nach Ablauf dieser ersten Wiederverpflichtung der Unterofficier oder Soldat eine zweite eingeht, so soll er zwei Bänder tragen, und des doppelt erhöhten Soldes von sechs Centimen täglich genießen.

ART. 24. Endlich wenn nach Ablauf dieser zweiten Wiederverpflichtung, er noch eine dritte eingeht, so soll er drei Bänder führen, und einer Solde/Erhöhung von zehn Centimen täglich, während der ganzen Zeit, die er noch bei der Armee bleibt, genießen.

ART. 25. Die Dienste, welche die Unterofficiere und Soldaten in verschiedenen Corps gethan haben, sollen ihnen für die Solde/Erhöhung und die Auszeichnung auf dem Arme mit angerechnet werden, wenn sie anders ihre Corps mit Abschied verlassen haben, oder zu deren Vertauschung hinlänglich und in gehöriger Form ermächtigt waren.

ART. 26. Die Verwaltungsräthe müssen pünktlich an den Kriegsminister das Namens-Verzeichniß der Unterofficiere und Soldaten einsenden, welche, in Gemäßheit der obigen Bestimmungen, der Reihe nach durch Dienstalter zum Genuße des erhöhten Soldes gelangen.

§. 2. *Avancement in den Classen.*

ART. 27. Die Classen im Grade und der Rang in den Classen bestimmen sich nach dem Dienstalter im Grade, und

grade, sauf la modification énoncée en l'article suivant.

ART. 28. Tout officier qui passera, sans avancement, d'un corps dans un autre par ordre du Ministre de la guerre, prendra rang d'après son brevet; s'il passe avec autorisation seulement, il prendra rang après tous les officiers du même grade dans le nouveau corps.

ART. 29. Lorsque deux ou plusieurs corps seront incorporés, les officiers des différents grades prendront rang entre eux, d'après leur ancienneté de grade.

SECTION III.

Avancement par le choix du corps.

§. 1^{er}. *Caporaux et sous-officiers de compagnie.*

Caporaux.

ART. 30. Les caporaux devant, indépendamment de la valeur et d'une bonne conduite, avoir un commencement d'instruction, seront choisis parmi les soldats sachant lire et écrire, et qui auront prouvé, soit par leurs bons services, soit par l'examen que leur auront fait subir leurs capitaines, qu'ils connaissent les devoirs du caporal, et qu'ils sont en état de les bien remplir.

ART. 31. Pour préparer la nomination des caporaux, il sera formé, le premier de chaque trimestre, une liste de soldats pris dans toutes les compagnies, destinés à passer au grade de caporal.

ART. 32. A cet effet, chaque sergent présentera à son capitaine les noms des deux soldats de sa

beschadet der in dem folgenden Artikel enthaltenen Einschränkung.

Art. 28. Jeder Officier, welcher ohne Abancement auf Befehl des Kriegsministers, aus einem Corps in das andere übergeht, nimmt den Rang nach seinem Patente ein; geschieht es nur mit Genehmigung des Ministers, so nimmt er seinen Rang nach allen Officiern desselben Grades in dem neuen Corps ein.

Art. 29. Wenn zwei oder mehrere Corps in eins vereinigt werden, so nehmen die Officiere der verschiedenen Grade den Rang unter sich nach ihrem Dienstalter im Grade ein.

Dritter Abschnitt.

Avancement durch die Wahl des Corps.

§. 1. Corporale und Unterofficiere von den Compagnien.

Corporale.

Art. 30. Da die Corporale, abgesehen von dem Verdienste der Bravheit und einer guten Aufführung, auch einigermaßen unterrichtet und gebildet seyn müssen, so sollen sie unter den Soldaten gewählt werden, welche lesen und schreiben können, und entweder durch die pünktliche Veranstaltung ihres Dienstes, oder durch die von ihren Capitains vorgenommene Prüfung, bewiesen haben, daß sie die Pflichten eines Corporals kennen, und im Stande sind, sie gut zu erfüllen.

Art. 31. Um die Ernennung der Corporale vorzubereiten, soll am ersten Tage eines jeden Viertelsjahrs eine Liste der Soldaten in allen Compagnien gebildet werden, welche dazu bestimmt sind, zu dem Grade eines Corporals zu gelangen.

Art. 32. Zu dem Ende soll jeder Serchant seinem Capitaine die Namen von zwei Soldaten seiner Compagnie

compagnie qu'il jugera les plus susceptibles de devenir caporaux.

ART. 33. Chaque capitaine choisira deux sujets parmi ceux présentés par les sergents de sa compagnie, et donnera leurs noms au quartier-maître, qui formera une seule liste des soldats ainsi présentés par les capitaines.

ART. 34. Cette liste sera soumise aux officiers supérieurs du corps, autres que le commandant; elle sera par eux réduite à moitié dans le délai de cinq jours, et déposée ensuite au conseil d'administration.

ART. 35. Lorsqu'il viendra à vaquer une place de caporal dans une compagnie, le capitaine choisira trois sujets dans cette liste et les présentera au commandant du corps, qui nommera, parmi ces trois sujets, à la place vacante.

ART. 36. Si un soldat choisi dans la liste déposée au conseil d'administration se trouve, pour la troisième fois, du nombre des trois candidats présentés au commandant du corps, il obtiendra de droit la place vacante.

ART. 37. Si, avant le 1^{er} d'un trimestre, la liste déposée au conseil d'administration se trouve réduite au-dessous de moitié, elle sera supprimée, et il en sera fait une nouvelle, en suivant les dispositions énoncées aux articles 31, 32, 33 et 34.

Ce renouvellement, à époques indéterminées, n'empêchera pas que celui fixé au 1^{er} de chaque trimestre n'ait toujours lieu, ainsi qu'il est prescrit par l'article 31.

Fourriers.

ART. 38. Lorsqu'il vaquera une place de fourrier dans une compagnie, le capitaine de cette compagnie choisira parmi tous les caporaux et parmi

vorlegen, die er für die tauglichsten hält, Corporale zu werden.

Art. 33. Jeder Capitaine wählt zwei Subjecte unter diesen von den Serchanten seiner Compagnie Vorgeschlagenen, und giebt ihre Namen dem Quartiermeister, welcher eine einzige Liste von diesen, durch die Capitaines vorgeschlagenen, Soldaten bildet.

Art. 34. Diese Liste wird den Staatsofficiern des Corps, den Commandanten ausgeschlossen, vorgelegt; sie muß von ihnen sodann binnen fünf Tagen auf die Hälfte vermindert und hierauf bei dem Verwaltungsrathe niedersgelegt werden.

Art. 35. Wenn nun die Stelle eines Corporals in einer Compagnie erledigt wird, so wählt der Capitaine drei Subjecte aus dieser Liste, schlägt sie dem Commandanten des Corps vor, welcher alsdann einen von diesen dreien zu der erledigten Stelle ernennt.

Art. 36. Befindet sich ein Soldat, welcher auf der Liste, die bei dem Verwaltungsrathe niedergelegt wird, verzeichnet ist, zum dritten Male unter der Zahl der drei, dem Commandanten des Corps vorgeschlagenen, Candidaten, so erhält er die erledigte Stelle von Rechtswegen.

Art. 37. Wenn vor dem 1^{sten} Tage eines jeden Vierteljahres die bei dem Verwaltungsrathe niedergelegte Liste bis unter die Hälfte vermindert seyn sollte, so soll sie ungültig, und es soll eine andere, den Bestimmungen der Artikel 31, 32, 33 und 34 gemäß, aufgestellt werden.

Diese Erneuerung zu einem unbestimmten Zeitpunkte hindert die Fertigstellung derjenigen nicht, die für den 1^{sten} eines jeden Vierteljahres festgesetzt ist, so wie dieß der 31ste Artikel vorschreibt.

Fourriere.

Art. 38. Wenn die Stelle eines Fourriers in einer Compagnie erledigt wird, so wählt der Capitaine der Compagnie unter allen Corporalen und unter allen Soldaten,
Bulletin. Tome III.

tous les soldats portés sur la liste déposée au conseil d'administration, le sujet qui devra la remplir.

Sergents.

ART. 39. Les sergents devant, comme sous-officiers, se distinguer par plus de capacité, de zèle et d'instruction dans le service, par une tenue et une conduite plus sévère, il sera apporté une grande attention dans le choix des sujets dont se formera la liste des caporaux destinés à devenir sergents.

ART. 40. Pour préparer la nomination des sergents, il sera formé, le premier de chaque trimestre, une liste de caporaux pris dans toutes les compagnies, et destinés à passer au grade de sergent.

ART. 41. Chaque capitaine désignera, à cet effet, les deux caporaux de sa compagnie qu'il jugera les plus susceptibles d'être élevés au grade de sergent, et remettra au quartier-maître leurs noms par écrit.

ART. 42. Le quartier-maître réunira, dans une seule liste, les noms des sergents qui auront été désignés par les capitaines.

ART. 43. Cette liste présentée aux officiers supérieurs du corps, sera par eux réduite à moitié dans le délai de cinq jours, et déposée ensuite au conseil d'administration.

ART. 44. Lorsqu'il viendra à vaquer une place de sergent dans une compagnie, le capitaine de cette compagnie choisira quatre sujets dans cette liste, et les présentera au commandant du corps. Le commandant du corps choisira deux sujets sur les quatre, et les présentera au colonel-général qui nommera, parmi ces deux sujets, à la place vacante.

die auf der, bei dem Verwaltungsrathe niedergelegten, Liste verzeichnet sind, das Subject, welches dieselbe erhalten soll.

Serschanten.

Art. 39. Da sich ein Serschant, als Unterofficier, noch durch größere Fähigkeiten, Eifer und Kenntniß des Dienstes, sowie durch eine ernstere Haltung und gesetzteres Betragen, auszeichnen muß, so soll eine große Aufmerksamkeit bei der Wahl der Subjecte angewendet werden, von denen die Liste derjenigen Corporale gebildet wird, welche dazu bestimmt sind, Serschanten zu werden.

Art. 40. Um die Ernennung der Serschanten vorzubereiten, soll am ersten Tage eines jeden Vierteljahrs eine Liste der Corporale aus allen Compagnien aufgestellt werden, die dazu bestimmt sind, zu dem Grade eines Serschanten zu gelangen.

Art. 41. Ein jeder Capitaine muß zu dem Ende die beiden Corporale seiner Compagnie angeben, die er für die fähigsten hält, zu dem Grade eines Serschanten erhoben zu werden, und ihre Namen dem Regiments-Quartiermeister schriftlich einhändigen.

Art. 42. Der Quartiermeister hat alsdann die Namen der von den Capitaines zu Serschanten Bestimmten in eine Liste zu vereinigen.

Art. 43. Diese Liste wird den Staabsofficieren des Corps vorgelegt, von ihnen binnen fünf Tagen bis auf die Hälfte vermindert, und hierauf bei dem Verwaltungsrathe niedergelegt.

Art. 44. Wird nun die Stelle eines Serschanten in einer Compagnie erledigt, so wählt der Capitaine dieser Compagnie vier Subjecte aus dieser Liste, und schlägt sie dem Commandanten des Corps vor. Der Commandant des Corps wählt von diesen vieren zwei, und schlägt sie dem General-Obersten vor, welcher sodann einen von diesen beiden zu der erledigten Stelle ernennt.

ART. 45. Si un caporal choisi dans la liste déposée au conseil d'administration, se trouve, pour la troisième fois, au nombre des deux candidats présentés au colonel-général, il obtiendra de droit la place vacante.

ART. 46. Si, avant le premier d'un trimestre, la liste déposée au conseil d'administration se trouve réduite au-dessous de moitié, elle sera supprimée, et il en sera fait une nouvelle, en suivant les dispositions énoncées aux articles 40, 41, 42 et 43.

Ce renouvellement, à époques indéterminées, n'empêchera pas que celui fixé au premier de chaque trimestre, n'ait toujours lieu ainsi qu'il est prescrit par l'art. 40.

Sergents - majors.

ART. 47. Lorsqu'il vaquera une place de sergent-major dans une compagnie, le capitaine choisira quatre sujets parmi les sergents portés sur la liste déposée au conseil d'administration pour l'avancement au grade de sous-lieutenant.

Parmi ces quatre sujets, le commandant du corps en choisira deux, et les présentera au colonel-général, qui nommera celui qui devra remplir la place vacante.

ART. 48. Si un sergent se trouve, pour la troisième fois, au nombre des deux candidats présentés au colonel-général, il obtiendra de droit la place vacante.

§. 2. Petit Etat-major.

ART. 49. Les places de tambours - majors et de caporal-tambour seront à la nomination du colonel.

ART. 50. Les tambours-majors seront pris parmi tous les sous-officiers du régiment.

Art. 45. Befindet sich ein Corporal, welcher auf der Liste, die beim Verwaltungsrathe niedergelegt wird, verzeichnet ist, zum dritten Male unter den beiden, dem General-Obersten vorgeschlagenen, Candidaten, so erhält er die erledigte Stelle von Rechts wegen.

Art. 46. Wenn vor dem 1sten Tage eines jeden Vierteljahrs die bei dem Verwaltungsrathe niedergelegte Liste bis unter die Hälfte vermindert seyn sollte, so soll sie ungültig, und es soll eine andere den Bestimmungen der Artikel 40, 41, 42 und 43 gemäß aufgestellt werden.

Diese Erneuerung zu einem unbestimmten Zeitpunkt hindert die Verrichtung derjenigen nicht, welche für den 1sten eines jeden Vierteljahrs festgesetzt ist, so wie dieß der 40ste Artikel vorschreibt.

Ober- Berschanten.

Art. 47. Wenn die Stelle eines Ober- Berschanten (Feldwebers) in einer Compagnie erledigt wird, so wählt der Capitaine vier Subjecte unter den auf der, bei dem Verwaltungsrathe niedergelegten, Liste verzeichneten und zu dem Avancement zum Grade eines Unterlieutenant vorgeschlagenen Berschanten.

Unter diesen vier Subjecten wählt der Commandant des Corps zwei, und schlägt sie dem General-Obersten vor, welcher alsdann den ernennt, der die erledigte Stelle erhalten soll.

Art. 48. Befindet sich ein Berschant zum dritten Male unter der Zahl der beiden, dem General-Obersten vorgeschlagenen, Candidaten, so erhält er die erledigte Stelle von Rechts wegen.

§. 2. Unter- Staab.

Art. 49. Die Ernennung zu den Stellen eines Tambour-Major und Corporal-Tambour geschieht durch den Obersten.

Art. 50. Die Tambour-Majors sollen unter allen Unterofficieren des Regiments gewählt werden.

ART. 51. Les caporaux - tambours seront pris parmi les tambours du régiment.

ART. 52. Les tambours - majors et les caporaux-tambours pourront parvenir à un grade immédiatement supérieur au leur par les mêmes modes d'avancement que les autres sous-officiers du régiment.

ART. 53. Le caporal - tambour qui aurait été porté au grade de sergent dans une compagnie, devra opter entre son emploi et celui de son nouveau grade; s'il préfère de continuer celui de caporal - tambour, il perdra pendant deux ans tout droit à l'avancement; mais il jouira, au bout de deux ans de service effectif dans ce grade, du rang et de la solde de sergent.

ART. 54. Tous les chefs-ouvriers sont à la nomination des conseils d'administration des corps, qui peuvent aussi les révoquer.

Ils ont rang de sous-officiers et jouissent de la solde des grades qui leur ont été accordés par les décrets de la formation de chaque arme; mais ils ne seront susceptibles d'être admis à servir dans ces grades dans une compagnie qu'autant qu'ils auront formé respectivement des sujets en état de les remplacer, ce qui sera jugé par le conseil d'administration, et ils ne pourront ensuite concourir à un grade supérieur au leur qu'ils n'aient exercé, les fonctions de ce grade dans une compagnie, pendant le temps prescrit par les articles 13 et 14.

ART. 55. Les adjudants seront pris parmi tous les sous-officiers de l'armée.

S'ils sont pris dans le corps, ils seront à la nomination du colonel-général sur la présentation de trois candidats faite par le commandant du corps.

S'ils sont pris hors du corps, ils seront à la no-

Art. 51. Die Corporal-Tambours sollen von den Trommlern des Regiments genommen werden.

Art. 52. Die Tambour-Majors und die Corporal-Tambours können zu einem unmittelbar höheren Grade, als der ihrige ist, auf dieselbe Art des Avancement, wie die andern Unterofficiere des Regiments, gelangen.

Art. 53. Der Corporal-Tambour, der zu dem Grade eines Erschanten in einer Compagnie gelangt, muß zwischen seiner alten Stelle und der neuen als Erschant wählen; zieht er es vor, die eines Corporal-Tambour beizubehalten, so verliert er während zwei Jahren alles Recht auf Avancement, allein, am Ende dieser zwei wirklichen Dienstjahre in seinem Grade, erhält er den Genuß des Ranges und Soldes eines Erschanten.

Art. 54. Die Ernennung der Handwerkmeister (Chefs-ouvriers) hängt vom Verwaltungsrathe des Corps ab, welcher sie auch absetzen kann. Sie haben den Rang der Unterofficiere, und erhalten den Sold des Grades, der ihnen in dem Formations-Decret eines jeden Waffen-Corps beigelegt ist; aber sie können nicht anders in diesem Grade zum Dienste in der Compagnie gelangen, als wenn sie, ein jeder in seiner Art, Subjecte gebildet haben, die im Stande sind, ihre Stellen zu ersetzen, worüber der Verwaltungsrath zu urtheilen hat, und sie können alsdann auf keinen höheren Grad, als der ihrige ist, Anspruch machen, wenn sie nicht in einer Compagnie die Dienstgeschäfte ihres Grades, und zwar in der durch den 13ten und 14ten Artikel vorgeschriebenen Zeit, versehen haben.

Art. 55. Die Adjutanten sollen unter allen Unterofficieren der Armee gewählt werden.

Werden sie in dem Corps genommen, so werden sie von dem General-Obersten, auf den von dem Commandanten des Corps gethanen Vorschlag dreier Candidaten, ernannt.

Werden sie außer dem Corps genommen, so hat sie der

mination du Ministre de la guerre sur la présentation du colonel-général.

ART. 56. Les adjudants parviennent au grade supérieur de la même manière que les sous-officiers, et, en cas d'avancement, ils doivent opter.

SECTION IV.

Avancement par le choix du corps et par la nomination du Roi.

§. 1^{er} Capitaines d'habillement, Quartiers-mâtres et Officiers-payeurs.

ART. 57. Les capitaines d'habillement, les quartiers-mâtres-trésoriers et les officiers-payeurs des régiments, tant d'infanterie que de cavalerie, seront présentés par les conseils d'administration des corps au Ministre de la guerre, pour être nommés définitivement par le Roi.

ART. 58. Les conseils d'administration pourront présenter, pour capitaine d'habillement, tout capitaine de l'armée en activité ou en non-activité, qu'ils croiront capable de remplir ces fonctions, pourvu que cet officier ait au moins deux ans d'exercice effectif du grade de capitaine dans une compagnie.

ART. 59. Les conseils d'administration pourront présenter, pour quartier-mâitre, tout individu qui réunira à une probité connue, les connaissances nécessaires à cet emploi.

ART. 60. Les officiers-payeurs seront pris parmi les sous-lieutenants ou les sous-officiers de toute l'armée.

ART. 61. Le capitaine d'habillement a rang de capitaine, le quartier-mâitre rang de lieutenant pendant les deux premières années d'exercice, et après ce temps, il a le rang de capitaine pendant le reste

Kriegsminister, auf den Vorschlag des General-Obersten, zu ernennen.

Art. 56. Die Adjutanten gelangen auf dieselbe Weise, wie die Unterofficiere, zu höheren Graden, und im Falle eines Avancement müssen sie wählen.

Vierter Abschnitt.

Avancement durch die Wahl des Corps und die Ernennung des Königs.

§. 1. Montirungs-Capitaines, Quartiermeister und Officier-Zahlmeister.

Art. 57. Die Montirungs-Capitaines, die Quartier- und Schatzmeister, und die Officier-Zahlmeister bei den verschiedenen sowohl Infanterie, als Cavallerie-Regimenten sollen von den Verwaltungsräthen der Corps dem Kriegsminister vorgeschlagen, und alsdann definitiv vom Könige ernannt werden.

Art. 58. Die Verwaltungsräthe können zum Montirungs-Capitaine einen jeden in Dienstthätigkeit oder außer wirklichem Dienste befindlichen Capitaine der Armee vorschlagen, welchen sie für fähig halten, diese Stelle auszufüllen, vorausgesetzt, daß dieser Officier wenigstens zwei Jahre wirklich als Capitaine in einer Compagnie gedient hat.

Art. 59. Die Verwaltungsräthe können zum Quartiermeister jedes Individuum vorschlagen, welches mit einer anerkannten Rechtschaffenheit die zu dieser Stelle erforderlichen Kenntnisse vereinigt.

Art. 60. Die Officier-Zahlmeister sollen unter den Unterlieutenants oder Unterofficieren der ganzen Armee gewählt werden.

Art. 61. Der Montirungs-Capitaine hat den Rang eines Capitaine, der Quartiermeister den eines Lieutenant während der ersten beiden Dienstjahre, und, nach Ablauf dieser Zeit, den Rang eines Capitaine, für die ganze übrige

de la durée de son service, en parcourant les différentes classes de ce grade, après deux ans de service dans chaque classe.

ART. 62. Le capitaine d'habillement est susceptible d'avancement; mais en cas de promotion, il doit opter, et s'il préfère ses fonctions au grade d'officier supérieur, il perd tout droit à l'avancement, et jouit, pendant tout le reste de la durée de son service, de la solde de capitaine de 1^{re} classe.

ART. 63. Les officiers-payeurs seront susceptibles d'être promus au grade de lieutenant; mais ils devront opter entre leur emploi et le service dans une compagnie.

ART. 64. Si l'officier-payeur, porté au grade de lieutenant, préfère de continuer ses fonctions, il perdra tout droit à un nouvel avancement; mais il jouira du rang et de la solde de lieutenant.

ART. 65. S'il opte pour passer dans une compagnie, il sera remplacé dans son emploi d'officier-payeur, comme il a été dit dans les articles précédents.

§. 2. Adjudants-majors.

ART. 66. Les adjudants-majors seront pris parmi les lieutenants en activité dans l'armée; ils seront au choix du Roi, sur une liste de deux candidats pour un emploi, présentée par le colonel-général, si le choix a lieu dans le corps.

Si le choix a lieu hors du corps, ils seront à la nomination du Roi, sur la présentation du Ministre de la guerre.

ART. 67. Si le choix a lieu dans le corps, le commandant du corps choisira quatre sujets parmi les lieutenants du corps; ce nombre sera réduit à deux par le colonel-général, qui adressera leurs noms

Dauer seines Dienstes, indem er die verschiedenen Classen in diesem Grade, nach zwei Jahren Dienstzeit in jeder Classe, durchgeht.

Art. 62. Der Montirungs-Capitaine ist des Avancements fähig; allein, im Falle einer Beförderung, muß er wählen, und wenn er seine Stelle dem Grade eines Staabs-officiers vorzieht, so verliert er alle Ansprüche auf Avancement, und genießt während der ganzen Dauer seiner übrigen Dienstzeit den Sold eines Capitaine erster Classe.

Art. 63. Die Officier-Zahlmeister können zu dem Grade eines Lieutenant gelangen; allein sie müssen alsdann zwischen ihrer Stelle und dem Dienste in einer Compagnie wählen.

Art. 64. Wenn der Officier-Zahlmeister, der zum Grade eines Lieutenant gelangt ist, es vorzieht, seine Dienstgeschäfte fortzusetzen, so verliert er alles Recht auf ein weiteres Avancement, aber er genießt den Rang und Sold eines Lieutenant.

Art. 65. Wenn er in eine Compagnie einzutreten wählt, so soll seine Stelle als Officier-Zahlmeister so ersetzt werden, wie es in den vorhergehenden Artikeln gesagt ist.

§. 2. Adjutants-Majors.

Art. 66. Die Adjutants-Majors sollen unter den Lieutenants in Dienstthätigkeit bei der Armee gewählt werden. Ihre Ernennung geschieht durch die Wahl des Königs, nach einer Liste von zwei Candidaten für jede Stelle, die von dem General-Obersten vorgeschlagen worden, wenn die Wahl im Corps statt findet.

Hat die Wahl außer dem Corps statt, so hängt ihre Ernennung vom Könige, auf den Vorschlag des Kriegsministers, ab.

Art. 67. Wenn die Wahl im Corps selbst statt hat, so wählt der Commandant des Corps vier Subjecte unter den Lieutenants des Corps. Diese Zahl wird bis auf zwei durch den General-Obersten vermindert, welcher alsdann

au Ministre de la guerre, pour être présentés au Roi.

Le Roi nommera à l'emploi dans les deux candidats.

ART. 68. Les adjudants-majors, quoiqu'ils ne soient que lieutenants, jouiront cependant, dès leur entrée en fonctions, du rang et de la solde de capitaine de troisième classe.

ART. 69. Après deux ans de fonctions, les adjudants-majors monteront de droit au grade de capitaine. Ils pourront continuer leur service en cette qualité jusqu'à ce qu'ils parviennent au rang de capitaine de première classe; alors ils devront opter.

ART. 70. Les adjudants-majors pourront également parvenir au grade de capitaine, soit par ancienneté, soit par le choix du Roi.

SECTION V.

Avancement par le choix du Roi.

§. 1. Officiers de compagnie.

Seconds lieutenants.

ART. 71. Toutes les places de seconds lieutenants seront à la nomination du Roi, sur la présentation du Ministre de la guerre.

ART. 72. Sur trois places de seconds lieutenants vacantes par régiment, la première sera donnée aux adjudants de la garde.

Les deux autres seront données à des sous-lieutenants en activité dans la ligne.

Premiers lieutenants.

ART. 73. Sur trois places de premiers lieutenants vacantes, la première appartiendra au choix du Roi dans le corps, les deux autres au choix du Roi dans la ligne.

ART. 74. Le Roi nomme aux emplois de pre-

ihre Namen an den Kriegsminister einsendet, damit dieser sie dem Könige vorschlage.

Der König ernennet alsdann einen von den beiden Candidaten zu der Stelle.

Art. 68. Die Adjutants-Majors, wenn sie gleich nur Lieutenants sind, genießen doch, sobald sie ihre Dienstgeschäfte angetreten haben, des Ranges und Soldes eines Capitaine dritter Classe.

Art. 69. Nach zweijährigem Dienste gelangen die Adjutants-Majors von Rechtswegen zu dem Grade eines Capitaine. Sie können ihren Dienst als solche beibehalten, bis sie zu dem Range eines Capitaine erster Classe gelangen, alsdann aber müssen sie wählen.

Art. 70. Die Adjutants-Majors können ebenfalls, sowohl durch das Dienstalter, als durch die Wahl des Königs, zu dem Grade eines Capitaine gelangen.

Fünfter Abschnitt.

Avancement durch die Wahl des Königs.

§. 1. Officiere von der Compagnie.

Lieutenants zweiter Classe.

Art. 71. Zu allen Stellen der Lieutenants zweiter Classe geschieht die Ernennung vom Könige, auf den Vorschlag des Kriegsministers.

Art. 72. Von drei erledigten Seconds-Lieutenantsstellen in einem Regimente soll die erste einem Adjutanten der Garde gegeben werden.

Die beiden andern werden an Unterlieutenants in Dienstthätigkeit bei den Linientruppen gegeben.

Lieutenants erster Classe.

Art. 73. Von drei erledigten Premiers-Lieutenantsstellen gehört die erste der Wahl des Königs im Corps, die beiden andern der Wahl des Königs in den Linientruppen.

Art. 74. Der König ernennet zu den Premiers-Lieutes-

miers lieutenants qui sont à son choix dans le corps, parmi les lieutenants en second du corps, sur la présentation du Ministre de la guerre.

ART. 75. Le Roi nomme aux emplois de premiers lieutenants qui sont à son choix dans la ligne, parmi les lieutenants en activité dans la ligne, sur la présentation du Ministre de la guerre.

Capitaines.

ART. 76. Sur trois places de capitaines vacantes, la première appartiendra au choix du Roi dans le corps, les deux autres au choix du Roi dans la ligne.

ART. 77. Le Roi nomme aux emplois de capitaine qui sont à son choix dans le corps, parmi les lieutenants en premier du corps, sur la présentation du Ministre de la guerre.

ART. 78. Le Roi nomme aux emplois de capitaine qui sont à son choix dans la ligne, parmi les lieutenants en activité dans la ligne, sur la présentation du Ministre de la guerre.

§. 2. Officiers supérieurs.

Chefs de bataillon et d'escadron.

ART. 79. Les chefs de bataillon et d'escadron seront pris parmi tous les chefs de bataillon ou d'escadron en activité dans l'armée de ligne.

On parviendra à ce grade par le choix seul du Roi.

Commandants des corps.

ART. 80. Les commandants des corps seront pris indistinctement parmi les officiers supérieurs en activité dans l'armée de ligne.

ART. 81. Lorsqu'un emploi de colonel ou de tout autre chef de corps, viendra à vaquer, le conseil d'administration sera tenu d'en rendre compte, sur-le-champ, au Ministre de la guerre.

nantsstellen, die von seiner Wahl im Corps abhängen, einen unter den Seconds-Lieutenants im Corps, auf den Vorschlag des Kriegsministers.

Art. 75. Der König ernennet zu den Premiers-Lieutenantsstellen, die von seiner Wahl in den Linientruppen abhängen, unter den Lieutenants in Dienstthätigkeit bei den Linientruppen, auf den Vorschlag des Kriegsministers.

Capitaines.

Art. 76. Von drei erledigten Capitainesstellen wird besetzt die eine durch die Wahl des Königs in dem Corps, die beiden andern durch die Wahl des Königs in den Linientruppen.

Art. 77. Der König ernennet zu den Capitainesstellen, die von seiner Wahl im Corps abhängen, unter den Premiers-Lieutenants des Corps, auf den Vorschlag des Kriegsministers.

Art. 78. Der König ernennet zu den Capitainesstellen, die von seiner Wahl in der Linie abhängen, Lieutenants in Dienstthätigkeit bei den Linientruppen, auf den Vorschlag des Kriegsministers.

§. 2. Staats-Officiere.

Bataillons- und Escadrons-Chefs.

Art. 79. Die Bataillons- und Escadrons-Chefs sollen unter allen Bataillons- oder Escadrons-Chefs in Dienstthätigkeit bei der Linien-Armee gewählt werden.

Man gelangt zu diesem Grade bloß durch die Wahl des Königs.

Commandanten der Corps.

Art. 80. Die Commandanten der Corps sollen ohne Unterschied unter den höheren Staats-Officieren in Dienstthätigkeit bei der Linien-Armee gewählt werden.

Art. 81. Wenn die Stelle eines Obersten, oder irgend eines andern Chefs eines Corps, erledigt wird, so ist der Verwaltungsrath gehalten, davon sogleich dem Kriegsminister die Anzeige zu machen.

§. 3. Colonels-généraux.

ART. 82. Les colonels-généraux seront pris parmi les généraux de division en activité dans l'armée.

ART. 83. Notre Ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Signé, JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

(Bin. N° 1.) DÉCRET ROYAL relatif à la vente du bois des forêts domaniales.

Au Palais de Cassel, le 9 janvier 1809.

JÉRÔME NAPOLEON, etc.

Considérant que l'exécution des dispositions de l'article 122 du décret du 29 mars 1808, portant établissement d'une administration-générale des domaines, eaux et forêts, éprouve, dans presque toutes les parties du Royaume, de grands obstacles, et que le maintien rigoureux de ces dispositions mettrait un grand nombre de nos sujets dans l'impossibilité de se procurer le combustible nécessaire;

Sur le rapport de notre Ministre des finances, du commerce et du trésor,

Notre Conseil d'Etat entendu,

Nous avons décrété et décrétons :

ART. 1^{er}. La vente du bois de nos forêts sur pied et par coupe à l'hectare et are, n'aura lieu que dans les localités où la situation des forêts et les débouchés que présente l'exploitation, rendent ce mode

§. 3. General-Obersten.

Art. 82. Die General-Obersten sollen unter den Division-Generalen in Dienstthätigkeit bei der Armee genommen werden.

Art. 83. Unser Kriegs-Minister ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decrets, welches in das Gesetz-Bulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Unterschrieben, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secretär,

Unterschrieben, Graf von Fürstenstein.

(Bin. Nr. 1.) Königliches Decret, den Verkauf des Holzes aus den Domaniel-Forsten betreffend.

Im Palais zu Cassel, am 9ten Januar 1809.

Wir Hieronymus Napoleon, etc.

haben, in Erwägung, daß sich der Vollziehung der Bestimmungen des 122sten Artikels des Decrets vom 29sten März 1808, welches eine General-Verwaltung der Domänen, Forste und Gewässer anordnet, fast in allen Theilen des Königreichs große Hindernisse entgegenstellen, und daß die strenge Handhabung dieser Verfügungen einen großen Theil Unserer Unterthanen in die Unmöglichkeit versetzen würde, sich das nöthige Brennholz zu verschaffen;

auf den Bericht Unseres Ministers der Finanzen, des Handels und des Schatzes,
nach Anhörung Unseres Staatsrathes,
verordnet und verordnen :

Art. 1. Der Holzverkauf aus Unseren Forsten auf dem Stamme, und schlagweise nach Hectaren und Aren, soll nur an den Orten statt finden, wo die Lage der Waldungen und ein reichlicher Absatz des gefällten Holzes diese
Bulletin. Tome III. 3

de vente profitable au trésor et utile au public. Dans les autres endroits, la vente se fera par adjudication, après le façonnage du bois, en lots de cinq, dix, vingt, trente cordes et plus, d'après les circonstances locales.

ART. 2. Notre Ministre des finances, du commerce et du trésor est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Signé, JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

(Bin. N^o 1.) *DÉCRET ROYAL qui dispense les Receveurs de canton des logements et charges de guerre en nature.*

Au Palais de Cassel, le 14 janvier 1809.

JÉRÔME NAPOLEON, etc.

Considérant que l'équité demande que les receveurs de canton soient assimilés, relativement aux logements et charges de guerre en nature, aux receveurs de district et des domaines, ainsi qu'aux directeurs des postes, que notre décret du 3 juin 1808 exempté de ces logements, et que tout ce qui est dit dans ce décret relativement à ces fonctionnaires, est applicable aux receveurs de canton;

Sur le rapport de notre Ministre des finances, du commerce et du trésor,

Nous avons décrété et décrétons:

ART. 1^{er}. Les dispositions de notre décret du 3 juin dernier, qui affranchit les receveurs de dis-

Verkaufsart dem Schatz vortheilhaft und dem Publicum nützlich macht. An allen übrigen Orten soll der Verkauf des Holzes, erst nachdem dasselbe gehauen und zugerichtet worden ist, versteigerungsweise zu fünf, zehn, zwanzig, dreißig und mehrern Klastern, wie dieß die örtlichen Verhältnisse mit sich bringen, vorgenommen werden.

Art. 2. Unser Minister der Finanzen, des Handels und des Schatzes ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decrets, welches in das Gesetz-Büllerin eingerückt werden soll, beauftragt.

Unterschrieben, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secretär,

unterschrieben, Graf von Fürstenstein.

(W^m. Nr. 1.) Königlichcs Decret, welches die Cantons-Einnehmer von der militärischen Einquartierung und den Natural-Kriegslasten befreiet.

Im Ballaste zu Cassel, am 14ten Januar 1809.

Wir Hieronymus Napoleon, rc.

haben, in Erwägung, daß es billig ist, daß die Cantons-Einnehmer, in Ansehung der militärischen Einquartierung und andern Natural-Kriegslasten, den Districts- und Domänen-Einnehmern, wie auch den Post-Directoren, welche Unser Decret vom 3ten Junius 1808 von Tragung dieser Lasten ausnimmt, gleichgestellt werden, und daß alles das, was in jenem Decrete in Ansehung dieser Beamten gesagt wird, auf die Cantons-Einnehmer angewendet werde;

auf den Bericht Unseres Ministers der Finanzen, des Handels und des Schatzes;

verordnet und verordnen:

Art. 1. Die Verfügungen Unseres Decrets vom 3ten Junius v. J., welches die Districts- und Domänen-Ein-

strict et des domaines, et les directeurs des postes, des logements et charges de guerre en nature, pour lesquels ils payent une rétribution en argent, sont applicables aux receveurs de canton.

ART. 2. Notre Ministre des finances, du commerce et du trésor est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Signé, JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

(Bⁱⁿ. N^o 2.) *DÉCRET ROYAL qui fixe les droits à percevoir pour les inscriptions hypothécaires, etc. et les frais de bureau des Conservateurs.*

Au Palais de Cassel, le 16 janvier 1809.

JÉRÔME NAPOLEON, etc.

Vu l'article 10 de notre décret de 22 septembre dernier, portant que les droits pour inscription et conservation des hypothèques seront perçus comme ci-devant, jusqu'à ce que nous les ayons réglés;

Voulant pourvoir au règlement uniforme de ces droits;

Sur le rapport de notre Ministre de la justice, Notre Conseil d'Etat entendu,

Nous avons décrété et décrétons:

ART. 1^{er}. Le droit à percevoir pour l'inscription d'une hypothèque sera, jusqu'à ce qu'il en soit par nous réglé autrement, *d'un pour cent*, à quelque somme que l'hypothèque s'élève.

nehmer, wie auch die Post-Directoren, von der militärischen Einquartirung und den Natural-Kriegslasten befreiet, für welche sie einen Beitrag in baarem Gelde entrichten, sind auch auf die Cantons-Einnehmer anwendbar.

Art. 2. Unser Minister der Finanzen, des Handels und des Schatzes ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decrets, welches in das Gesetz-Bulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Unterschrieben, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secretär,

unterschrieben, Graf von Fürstenstein.

(Bⁱⁿ. Nr. 2.) Königliches Decret, welches die Gebühren für die Eintragung der Hypotheken u. s. w., wie auch die Bureau-Kosten der Hypothekenaufsicher, festsetzt.

Im Palaste zu Cassel, am 16ten Januar 1809.

Wir Hieronymus Napoleon, etc.

haben, nach Ansicht des 10ten Artikels Unseres Decrets vom 22sten September 1808, nach welchem die Gebühren für die Eintragung der Hypotheken und deren Aufsicht so lange, bis Wir darüber eine Bestimmung getroffen haben, wie vormals, erhoben werden sollen;

in der Absicht, eine allgemeine und gleichförmige Verordnungsung in Beziehung auf gedachte Gebühren zu ertheilen; auf den Bericht Unseres Justizministers, nach Anhörung Unseres Staatsrathes, verordnet und verordnen:

Art. 1. Die für die Eintragung einer Hypothek zu erhebenden Gebühren sollen, bis Wir darüber eine andere Verordnung erlassen, in einem Procent bestehen, wie hoch auch die Summe, zu deren Sicherheit die Hypothek dient, sich belaufen mag.

Il ne sera que d'un quart pour cent, savoir: 1° pour les maris qui, suivant les articles 2135 et 2136 du Code Napoléon, sont tenus de requérir l'inscription des hypothèques légales pour raison de la dot de leurs femmes et des conventions matrimoniales; 2° pour les parties qui, suivant l'article 2154 du Code Napoléon, sont, après dix ans, renouveler l'inscription (1).

Les hypothèques légales des mineurs sur les biens de leurs tuteurs, et les anciennes hypothèques, conformément à l'art. 7 de notre décret du 22 septembre dernier, seront inscrites gratuitement; il n'en sera perçu que les frais d'écriture.

ART. 2. Le droit à percevoir pour la transcription des actes de mutation de propriété sera d'un demi pour cent.

Il sera perçu trente-cinq centimes par feuille d'écriture de deux pages, contenant trente lignes par page.

ART. 3. Il sera également perçu: 1° pour la radiation d'une hypothèque, un franc; 2° pour un certificat, un franc; et 3° soixante-dix centimes pour chaque feuille d'extraits pris sur les registres, la page de trente lignes.

ART. 4. Les frais de bureaux des greffiers-conservateurs des hypothèques et de leurs commis, qui doivent être pris, ainsi que leurs traitements, sur le produit des droits d'hypothèques, sont provisoirement réglés ainsi qu'il suit, savoir:

(1) Un décret du 20 avril 1810 ordonne l'inscription gratuite des privilèges pour sûreté de l'acquittement des redevances foncières.

Un autre décret du 4 août 1810 contient la même disposition à l'égard du cautionnement des percepteurs élémentaires des droits de consommation.

Diese Gebühren sind gleichwohl auf ein viertel Procent in folgenden Fällen festgesetzt: 1) für die Ehemänner, welche in Gemäßheit des 2135ten und 2136ten Artikels des Gesetzbuches Napoleons verpflichtet sind, um die Eintragung der gesetzlichen Hypotheken, in Rücksicht des Brautscases ihrer Ehefrauen und dessen, was denselben aus der Eheistung gebührt, nachzusuchen; 2) für diejenigen, welche, zufolge des 2154ten Artikels des Gesetzbuches Napoleons, nach Ablauf von zehn Jahren die Eintragung ihrer Hypotheken erneuern lassen (1).

Die gesetzlichen Hypotheken der Minderjährigen auf das Vermögen ihrer Vormünder, wie auch, in Gemäßheit des 7ten Artikels Unseres Decrets vom 22ten September 1808, die alten Hypotheken, sollen unentgeltlich eingetragen, und davon nur die Schreibgebühren entrichtet werden.

Art. 2. Die für die Einschreibung der Urkunden über Eigenthums-Veränderungen zu erhebenden Gebühren sollen in einem halben Procent bestehen.

An Schreibgebühren für jedes Blatt von zwei Seiten in Folio, die Seite zu dreißig Zeilen gerechnet, sollen fünf und dreißig Centimen erhoben werden.

Art. 3. Auf gleiche Weise soll entrichtet werden: 1) für die Löschung einer Hypothek ein Franc; 2) für eine Bescheinigung ein Franc, und endlich 3) für einen Auszug aus den Registern siebenzig Centimen, wenn derselbe aus zwei Folio-Seiten, jede Seite zu dreißig Zeilen gerechnet, besteht.

Art. 4. Die Bureau-Kosten der Hypotheken-Aufscher und der Neben-Hypothekenaufscher, welche, wie auch deren Gehalte, aus dem Ertrage der Hypotheken-Gebühren genommen werden sollen, sind vorläufig folgendermaßen bestimmt:

(1) Ein Decret vom 20ten April 1810 verordnet die unentgeltliche Eintragung der Vorzugsrechte zur Sicherheit der Entrichtung der Grundabgaben.

Ein anderes Decret vom 4ten August 1810 enthält dieselbe Verfügung in Ansehung der Sicherheitsleistung der Ortserheber der Consumtionssteuern.

Pour les conservateurs..... 3000 fr.

Pour leurs commis, dans les villes où
il y en a, 1000 à 1500 fr.

ART. 5. Notre Ministre de la justice est chargé
de l'exécution du présent décret, qui sera inséré
au bulletin des lois.

Signé, JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

(Bin. N° 2.) *DÉCRET ROYAL qui ordonne que les
Inspecteurs des domaines porteront le titre de
Directeurs des domaines.*

Au Palais de Cassel, le 16 janvier 1809.

JÉRÔME NAPOLEON, etc.

Vu notre décret du 29 mars 1808, portant éta-
blissement d'une administration générale des do-
maines, eaux et forêts;

Sur le rapport de notre Ministre des finances,
du commerce et du trésor,

Notre Conseil d'Etat entendu,

Nous avons décrété et décrétons:

ART. 1^{er}. Les inspecteurs chargés, par le décret
du 29 mars 1808, de l'administration des domaines
du Royaume, porteront le titre de *Directeurs des
domaines*.

ART. 2. Notre Ministre des finances, du com-
merce et du trésor est chargé de l'exécution du
présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Signé, JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

für die Hypotheken-Auffseher zu 3000 Gr.
für die Neben-Hypothekenauffseher, in den

Städten, wo sich deren befinden, ... zu 1000 bis 1500 „

Art. 5. Unser Minister der Justiz ist mit der Vollzie-
hung des gegenwärtigen Decrets, welches in das Gesetz-
Bulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Unterschrieben, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secretär,

Unterschrieben, Graf von Fürstenstein.

(Bin. Nr. 2.) Königliches Decret, welches verord-
net, daß die Inspectoren der Domänen den Titel
Domänen-Directoren führen sollen.

Im Palaste zu Cassel, am 16ten Januar 1809.

Wir Hieronymus Napoleon, 1c.

haben, nach Ansicht Unseres Decrets vom 29sten März
1808, durch welches eine General-Verwaltung der Do-
mänen, Gewässer und Forste errichtet wird;

auf den Bericht Unseres Ministers der Finanzen, des
Handels und des Schazes,

nach Anhörung Unseres Staatsrathes,

verordnet und verordnen:

Art. 1. Die Inspectoren, welche durch das Decret
vom 29sten März 1808 mit der Verwaltung der Domänen
im Königreiche beauftragt sind, sollen den Titel Domä-
nen-Directoren führen.

Art. 2. Unser Minister der Finanzen, des Handels
und des Schazes ist mit der Vollziehung des gegenwärti-
gen Decrets, welches in das Gesetz-Bulletin eingerückt
werden soll, beauftragt.

Unterschrieben, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secretär,

Unterschrieben, Graf von Fürstenstein.

(Bin. N^o 2.) *DÉCRET ROYAL qui rend applicable aux receveurs de Canton, le décret du 30 avril 1808, relatif au cautionnement des Receveurs-généraux de district.*

Au Palais de Cassel, le 17 janvier 1809.

JÉRÔME NAPOLEON, etc.

Voulant faciliter aux receveurs de canton la prompte réalisation du cautionnement auquel les assujettit l'art. 27 de notre décret du 3 septembre dernier, relatif au mode de perception de la contribution foncière;

Sur le rapport de notre Ministre des finances, du commerce et du trésor,

Nous avons décrété et décrétons :

ART. 1^{er}. Les dispositions de notre décret du 30 avril 1808, relatif au cautionnement des receveurs-généraux de district, sont applicables aux receveurs de canton.

ART. 2. Notre Ministre des finances, du commerce et du trésor est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Signé, **JÉRÔME NAPOLEON**.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

(Bin. Nr. 2.) *Königliches Decret, welches die Bestimmungen des Decrets vom 30sten April 1808, die Sicherheitsleistung der Ober-Einnehmer der Districte betreffend, auf die Cantons-Einnehmer anwendbar macht.*

Im Pallaste zu Cassel, am 17ten Januar 1809.

Wir Hieronymus Napoleon, etc.

haben, in der Absicht, den Cantons-Einnehmern die schnelle Bestellung der Sicherheit zu erleichtern, welcher sie nach dem 27sten Artikel Unseres Decrets vom 3ten September v. J., die Erhebung der Grundsteuer betreffend, unterworfen sind;

auf den Bericht Unseres Ministers der Finanzen, des Handels und des Schatzes, verordnet und verordnen :

Art. 1. Die Bestimmungen Unseres Decrets vom 30sten April 1808, die Sicherheitsleistung der Ober-Einnehmer der Districte betreffend, sind auf die Cantons-Einnehmer anwendbar.

Art. 2. Unser Minister der Finanzen, des Handels und des Schatzes ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decrets, welches in das Gesetz-Bülletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Unterscriben, **Hieronymus Napoleon**.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secretär,
unterscriben, Graf von Fürstenstein.

(Bin. N^o 2.) *DÉCRET ROYAL relatif à l'administration, à la vente et aux droits du sel* (1).

Au Palais de Cassel, le 17 janvier 1809.

JÉRÔME NAPOLÉON, etc.

Vu l'article 1^{er} de notre décret du 5 décembre 1808, portant établissement des contributions indirectes ;

Voulant régulariser l'impôt indirect sur la consommation du sel, établi depuis long-temps dans la presque totalité du Royaume ; assurer le débit de nos salines royales, et faciliter à nos sujets l'achat de cette denrée de première nécessité qu'ils ont coutume de tirer des magasins du Gouvernement ;

Sur le rapport de notre Ministre des finances, du commerce et du trésor,

Notre Conseil d'Etat entendu,

Nous avons décrété et décrétons :

TITRE I^{er}.

Dispositions générales.

ART. 1^{er}. A dater du 1^{er} février de la présente année, la vente et les droits du sel seront administrés en conformité des dispositions ci-après. Toutes les lois, ordonnances, privilèges, concessions, contraires au contenu du présent décret, sont annulés, à dater de la même époque (2).

ART. 2. L'administration générale des contributions indirectes est chargée de la régie du sel.

(1) Voyez la loi du 26 février 1810, relative au même objet.

(2) L'exécution de ce décret a été ajournée au 1^{er} juin 1809, par celui du 28 mars 1809.

(Bin. Nr. 2.) *Königliches Decret, die Verwaltung, den Verkauf und die Besteuerung des Salzes betreffend* (1).

Im Pallaste zu Cassel, am 17ten Januar 1809.

Wir Hieronymus Napoleon, rc.

haben, nach Ansicht des 1sten Artikels Unseres Decrets vom 5ten December 1808, die indirecten Steuern betreffend ;

um die indirecte Steuer auf den Verbrauch des Salzes zu regularisiren, welche längst schon fast im ganzen Königreiche eingeführt war, und um den Absatz Unserer königlichen Salinen zu sichern und Unsern Unterthanen den Ankauf dieses nothwendigen Lebensbedürfnisses zu erleichtern, welches sie aus den Magazinen des Staates zu beziehen gewohnt sind ;

haben, auf den Bericht Unseres Ministers der Finanzen, des Handels und des Schatzes, nach Anhörung Unseres Staatsrathes, verordnet und verordnen, wie folgt :

Erster Titel.

Allgemeine Verfügungen.

Art. 1. Vom 1sten Februar dieses Jahres an, soll der Verkauf und die Besteuerung des Salzes in Gemäßheit der nachfolgenden Verfügungen geschehen. Alle Gesetze, Verordnungen, Privilegien, Concessionen, welche dem Inhalte des gegenwärtigen Decrets zuwider laufen, sind von eben diesem Zeitpunkte an aufgehoben (2).

Art. 2. Die General-Verwaltung der indirecten Steuern ist mit der Verwaltung des Salzes beauftragt.

(1) S. das Gesetz vom 26ten Februar 1810, denselben Gegenstand betreffend.

(2) Durch ein Decret vom 28ten März 1809 ist die Vollziehung des obigen Decrets bis zum 1sten Junius 1809 aufgeschoben worden.

ART. 3. Cette régie exercera, pour le compte du Gouvernement, le droit exclusif de vendre en gros cette denrée, dans toute l'étendue du Royaume.

ART. 4. Il sera pris des arrangements avec ceux des propriétaires de salines qui auraient conservé jusqu'ici quelque débit dans l'intérieur du pays.

ART. 5. L'importation du sel étranger pour la consommation intérieure est et demeure prohibée. Le transit et le commerce de cette denrée à l'extérieur ne pourra avoir lieu que sous les formalités prescrites dans l'article 19 du présent décret.

TITRE II.

Vente du sel en gros.

ART. 6. Nul ne pourra vendre du sel pour la consommation dans l'intérieur qu'avec la permission expresse du Gouvernement. La vente en gros et au-dessus du poids de six kilogrammes (12 à 13 livres) se fera exclusivement par les magasins royaux.

La vente en détail et au-dessous du poids ci-dessus indiqué est permise aux particuliers, à la charge par eux de se conformer aux dispositions de l'article 17.

La vente du sel à l'étranger sera libre aux particuliers, sous les formalités prescrites dans l'article 19 du présent décret (1).

ART. 7. Il sera établi un magasin royal de sel dans chaque canton. Les préposés desdits magasins seront nommés par notre Ministre des finances, sur la proposition du directeur des contributions indi-

(1) Voyez le décret du 26 avril 1809, relatif à l'exportation du sel à l'étranger.

Art. 3. Diese Verwaltung soll für Rechnung der Regierung das ausschließliche Recht des Großhandels mit dieser Waare in dem ganzen Umfange des Königreichs ausüben.

Art. 4. Es soll eine Uebereinkunft mit denjenigen Eigenthümern von Salinen getroffen werden, welche etwa bis jetzt noch einigen Absatz des Salzes in dem Innern des Königreichs beibehalten hätten.

Art. 5. Die Einführung des fremden Salzes zum Verbräuche im Inlande ist und bleibt verboten. Die Durchfuhr desselben und der Handel mit dem Auslande kann nur unter den im 19ten Artikel des gegenwärtigen Decrets vorgeschriebenen Förmlichkeiten statt finden.

Zweiter Titel.

Verkauf des Salzes im Großen.

Art. 6. Niemand soll Salz zum Verbräuche im Innern des Landes anders, als mit ausdrücklicher Erlaubniß der Regierung, verkaufen dürfen. Der Großhandel, über das Gewicht von sechs Kilogrammen (12 bis 13 Pfund) hinaus, soll ausschließlich von den königlichen Magazinen betrieben werden.

Der Handel im Kleinen und unter dem eben angezeigten Gewichte, ist den Privatpersonen gestattet; jedoch sind diese verbunden, sich den Verfügungen des 17ten Artikels zu unterwerfen.

Der Verkauf des Salzes in das Ausland ist den Privatpersonen, unter den im 19ten Artikel des gegenwärtigen Decrets enthaltenen Förmlichkeiten, erlaubt (1).

Art. 7. In jedem Canton soll ein königliches Salzmagazin angelegt werden. Die Vorgesetzten dieser Magazine sollen von Unserem Finanzminister, auf den Vorschlag des Departementals Directors der indirecten Steuern ernannt

(1) S. das Decret vom 26sten April 1809, die Ausführung des Salzes in's Ausland betreffend.

rectes du département. Ces préposés seront pris préférentiellement dans la classe des commerçans. Leurs fonctions sont d'ailleurs compatibles avec toute autre place, à l'exception de celle de receveur de canton.

ART. 8. Les magasins seront pourvus de sel par les salines, aux frais et pour le compte du Gouvernement. Le sel sera vendu au public au poids de France, et au prix fixé par le tarif annexé au présent décret (1).

ART. 9. Il est expressément défendu aux préposés des magasins de hausser le prix du tarif ou de s'en écarter, sous quelque prétexte que ce soit; de demander ou d'accepter la moindre rétribution pour frais d'emballage, port, emmagasinage; le tout sous peine de destitution et d'une amende de deux cents francs.

ART. 10. Les magasins seront ouverts au public tous les jours, à l'exception du dimanche, en hiver depuis huit heures du matin jusqu'à midi, et depuis une heure jusqu'à cinq du soir: en été depuis sept heures du matin jusqu'à midi, et depuis une heure jusqu'à six du soir.

ART. 11. Les préposés des magasins ne pourront être autorisés à vendre au-dessous du poids de six kilogrammes, que dans les lieux où il n'y aura point de vendeurs de sel en détail. Ils tiendront alors registre séparé de cette vente en détail. Ils seront tenus d'expédier promptement les acheteurs et dans l'ordre où ils se seront présentés, en les munissant, pour leur légitimation, d'un certificat imprimé qui constate la quantité de sel achetée, le nom et le

(1) Voyez le décret du 27 septembre 1809, qui hausse ce prix d'un sixième.

werden. Diese Vorgesetzten sollen vorzugsweise aus der Classe der Kaufleute genommen werden. Ihr Geschäft ist übrigens mit jeder andern Stelle vereinbar, ausgenommen mit der eines Cantons-Einnehmers.

Art. 8. Die Magazine sollen durch die Salinen, auf Kosten und für Rechnung der Regierung, mit Salz versehen werden. Das Salz soll dem Publicum nach französischem Gewichte und zu dem Preise verkauft werden, welchen der, dem gegenwärtigen Decrete beigefügte, Tarif bestimmt (1).

Art. 9. Den Vorgesetzten der Magazine ist ausdrücklich verboten, den Preis des Tarifs zu erhöhen, oder sich von demselben, unter welchem Vorwande es auch sey, zu entfernen, irgend einen Ersatz für Kosten der Einballirung, des Transports, der Einlieferung in das Magazin, zu fordern oder anzunehmen; Alles bei Strafe der Entsetzung und einer Geldbuße von zwei hundert Franken.

Art. 10. Die Magazine sollen dem Publicum alle Tage, mit Ausnahme des Sonntags, geöffnet werden; im Winter von 8 Uhr des Morgens bis zur Mittags-Stunde, und von 1 Uhr bis Abends 5 Uhr; im Sommer von 7 Uhr Morgens bis Mittags, und von 1 Uhr bis 6 Uhr Abends.

Art. 11. Die Vorgesetzten der Magazine sollen nicht befugt seyn, in geringern Quantitäten, als von sechs Kilogrammen, zu verkaufen, außer an den Orten, wo keine Salzändler im Kleinen vorhanden sind. In diesem Falle sollen sie über einen solchen Verkauf im Kleinen eine abgesonderte Rechnung führen.

Sie sollen gehalten seyn, die Käufer ungesäumt und in der Ordnung zu bedienen, in welcher sie sich gemeldet haben, und sie zu ihrer Legitimation mit einer gedruckten Bescheinigung zu versehen, welche die Quantität des erkauften Salzes, den Namen und Wohnort des Käufers, den Ka-

(1) S. das Decret vom 27ten September 1809, wodurch dieser Verkaufspreis um ein Sechstel erhöht wird.

domicile de l'acheteur, le nom du magasin et la date de la vente. Ce certificat, valable pour six mois, portera autorisation pour l'acheteur de transporter et de vendre la denrée dans toutes les parties du Royaume, franche de tout impôt ou droit, excepté celui des barrières.

ART. 12. Le sel sera payé comptant et en monnaies ayant cours dans le Royaume. Il est défendu aux préposés de vendre à crédit.

ART. 13. Le préposé comptable arrêtera ses comptes à la fin de chaque mois, et transmettra au receveur du canton, dans les quatre premiers jours du mois suivant, le montant de sa recette, accompagné du bordereau des espèces reçues et des denrées restant en magasin.

ART. 14. Il est alloué auxdits comptables quatre pour cent de remise sur la recette du sel vendu, pour frais de port, d'emmagasinage, et de correspondance.

Les poids et balances nécessaires leur seront fournis aux frais du Gouvernement, et confiés comme objets d'inventaire.

Les comptables seront tenus de fournir un cautionnement équivalant au prix de vente d'un approvisionnement de deux mois, calculé d'après la population du canton à raison de 15 livres par tête, et au prix de vente énoncé au tarif.

ART. 15. Le sel sera toujours de bonne qualité. Notre administration générale des mines, usines et salines veillera à ce que l'approvisionnement des magasins de canton se fasse en sel blanc, pur et sec. Les receveurs de canton seront autorisés à visiter, de temps en temps, les magasins pour s'assurer de la bonne qualité de la denrée.

men des Magazins und den Tag des Verkaufs enthalten muß. Diese für sechs Monate gültige Bescheinigung soll dem Käufer die Befugniß ertheilen, diese Waare in allen Theilen des Königreichs frei von allen Abgaben oder Gebühren, die Wegegelder allein ausgenommen, zu verfahren und zu verkaufen.

Art. 12. Das Salz soll baar und in solchen Münzen, welche im Königreiche Umlauf haben, bezahlt werden. Den Vorgesetzten ist verboten, auf Borg zu verkaufen.

Art. 13. Der vorgesezte Rechnungsführer soll seine Rechnung zu Ende eines jeden Monats abschließen, und dem Cantons-Einnehmer in den ersten vier Tagen des folgenden Monats den Betrag seiner Einnahme übersenden, nebst einem Verzeichnisse der eingenommenen Geldsorten und des im Magazin gebliebenen Salzvorraths.

Art. 14. Den besagten Rechnungsführern ist ein Antheil von vier Procent an ihrer Einnahme für verkauftess Salz zugebilligt, wofür sie die Kosten des Transports, der Einbringung in das Magazin, und des Briefwechsels bestreiten sollen.

Die nöthigen Gewichte und Waagen sollen ihnen auf Kosten des Staats geliefert, und als Inventariestücke anvertrauet werden.

Die Rechnungsführer sollen gehalten seyn, eine Sicherheit zu bestellen, welche dem Verkaufspreise einer zweis monatlichen Versorgung mit Salz gleich seyn soll; diese ist nach der Bevölkerung des Canton, auf jeden Kopf funfzehn Pfund gerechnet, und nach dem, im Tarif bestimmten, Verkaufspreise anzuschlagen.

Art. 15. Das Salz soll immer von guter Beschaffenheit seyn. Unsere General-Verwaltung der Berg-, Hütten- und Salzwerke soll darüber wachen, daß die Versorgung der Cantons-Magazine in weißem, reinem und trockenem Salze geschehe. Die Cantons-Einnehmer sind auch befugt, von Zeit zu Zeit die Magazine zu untersuchen, um sich von der guten Beschaffenheit dieser Waare zu überzeugen.

Les comptables prévenus de l'avoir falsifiée, soit pour en augmenter le poids, soit pour en augmenter la masse, seront destitués, et payeront une amende égale au quadruple de la valeur du sel falsifié, vendu ou restant en magasin.

ART. 16. Notre Ministre des finances dressera une instruction particulière sur la marche du service des facteurs et sur le mode d'approvisionnement des magasins.

TITRE III.

Vente en détail.

ART. 17. Pourront faire le commerce du sel en détail tous ceux que les lois autorisent à exercer le commerce, à condition néanmoins qu'ils se soumettront à la taxe prescrite pour le commerce en détail.

Les sous-préfets dresseront cette taxe pour chaque lieu de leur district, en prenant pour base le prix de vente déterminé par le tarif. Ils fixeront 1° cinq centimes pour frais de transport sur un myriagramme (20 à 21 livres) par chaque 9 kilomètres (un mille) de distance depuis la factorerie jusqu'au lieu pour lequel la taxe est faite; 2° dix autres centimes sur un myriagramme pour provisions du commerce en détail, et détermineront combien le marchand est obligé de donner de sel pour telle ou telle pièce de petite monnaie ayant cours.

Cette taxe sera rendue publique et affichée dans les magasins royaux, et ceux des marchands de sel. Il sera fait de fréquentes visites chez les derniers, pour s'assurer, s'ils ne s'écarteront pas de la taxe, s'ils ne falsifient pas le sel, s'ils font bon poids, ou si, en général, ils ne trompent pas le public.

Rechnungsführer, welche überwiesen würden, das Salz verfälscht zu haben, es sey, um das Gewicht oder das Maaß desselben zu vermehren, sollen abgesetzt werden, und eine Geldbuße bezahlen, welche dem vierfachen Werthe des verfälschten, verkauften, oder noch im Magazine übrigen, Salzes gleich kommt.

Art. 16. Unser Finanzminister soll eine besondere Instruction über den Gang des Dienstgeschäfts der Factoren, und über die Art der Versorgung der Salz Magazine entwerfen.

Dritter Titel.

Verkauf im Einzelnen.

Art. 17. Zum Verkaufe des Salzes im Einzelnen sollen alle diejenigen berechtigt seyn, welchen die Geseze verstaten, Handel zu treiben, doch unter der Bedingung, daß sie sich der für diesen Kleinhandel vorgeschriebenen Taxe unterwerfen.

Die Unterpräfecten sollen diese Taxe für jeden Ort ihres Districts entwerfen, und dabei den, in dem Tarife bestimmten, Verkaufspreis zum Grunde legen; sie sollen sodann 1) auf ein Myriagramm (20 bis 21 Pfund) für jede 9 Kilos meter (1 Meile) der Entfernung des Orts, für den die Taxe entworfen wird, von dem nächsten Magazine fünf Centimen für Transportkosten, und 2) zehn andere Centimen für ein Myriagramm, als Vorrath für den Handel im Kleinen, hinzufügen, und zugleich auch bestimmen, wie viel Salz der Salzändler für diese oder jene coursirende kleine Münze zu geben schuldig seyn soll.

Diese Taxe soll öffentlich bekannt gemacht, und in den königlichen Magazinen und denen der Salzändler angeschlagen werden. Es sollen öftere Nachforschungen bei Letzteren angestellt werden, um zu wissen, ob sie sich nicht von dieser Taxe entfernen, das Salz nicht verfälschen, gutes Gewicht geben, und ob sie überhaupt das Publicum nicht hintergehen.

ART. 18. Le colportage du sel est prohibé.

ART. 19. Les personnes qui feront le commerce du sel auront soin de garder les certificats constatant l'origine de la denrée, mentionnés dans l'article 11 ci-dessus. Au défaut de ces certificats, leur sel sera regardé comme sel étranger, et le vendeur traité selon les dispositions de l'article suivant.

ART. 20. Nul ne pourra vendre ni posséder du sel étranger, ou fabriqué dans une saline du pays appartenant à un particulier, à peine de confiscation de la denrée, de payer dix fois la valeur du sel, s'il s'est chargé du débit, et huit fois, s'il le garde pour sa propre consommation; le tout évalué selon le tarif.

En général, toute omission des formalités prescrites par le présent décret, entraînera dans tous les cas la saisie du sel. Le sel ainsi saisi sera d'abord expédié sur le magasin royal du canton dans lequel la saisie a eu lieu, pour y être conservé jusqu'à la décision définitive de l'autorité compétente. Le sel confisqué par suite de cette décision sera vendu au prix du tarif.

ART 21. Le produit des confiscations ou des amendes encourues sera réparti entre la caisse publique, le directeur du département, le dénonciateur et le saisissant, et le receveur de canton, et ce dans les proportions suivantes, savoir :

- 1° La caisse publique $\frac{3}{12}$
- 2° Le directeur $\frac{2}{12}$
- 3° Le dénonciateur et saisissant ... $\frac{6}{12}$
- 4° Le receveur de canton $\frac{1}{12}$

Art. 18. Das Hausiren mit Salz ist verboten.

Art. 19. Diejenigen, welche Handel mit Salz treiben werden, müssen sorgfältig die Scheine aufbewahren, welche in dem 11ten Artikel erwähnt sind, und beweisen, woher das Salz genommen ist. In Ermangelung solcher Bescheinigungen soll das Salz als fremdes Salz angesehen, und der Verkäufer nach den Bestimmungen des folgenden Artikels behandelt werden.

Art. 20. Niemand soll fremdes Salz, oder solches, welches in einer, einem Privatmanne gehörigen, Saline des Landes verfertigt worden, verkaufen oder besitzen dürfen, bei Strafe der Confiscation der Waare und einer Geldbuße, welche zehnfach so hoch, als der Werth des Salzes ist, wenn er sich mit dem Verkaufe desselben abgegeben hat, und achtfach so hoch, im Fall er es zu seinem eigenen Verbräuche aufbewahrt, bestimmt, und nach dem Tarife berechnet werden soll.

Ueberhaupt soll jede Unterlassung der, durch gegenwärtiges Decret vorgeschriebenen, Formalitäten in allen Fällen den Beschlag des Salzes nach sich ziehen. Das solcher gestalt aufgebrauchte Salz soll sogleich in das königliche Magazin des Canton, wo die Beschlagnahme geschehn ist, gebracht werden, um daselbst, bis zu erfolgtem endlichen Spruche der competenten Behörde, aufbewahrt zu werden. Das zufolge eines solchen Spruchs confiscirte Salz soll nach dem Tarifspreise verkauft werden.

Art. 21. Der Ertrag der Confiscationen oder Geldbußen soll unter der öffentlichen Casse, dem Departements-Director, dem Angeber und dem Beschlagnehmer, und dem Cantons-Einnehmer und zwar in folgendem Verhältnisse vertheilt werden :

- 1) die öffentliche Casse $\frac{3}{12}$
- 2) der Director $\frac{2}{12}$
- 3) der Angeber und Beschlagnehmer .. $\frac{6}{12}$
- 4) der Cantons-Einnehmer $\frac{1}{12}$

Dans le cas cependant où il n'y aura point lieu à une amende, ou que le délinquant serait hors d'état de la payer, il sera déduit du produit précité les frais et débours de poursuite et d'instruction, et le restant sera réparti selon les proportions susmentionnées.

ART. 22. Les agents des contributions indirectes constateront par procès-verbaux tous les délits et contraventions qu'ils remarqueront dans leurs tournées et visites.

ART. 23. Ils suivront les traces du délit, et pourront faire des visites domiciliaires, en se faisant accompagner d'un officier municipal ou de police de la commune où elles auront lieu, lequel sera tenu de signer le procès-verbal.

ART. 24. Ils saisiront et mettront entre les mains du juge-de-peace, les instruments dont se seront servi les délinquants, tels que chariot, chevaux, brouettes, poids et balances, etc. ainsi que les sels de délit.

Si le prévenu n'est pas domicilié dans le lieu du délit, s'il n'est pas notoirement solvable, il sera traduit devant le juge-de-peace, qui avisera à son arrestation ou à son cautionnement.

ART. 25. La poursuite des délits en matière de contravention de sels sera d'ailleurs la même que celle prescrite par notre décret portant règlement sur la perception des contributions indirectes (1).

ART. 26. Les agents de la régie du sel pourront se pourvoir en cassation des jugements rendus par la cour d'appel. Il en sera rendu compte sur-le-

(1) Les contraventions aux lois sur le sel sont portées aux tribunaux correctionnels. (Loi du 14 février 1810.)

In den Fällen jedoch, wo eine Geldbuße nicht statt fände, oder der Schuldige außer Stand wäre, sie zu bezahlen, sollen vom dem oben bestimmten Ertrage zuvörderst die Kosten und Auslagen der Verfolgung und Instruction der Sache abgezogen, und der Ueberrest nach den oben angezeigten Verhältnissen vertheilt werden.

Art. 22. Die Officianten der indirecten Steuern sollen alle die Vergehungen und Gesetzesübertretungen, welche sie auf ihren Reisen und bei ihren Nachsuchungen gewahr werden, durch Protocolle bewahrheiten.

Art. 23. Sie sollen die Spuren des Vergehns verfolgen und Hausfuchungen vornehmen, und zwar in Begleitung eines Beamten der Municipalität oder der Polizei der Gemeinde, wo sie statt haben werden. Dieser hat das Protocoll zu unterzeichnen.

Art. 24. Sie sollen die Werkzeuge, deren sich die Uebertreter bedient haben, als Wagen, Pferde, Karren, Gewichte und Waagen u. s. f., so wie auch das Salz, welches den Gegenstand des Vergehns ausmacht, in Beschlag nehmen, und dem Friedensrichter übergeben.

Im Fall der Angeschuldigte nicht in dem Orte des Vergehns wohnhaft, und nicht kundbar ein zahlungsfähiger Mann ist, soll er vor den Friedensrichter geführt werden, und dieser über seine Verhaftung oder Sicherheitsleistung das Nöthige verfügen.

Art. 25. Die Verfolgung der Vergehungen in Rücksicht des Salzes soll übrigens eben dieselbe seyn, als die, welche Unser Decret, die Erhebung der indirecten Steuern betreffend, festsetzt (1).

Art. 26. Die Officianten der Salzverwaltung sollen wider die, in der Appellationsinstanz gesprochenen, Urtheile um Cassation nachsuchen können. Es soll davon sogleich der General-Administration Nachricht gegeben

(1) Die Verfolgung der Uebertretungen der Gesetze, das Salz betreffend, geschieht vor den Correctionstribunalen. (Gesetz vom 14ten Februar 1810.)

champ à l'administration générale, qui suivra les instances en cassation, si elle le juge convenable (1).

ART. 27. Les directeurs tiendront chacun un registre exact des procès-verbaux dressés, dans leur département, des instances auxquelles ils auront donné lieu, et des jugements intervenus.

Les inspecteurs et contrôleurs devront, dans leurs tournées, rechercher exactement les registres de procédures tenus par les receveurs de canton; suivre la marche des poursuites et des jugements, et tenir la main à l'exécution des condamnations et à la mise en recouvrement des sommes provenues.

Les directeurs départementaux rendront, à la fin de chaque trimestre, un compte exact de cet objet à l'administration générale.

ART. 28. Nos Ministres des finances, de la justice et de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Signé, JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

(1) Voyez le décret du 2 juin 1810, relatif aux recours en cassation en matière forestière et de contraventions aux lois sur les contributions.

werden, welche, wenn sie es für gut findet, das Cassationsgesuch weiter verfolgen wird (1).

Art. 27. Jeder der Directoren soll ein genaues Register über die Protocolle halten, die in seinem Departement aufgenommen worden, über die Verfolgungen, zu welchen sie Anlaß gegeben, und über die erfolgten Erkenntnisse.

Die Inspectoren und Controleurs sollen auf ihren Amtsrreisen genau die Verfahrungs-Verzeichnisse, welche von den Cantons-Einnehmern geführt worden, nachsehen, dem Gange der Verfolgungen und Erkenntnisse nachspüren, und auf die Vollziehung der Verurtheilungen und Erhebung der daraus erwachsenen Summen wachen.

Die Departements-Directoren sollen zu diesem Zwecke, am Ende eines jeden Vierteljahrs, über diesen Gegenstand einen genauen Bericht an die General-Administration abstellen.

Art. 28. Unsere Minister der Finanzen, der Justiz und des Innern sind, ein jeder, in so weit es ihn angehet, mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decrets, welches in das Gesetz-Bulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Unterschrieben, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secretär,

Unterschrieben, Graf von Fürstenstein.

(1) S. das Decret vom 2ten Junius 1810, die Cassationsgesuche in solchen Sachen, wo von Uebertretung der Forst- oder Steuer Gesetze die Rede ist, betreffend.

T A R I F
SUR LE P R X DE VENTE DES SELS.

FRANCE.				BERLIN.							
POIDS.		ARGENT.		POIDS.		ARGENT.					
Myria-grammes.	Kilo-grammes.	Francs.	Centimes.	Livres.	Demi-onces.	Drachmes.	Fractions.	Fcus.	Gros	Pien-nings.	Frie-tous
7	6	1	5	12	25	3	937	71	6	10	386
2	7	1	22 1/2	14	30	7	257	47	8	7	238
2	8	1	40	17	2	1	655	23	9	2	190
7	9	1	57 1/2	19	6	2	854	7	10	4	92
1	7	1	75	21	11	7	116	7	11	5	481
2	7	1	50	22	22	7	232	7	22	11	475
3	7	1	25	42	1	7	384	1	10	5	469
4	7	1	75	64	12	7	464	1	21	11	463
5	7	1	75	85	23	7	580	1	9	5	457
6	7	1	10	128	2	7	696	2	20	11	451
7	7	1	25	149	13	7	812	3	8	5	445
8	7	1	12	170	24	7	928	3	19	5	439
7	7	1	14	192	3	7	107	4	7	5	433
9	7	1	15	213	7	1	123	4	18	11	427
10	7	1	17	213	14	2	187	23	22	11	187
50	7	1	50	1067	15	2	365	47	21	10	374
100	7	1	50	2134	22	2	534	71	20	10	74
150	7	1	50	3201	22	2	534	71	20	10	74

Cassel.			Braunschweig.			Hannover.			Cassel, Braunschweig und Hannover.		
G e m i n d t.									G e m i n d.		
Wund.	Loth.	Drachm.	Stund.	Wund.	Loth.	Drachm.	Stund.	Wund.	Loth.	Drachm.	Stund.
12	10	3	389	12	27	3	373	12	10	2	778,647
14	12	2	169	15	15	1	15	14	12	1	95,634
16	14	1	262	17	5	1	204	16	14	1	110,873
18	16	1	355	19	9	2	209	18	15	3	120,712
20	18	1	59	21	14	1	25	20	17	3	142,551
41	4	1	152	28	28	2	50	41	3	2	158,390
61	22	1	304	64	10	3	75	61	20	2	310,780
82	8	1	67	85	25	1	100	82	6	2	479,170
102	26	1	219	107	7	1	125	102	23	3	633,560
123	30	2	371	128	21	2	150	123	9	3	13,303
143	32	2	134	150	3	3	175	143	26	1	171,693
164	36	3	286	171	18	1	200	164	12	3	330,983
185	40	3	49	193	1	1	225	184	29	1	488,473
205	2	3	201	214	14	2	250	205	15	3	646,563
226	8	3	353	236	9	1	295	226	13	2	96,606
247	17	3	209	257	18	2	340	247	27	2	133,030
268	26	3	29	278	27	3	395	268	27	2	166,060
289	35	3	38	299	36	2	450	289	36	2	209,090
310	44	3	47	319	45	2	505	310	45	2	254,090
331	53	3	56	340	54	2	560	331	54	2	299,090
352	62	3	65	361	63	2	615	352	63	2	344,090
373	71	3	74	382	72	2	670	373	72	2	389,090
394	80	3	83	403	81	2	725	394	81	2	434,090
415	89	3	92	424	90	2	780	415	90	2	479,090
436	98	3	101	445	99	2	835	436	99	2	524,090
457	107	3	110	466	108	2	890	457	108	2	569,090
478	116	3	119	487	117	2	945	478	117	2	614,090
499	125	3	128	508	126	2	1000	499	126	2	659,090
520	134	3	137	529	135	2	1055	520	135	2	704,090
541	143	3	146	550	144	2	1110	541	144	2	749,090
562	152	3	155	571	153	2	1165	562	153	2	794,090
583	161	3	164	592	162	2	1220	583	162	2	839,090
604	170	3	173	613	171	2	1275	604	171	2	884,090
625	179	3	182	634	180	2	1330	625	180	2	929,090
646	188	3	191	655	189	2	1385	646	189	2	974,090
667	197	3	200	676	198	2	1440	667	198	2	1019,090
688	206	3	209	697	207	2	1495	688	207	2	1064,090
709	215	3	218	718	216	2	1550	709	216	2	1109,090
730	224	3	227	739	225	2	1605	730	225	2	1154,090
751	233	3	236	760	234	2	1660	751	234	2	1199,090
772	242	3	245	781	243	2	1715	772	243	2	1244,090
793	251	3	254	802	252	2	1770	793	252	2	1289,090
814	260	3	263	823	261	2	1825	814	261	2	1334,090
835	269	3	272	844	270	2	1880	835	270	2	1379,090
856	278	3	281	865	279	2	1935	856	279	2	1424,090
877	287	3	290	886	288	2	1990	877	288	2	1469,090
898	296	3	299	907	297	2	2045	898	297	2	1514,090
919	305	3	308	928	306	2	2100	919	306	2	1559,090
940	314	3	317	949	315	2	2155	940	315	2	1604,090
961	323	3	326	970	324	2	2210	961	324	2	1649,090
982	332	3	335	991	333	2	2265	982	333	2	1694,090
1003	341	3	344	1012	342	2	2320	1003	342	2	1739,090
1024	350	3	353	1033	351	2	2375	1024	351	2	1784,090
1045	359	3	362	1054	360	2	2430	1045	360	2	1829,090
1066	368	3	371	1075	369	2	2485	1066	369	2	1874,090
1087	377	3	380	1096	378	2	2540	1087	378	2	1919,090
1108	386	3	389	1117	387	2	2595	1108	387	2	1964,090
1129	395	3	398	1138	396	2	2650	1129	396	2	2009,090
1150	404	3	407	1159	405	2	2705	1150	405	2	2054,090
1171	413	3	416	1180	414	2	2760	1171	414	2	2099,090
1192	422	3	425	1201	423	2	2815	1192	423	2	2144,090
1213	431	3	434	1222	432	2	2870	1213	432	2	2189,090
1234	440	3	443	1243	441	2	2925	1234	441	2	2234,090
1255	449	3	452	1264	450	2	2980	1255	450	2	2279,090
1276	458	3	461	1285	459	2	3035	1276	459	2	2324,090
1297	467	3	470	1306	468	2	3090	1297	468	2	2369,090
1318	476	3	479	1327	477	2	3145	1318	477	2	2414,090
1339	485	3	488	1348	486	2	3200	1339	486	2	2459,090
1360	494	3	497	1369	495	2	3255	1360	495	2	2504,090
1381	503	3	506	1390	504	2	3310	1381	504	2	2549,090
1402	512	3	515	1411	513	2	3365	1402	513	2	2594,090
1423	521	3	524	1432	522	2	3420	1423	522	2	2639,090
1444	530	3	533	1453	531	2	3475	1444	531	2	2684,090
1465	539	3	542	1474	540	2	3530	1465	540	2	2729,090
1486	548	3	551	1495	549	2	3585	1486	549	2	2774,090
1507	557	3	560	1516	558	2	3640	1507	558	2	2819,090
1528	566	3	569	1537	567	2	3695	1528	567	2	2864,090
1549	575	3	578	1558	576	2	3750	1549	576	2	2909,090
1570	584	3	587	1579	585	2	3805	1570	585	2	2954,090
1591	593	3	596	1600	594	2	3860	1591	594	2	2999,090
1612	602	3	605	1621	603	2	3915	1612	603	2	3044,090
1633	611	3	614	1642	612	2	3970	1633	612	2	3089,090
1654	620	3	623	1663	621	2	4025	1654	621	2	3134,090
1675	629	3	632	1684	630	2	4080	1675	630	2	3179,090
1696	638	3	641	1705	639	2	4135	1696	639	2	3224,090
1717	647	3	650	1726	648	2	4190	1717	648	2	3269,090
1738	656	3	659	1747	657	2	4245	1738	657	2	3314,090
1759	665	3	668	1768	666	2	4300	1759	666	2	3359,090
1780	674	3	677	1789	675	2	4355	1780	675	2	3404,090
1801	683	3	686	1810	684	2	4410	1801	684	2	3449,090
1822	692	3	695	1831	693	2	4465	1822	693	2	3494,090
1843	701	3	704	1852	702	2	4520	1843	702	2	3539,090
1864	710	3	713	1873	711	2	4575	1864	711	2	3584,090
1885	719	3	722	1894	720	2	4630	1885	720	2	3629,090
1906	728	3	731	1915	729	2	4685	1906	729	2	3674,090
1927	737	3	740	1936	738	2	4740	1927	738	2	3719,090
1948	746	3	749	1957	747	2	4795	1948	747	2	3764,090
1969	755	3	758	1978	756	2	4850	1969	756	2	3809,090
1990	764	3	767	1999	765	2	4905	1990	765	2	3854,090
2011	773	3	776	2020	774	2	4960	2011	774	2	3899,090
2032	782	3	785	2041	783	2	5015	2032	783	2	3944,090
2053	791	3	794	2062	792	2	5070	2053	792	2	3989,090
2074	800	3	803	2083	801	2	5125	2074	801	2	4034,090
2095	809	3	812	2104	810	2	5180	2095	810	2	4079,090
2116	818	3	821	2125	819	2	5235	2116	819	2	4124,090
2137	827	3	830	2146	828	2	5290	2137	828	2	4169,090
2158	836	3	839	2167	837	2	5345	2158	837	2	4214,090
2179	845	3	848	2188	846	2	5400	2179	846	2	4259,090
2200	854	3	857	2209	855	2	5455	2200	855	2	4304,090
2221	863	3	866	2230	864	2	5510	2221	864	2	4349,090
2242	872	3	875	2251	873	2	5565	2242	873	2	4394,090
2263	881	3	884	2272	882	2	5620	2263	882	2	4439,090
2284	890	3	893	2293	891	2	5675	2284	891	2	4484,090
2305	899	3	902	2314	898	2	5730	2305	898	2	4529,090
2326	908	3	911	2335	907	2	5785	2326	907	2	4574,090
2347	917	3	920	2356	916	2	5840	2347	916	2	4619,090
2368	926	3	929	2377	925	2	5895	2368	925		

(Bin. N^o 3.) *DÉCRET ROYAL* contenant le livre IV du Code de procédure civile (1).

Au Palais de Cassel, le 19 janvier 1809.

(Bin. N^o 2.) *DÉCRET ROYAL* qui fixe à dix ans, à partir du 1^{er} janvier 1808, la durée des hypothèques et des inscriptions antérieures à cette époque.

Au Palais de Cassel, le 20 janvier 1809.

JÉRÔME NAPOLEON, etc.

Vu l'article 45 de l'acte constitutionnel du 15 novembre 1807, et l'article 2154 du Code Napoléon,

Vu les articles 6 et 7 de notre décret du 22 septembre 1808,

Sur le rapport de notre Ministre de la justice, Notre Conseil d'Etat entendu,

Nous avons décrété et décrétons :

ART. 1^{er}. Les hypothèques contractées et les privilèges obtenus avant le 1^{er} janvier 1808, ne dureront que pendant dix années, à dater de cette époque, et leurs effets cesseront, si les inscriptions n'ont été faites ou renouvelées avant l'expiration de ce délai.

ART. 2. Notre Ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Signé, JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

(1) Ce décret a été rapporté par la loi du 12 mars 1810. — Voyez les articles 419 à 457 de cette loi, qui contiennent les dispositions substituées à celles dudit décret.

(Bin. Nr. 3.) Königliches Decret, welches das IVte Buch der bürgerlichen Prozeßordnung enthält (1).

Im Palaste zu Cassel, am 19ten Januar 1809.

(Bin. Nr. 2.) Königliches Decret, welches vom 1sten Januar 1808 an gerechnet, die Dauer der Hypotheken und der vor diesem Zeitpunkte geschenehen Eintragungen auf zehn Jahre festsetzt.

Im Palaste zu Cassel, am 20ten Januar 1809.

Wir Hieronymus Napoleon, rc.

haben, nach Ansicht des 45ten Artikels der Verfassungsurkunde vom 15ten November 1807, und des 2154ten Artikels des Gesetzbuches Napoleons, wie auch der Artikel 6 und 7 Unseres Decrets vom 22ten September 1808 ;

auf den Bericht Unseres Ministers der Justiz, nach Anhörung Unseres Staatsrathes, verordnet und verordnen :

Art. 1. Alle vor dem 1sten Januar 1808 entstandenen Hypotheken und Vorzugsrechte sollen nur während zehn Jahren, von jenem Zeitpunkte an gerechnet, Kraft haben. Ihre Wirkungen hören auf, wenn sie vor dem Ablaufe dieser Frist in die Hypothekenbücher nicht eingetragen, oder darin nicht erneuert worden sind.

Art. 2. Unser Minister der Justiz ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decrets, welches in das Gesetz-Bulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Unterscriben, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secretär,
Unterscriben, Graf von Fürstenstein.

(1) Dieses Decret ist durch das Gesetz vom 12ten März 1810 zurückgenommen worden. — S. die Artikel 419 — 457 dieses Gesetzes, welche die Verfügungen enthalten, die an die Stelle des obigen Decrets gesetzt sind.

(Bin. N^o 3.) *DÉCRET ROYAL* qui, sur le conflit élevé entre le préfet de la Werra et le tribunal de première instance de Marbourg, au sujet du répit accordé au nommé Briehl, déclare le tribunal compétent d'en connaître.

Au Palais de Cassel, le 20 janvier 1809.

JÉRÔME NAPOLÉON, etc.

Vu la requête du tribunal de première instance, séant à Marbourg, du 12 décembre 1808,

Vu nos décrets des 11 et 27 janvier 1808, portant règlement sur l'ordre administratif et judiciaire;

Considérant que le répit accordé par la ci-devant régence de Marbourg, le 17 octobre 1807, au nommé Briehl, a été donné sous l'ancien régime;

Que selon les anciennes lois, de tels rescrits, quoique réservés par leur nature exclusivement au Gouvernement, appartenaient cependant à la connaissance de tribunaux lorsqu'ils lésaient les droits des personnes tierces, ou qu'il s'élevait une contestation sur l'observation des formes;

Considérant que les lettres de répit ne concernent que les droits des particuliers, dont les tribunaux sont seuls compétents de connaître, et que la législation actuelle, en substituant à leur place la faculté accordée aux juges de donner des délais

(Bin. Nr. 3.) *Königliches Decret*, welches die Streitigkeit, die über den dem Meßger Briehl zugestandenen Anstandsbrief (Moratorium) zwischen dem Präfecten des Werra-Departement und dem Tribunale erster Instanz zu Marburg entstanden ist, dahin entscheidet, daß das Tribunal darüber zu erkennen habe.

Im Pallaste zu Cassel, am 20sten Januar 1809.

Wir Hieronymus Napoleon, etc.

haben, auf die Vorstellung des Tribunals erster Instanz zu Marburg vom 12ten December 1808;

nach Ansicht Unserer Decrete vom 11ten und 27sten Januar 1808, die Verwaltungs-Ordnung und die Gerichts-Verfassung betreffend;

in Ermägung, daß der von der vormaligen Regierung zu Marburg am 17ten October 1807 dem Gleischer Briehl zugestandene Anstandsbrief (Moratorium) unter der alten Verfassung ertheilt ist;

daß nach den vormaligen Gesetzen die Verwilligungen der obersten Staatsgewalt in dergleichen Fällen, wenn solche gleich ihrem Wesen nach ausschließlich derselben vorbehalten waren, dennoch ein Gegenstand der Untersuchung der Tribunale wurden, sobald sie wohlverworbene Rechte eines Dritten verletzten, oder wenn Streitigkeiten über die Beobachtung der vorgeschriebenen Formlichkeiten sich erhoben;

in Ermägung, daß Moratorien nur die Rechte von Privatpersonen betreffen, worüber die Tribunale ausschließend zu erkennen haben, und daß selbst die gegenwärtige Gesetzgebung, indem sie an deren Statt den Richtern die

convenables au débiteur (1), a sanctionné le principe, que ces causes appartiennent exclusivement à la justice;

Considérant que, s'il s'agit de défendre les intérêts du Gouvernement dans les causes judiciaires, c'est bien moins au préfet à y veiller qu'à nos procureurs-généraux et royaux, qui en sont expressément chargés par le titre IV de notre décret du 27 janvier 1808;

Que l'administration peut révéndiquer les causes qu'elle juge de son ressort, mais qu'elle ne peut en aucun cas, de sa propre autorité, arrêter le cours de la justice, et se permettre des procédés incompatibles avec l'indépendance constitutionnelle de l'ordre judiciaire.

Sur le rapport de notre Ministre de la justice,
Notre Conseil d'Etat entendu,
Nous avons décrété et décrétons :

ART. 1^{er}. Le tribunal de première instance séant à Marbourg est compétent pour connaître de l'affaire concernant le répit accordé au nommé Briehl, en 1807, par la ci-devant régence de Marbourg.

ART. 2. Notre Ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Signé, JÉRÔME NAPOLÉON.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

(1) Voyez l'article 1244 du Code Napoléon.

Befugniß verleihet, angemessene Fristen dem Schuldner zu ertheilen (1), den Grundsatz völlig anerkannt hat, daß diese Sachen ausschließlich vor die Gerichte gehören;

in Erwägung, daß, wenn es darauf ankommt, das Interesse der Regierung in gerichtlichen Sachen zu wahren, die Ausübung dieser Aufsicht nicht den Präfecten, sondern unsern königlichen und General-Procuratoren zusteht, welche nach dem IVten Titel Unseres Decrets vom 27sten Januar 1808 ausdrücklich damit beauftragt sind;

daß die Verwaltungs-Behörden, wenn sie glauben, daß eine Sache vor sie gehöre, solche zwar abfordern, aber auf keinen Fall aus eigener Macht den Lauf der Justiz hemmen können, noch sich Schritte erlauben dürfen, welche mit der in der Constitution dem richterlichen Amte zugesicherten Unabhängigkeit unverträglich sind;

auf den Bericht Unseres Ministers der Justiz,
nach Anhörung Unseres Staatsrathes,
verordnet und verordnen:

Art. 1. Das Tribunal erster Instanz zu Marburg ist competent, um über die das, dem Wehger Briehl im Jahre 1807 von der vormaligen Regierung zu Marburg zugestandene, Moratorium betreffende Sache zu erkennen.

Art. 2. Unser Minister der Justiz ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decrets, welches in das Gesetz-Bulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Unterscriben, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secretär,
Unterscriben, Graf von Fürstenstein.

(1) S. den 1244ten Artikel des Gesetzbuches Napoleons.

(Bin. N^o 4.) *DÉCRET ROYAL qui ordonne le versement des créances et revenus des biens des anciens corps de métiers dans la caisse d'amortissement, et la charge d'acquitter leurs dettes.*

Au Palais de Cassel, le 22 janvier 1809.

JÉRÔME NAPOLÉON, etc.

Vu la loi du 5 aout 1808, portant établissement du droit de patentes;

Attendu qu'une conséquence de cette loi, est l'abolition des corps de métiers, maîtrises et jurandes;

Qu'il est cependant juste de pourvoir au paiement des dettes et autres charges dont ces corps se trouvaient grevés;

Que leurs biens et capitaux y sont affectés, et doivent y être consacrés;

Que par la dissolution de ces corps, l'administration et même la propriété de ces biens et capitaux, ne peut appartenir qu'à l'État, qui pourvoira au paiement des dettes et charges, et suppléera, en cas d'insuffisance, et, s'il y avait un résidu, l'emploierait au profit de l'utilité générale;

Sur le rapport de notre Ministre des finances, du commerce et du trésor,

Notre Conseil d'Etat entendu,

Nous avons décrété et décrétons :

ART. 1^{er}. Les biens fonds, créances et autres propriétés de quelque nature qu'elles puissent être, appartenant aux anciens corps de métiers et jurandes, sont déclarés appartenir à l'État. L'administration en est confiée au directeur-général de la caisse d'amortissement, dans laquelle les revenus en seront

(Bin. Nr. 4.) *Königliches Decret, welches verordnet, daß das Vermögen der aufgehobenen Zünfte an die Reichsschulden-Zilgungscasse abgeliefert und daß durch die letztere die Schulden derselben bezahlt werden sollen.*

Im Pallaste zu Cassel, am 22sten Januar 1809.

Wir Hieronymus Napoleon, etc.

haben, nach Ansicht des Gesetzes vom 5ten August 1808, die Einführung der Patentsteuer enthaltend;

in Erwägung, daß die Aufhebung der Zünfte, Handwerke und Juranden eine Folge dieses Gesetzes ist;

daß es jedoch gerecht ist, für die Bezahlung der Schulden und anderer Lasten, womit diese Corporationen beschwert sind, Sorge zu tragen;

daß ihre Güter und Capitalien dazu bestimmt sind, und dazu verwendet werden müssen;

daß durch die Aufhebung dieser Corporationen die Verwaltung und sogar das Eigenthum dieser Güter und Capitalien nur dem Staate angehören kann, welcher die Bezahlung der Schulden und Lasten zu übernehmen, im Falle der Unzulänglichkeit den Zuschuß zu leisten, und wenn sich ein Ueberschuß vorfinden sollte, denselben zum gemeinen Nutzen zu verwenden hat;

auf den Bericht Unseres Ministers der Finanzen, des Handels und des Schazes,

nach Anhörung Unseres Staatsrathes,

verordnet und verordnen :

Art. 1. Alle Grundstücke, Schuldverbriefungen und andere Besizungen, von welcher Gattung sie seyn mögen, welche den vormaligen Zünften und Juranden angehören, werden hierdurch zu Staatseigenthum erklärt. Die Verwaltung derselben ist dem General-Director der Reichsschulden-Zilgungscasse anvertraut, und es sollen an sie die Einkünfte dieser Güter abgeliefert werden. Der General-Director soll

versés. Le directeur-général rendra compte de sa gestion à notre Ministre des finances.

Lesdits revenus et produits des biens-fonds formeront une seule masse, et seront employés au paiement des intérêts, et à l'extinction des dettes dont les corps de métiers, maîtrises et jurandes, se trouvaient grevés à l'époque de leur dissolution.

La caisse d'amortissement sera tenue d'acquitter la totalité de ces dettes, dans le cas même où elle surpasserait la totalité de l'actif des corporations abolies.

ART. 2. A cet effet, notre Conseiller d'Etat, directeur-général de la caisse d'amortissement, par l'intermédiaire des préfets, et à la diligence des liquidateurs particuliers, prendra connaissance desdits biens-fonds, créances et propriétés de toute nature, et s'en mettra en possession.

Il fera examiner et arrêter tous les titres, registres et actes quelconques appartenant auxdits corps, maîtrises et jurandes; il en fera dresser des inventaires où seront énoncés article par article, tant la nature de ces propriétés que leur valeur capitale, et leur rapport annuel.

ART. 3. Pareil inventaire sera fait de toutes les dettes et charges quelconques.

ART. 4. Celles de ces dettes et charges, qui ne pourront pas être éteintes par le produit de l'actif, seront inscrites sur le grand livre de la dette du Royaume. Les dispositions de notre décret du 19 novembre dernier, leur seront en tout applicables. Néanmoins il sera au choix des créanciers de demander le remboursement de leurs créances sur l'actif de la corporation qui a été leur débitrice, ou bien d'être inscrits sur le grand livre de la dette du Royaume.

ART. 5. Sont exceptés de l'art. 1^{er} les fonds et

von seiner Verwaltung Unserem Finanzminister Rechnung ablegen.

Die besagten Einkünfte und der Ertrag von den Grundstücken sollen eine einzige Masse bilden, und zur Bezahlung der Zinsen und zur Tilgung der Schulden verwendet werden, welche auf den Zünften, Handwerken und Juranden, zur Zeit ihrer Auflösung, gehaftet haben.

Die Reichsschulden-Tilgungscasse ist gehalten, den ganzen Betrag dieser Schulden selbst in dem Falle abzubezahlen, wo derselbe das Activvermögen der aufgehobenen Corporationen übersteigen sollte.

Art. 2. Unser Staatsrath, General-Director der Reichsschulden-Tilgungscasse, soll zu dem Ende durch die Präfecten und durch die Special-Liquidatoren von den besagten Grundstücken, Schuldbriefungen und Besitzungen aller Art Kenntniß nehmen, und sich in den Besitz derselben setzen.

Er soll alle den erwähnten Corporationen, Zünften und Juranden zugehörigen Urkunden, Register und Acten untersuchen und abschließen, und davon Inventarien aufnehmen lassen, in welchen, von Artikel zu Artikel, sowohl die Natur dieser Besitzungen, als ihr Capitalwerth und ihr jährlicher Ertrag, verzeichnet seyn sollen.

Art. 3. Es soll ein ähnliches Inventarium von allen Schulden und Lasten jeder Art aufgenommen werden.

Art. 4. Diejenigen Schulden und Lasten, welche nicht durch den Ertrag des Activvermögens getilgt werden können, sollen in das große Schuldbuch des Königreichs eingeschrieben werden. Es sind daher auf dieselben die Bestimmungen Unseres Decrets vom 19ten November v. J. in allen Stücken anwendbar. Nichts desto weniger haben die Gläubiger die Wahl, die Bezahlung ihrer Forderungen aus dem Activvermögen der Corporation, welche ihre Schuldnerin war, zu verlangen, oder sich in das große Schuldbuch des Königreichs einschreiben zu lassen.

Art. 5. Von dem 1sten Artikel sind die Sterbefonds

caisses mortuaires établis dans divers corps de métiers, de même que les caisses établies en faveur des veuves et des enfants des membres des métiers; ces fonds et caisses continueront à appartenir aux membres des métiers qui en ont fait les fonds, ou qui y ont contribué, et seront par eux administrés, comme ci-devant, à l'instar d'une société particulière.

Ces sociétés auront la liberté de recevoir de nouveaux membres à leur gré. Leurs caisses seront mises sous la surveillance du sous-préfet, auquel les préposés et administrateurs rendront compte de leur gestion à la fin de chaque année.

ART. 6. Le directeur-général de la caisse d'amortissement présentera à notre Ministre des finances, avant le 1^{er} juillet 1809, un état général des fonds provenant des opérations prescrites par le présent décret, de même que des dettes et charges à inscrire sur le grand livre en vertu des articles 2 et 4; aucune inscription de cette nature ne pourra se faire sans notre autorisation spéciale.

ART. 7. Notre Ministre des finances, du commerce et du trésor est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Signé, JEROME NAPOLEON.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

und Sterbecassen, die in verschiedenen Zünften errichtet sind, eben so wie die Cassen zum Vortheile der Wittwen und Kinder der Zunftgenossen ausgenommen. Diese Fonds und Cassen sollen auch künftighin den Zunftgenossen eigenthümlich angehören, welche die Gelder dazu hergegeben oder dazu Beiträge geliefert haben, und sollen von ihnen wie ehemals, gleich einer besondern Gesellschaft, verwaltet werden.

Diese Gesellschaften haben zugleich die Freiheit, nach ihrer Willkühr neue Glieder aufzunehmen. Ihre Cassen sollen unter der Aufsicht des Unterpräfecten stehen, welchem die Vorsteher und Verwalter, am Ende eines jeden Jahres, von ihrer Geschäftsführung Rechenschaft ablegen müssen.

Art. 6. Der General-Director der Reichsschulden-Zilgungscasse soll, vor dem 1^{ten} Julius 1809, Unserem Finanzminister ein allgemeines Verzeichniß der Fonds vorlegen, welche von den, in dem gegenwärtigen Decrete vorgeschriebenen, Einrichtungen herkommen, wie auch ein Verzeichniß der Schulden und Verbindlichkeiten, die in Gemäßheit der Artikel 2 und 4 in das große Buch eingetragen werden sollen. Es kann keine Eintragung dieser Art ohne Unsere besondere Genehmigung vorgenommen werden.

Art. 7. Unser Minister der Finanzen, des Handels und des Schazes ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decrets, welches in das Gesetz-Bulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Unterscriben, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secretär,
Unterscriben, Graf von Fürstenstein.

(Bin. N° 6.) *DÉCRET ROYAL qui crée une administration-générale des mines, usines, salines, monnaies, ponts et chaussées.*

Au Palais de Cassel, le 27 janvier 1809.

JÉRÔME NAPOLEON, etc.

Sur le rapport de notre Ministre des finances, du commerce et du trésor,
Notre Conseil d'Etat entendu,
Nous avons décrété et décrétons :

Organisation d'une administration-générale des mines, usines, salines, établissements minéralurgiques, monnaies et ponts et chaussées du Royaume de Westphalie.

TITRE PREMIER.

Dispositions générales.

ART. 1^{er}. Les mines, usines, salines et autres établissements minéralurgiques, ainsi que les monnaies et les ponts et chaussées seront l'objet d'une administration spéciale qui portera le nom d'*Administration-générale des mines et usines, ponts et chaussées*; un décret organique particulier réglera l'administration des ponts et chaussées.

ART. 2. Les agents de l'administration des mines, usines et salines, et de la fabrication des monnaies, seront chargés de l'exercice de notre droit régalien des mines, salines et monnaies (*Berg-Salz-und Münz-Regal*) qui aura lieu dans nos Etats, d'après les attributions fixées article 3 et suivants.

Ils administreront habituellement et journellement

(Bin. Nr. 6.) *Königliches Decret, wodurch eine General-Verwaltung der Berg-, Hütten- und Salzwerke, der Münzen, so wie der Brücken und Chausséen errichtet wird.*

Im Palaste zu Cassel, am 27ten Januar 1809.

Wir Hieronymus Napoleon, etc.

haben, auf den Bericht Unseres Ministers der Finanzen, des Handels und des Schatzes,
nach Anhörung Unseres Staatsrathes,
verordnet und verordnen:

Errichtung einer General-Verwaltung der Berg-, Hütten-, Salz- und mineralurgischen Werke, der Münzen, so wie der Brücken und Chausséen des Königreichs Westphalen.

Erster Titel.

Allgemeine Verfügungen.

Art. 1. Die Berg-, Hütten-, Salz- und übrigen mineralurgischen Werke, so wie die Münzen, Brücken und Chausséen, sollen unter einer besondern Verwaltung stehen, welche den Namen: „General-Verwaltung der Berg-, Hütten- und Salzwerke, der Münzen, der Brücken und Chausséen“ führen soll.

Ein besonderes organisches Decret wird das Nähere wegen der Verwaltung der Brücken und Chausséen festsetzen.

Art. 2. Die Angestellten bei der Verwaltung der Berg-, Hütten- und Salzwerke und der Münzen sind beauftragt, Unser, nach den in dem 3ten und den folgenden Artikeln enthaltenen Bestimmungen, in Unserem Königreiche statt habendes Berg-, Salz- und Münz-Regal zur Ausübung zu bringen.

Sie sollen unausgesetzt die Uns zustehenden Berg-, Hüt-

les mines, usines et salines à nous appartenant, et surveilleront tant la conservation des établissements particuliers de ce genre, que les perceptions résultant de notre droit régalien.

Ils administreront de même ceux des établissements particuliers exploités par les compagnies d'actionnaires.

Mais cette administration ne s'étendra point sur ceux dont les propriétaires ont jusqu'ici conduit la régie, en tant que nous ne jugerons pas à propos de les en priver par un décret motivé sur le vice de l'administration présente.

Toutefois ces propriétaires seront tenus d'observer les ordonnances tendant à la conservation des exploitations, et de soumettre la marche de leurs travaux à la surveillance de notre administration générale qui, de son côté, les aidera de ses conseils, et contribuera à faire prospérer cette branche de l'industrie nationale.

ART. 3. Notre droit régalien des mines comprend : 1° tous les minéraux métallifères dont on se sert pour en extraire des métaux ou demi-métaux, ou pour colorer ou blanchir le verre ; 2° les pierres précieuses (*Edelsteine*) ; 3° toutes les espèces de sel, y compris les sources d'eau salée (*muriate de soude*), sur-tout le sel gemme, le salpêtre, en tant qu'il est vraiment natif et se trouve en gîte naturel ; les mines de vitriol et d'alun ; les combinaisons naturelles d'acides avec des terres, si l'on s'en sert pour en extraire le principe acide ; 4° tous les combustibles fossiles, tels que le soufre, les bitumes terrestres, les houilles, charbons de terre et de bois fossile (*Stein- und Braunkohlen*).

ART. 4. Quant aux autres substances minérales qui, dans leur état brut ou après une simple calcination, sont employées aux arts et métiers, ou qui

ten : und Salzwerke verwalten, und darauf Acht haben, daß sowohl die, Privatpersonen gehörenden, Anlagen dieser Art in gutem Stande bleiben, als unsere aus der Regalität herrührenden Einnahmen nicht gefährdet werden.

Eben so sollen sie die Privatwerke dieser Art verwalten, welche von Gewerkschaften betrieben werden.

Auf diejenigen Werke aber, deren Eigenthümer solche bisher selbst verwaltet haben, soll sich ihre Verwaltung nicht erstrecken, es sey denn, daß Wir für gut finden würden, gedachten Eigenthümern die eigene Verwaltung durch ein besonderes, auf die Mängel derselben sich gründendes, Decret zu entziehen.

In jedem Falle sollen jedoch diese Eigenthümer verbunden seyn, die zur Erhaltung jener Werke abzweckenden Verordnungen zu beobachten, und den Gang ihres Betriebs der Aufsicht unserer General-Verwaltung zu unterwerfen. Dieselbe wird sie ihrerseits mit Rath unterstützen und sich möglichst bestreben, diesem Zweige der National-Industrie Gedeihen zu verschaffen.

Art. 3. Unser Berg-Regal umfaßt : 1) alle metallhaltige Fossilien, deren man sich zur Gewinnung der Ganz- und Halbmetalle, oder zur Färbung und Entfärbung des Glases bedient ; 2) alle Edelsteine ; 3) alle Arten von Salz, mit Inbegriff der Kochsalzquellen, insonderheit aber des Steinsalzes, des Salpeters, in so weit derselbe wirklich als ein Fossil betrachtet werden kann, und in wirklichem Gebirge vorkommt ; die zur Vitriol- und Alaun-Gewinnung tauglichen Fossilien ; die natürlichen Verbindungen der Säuren mit Erden, in so weit man sich ihrer zur Gewinnung ihres sauren Grundstoffs bedient ; 4) alle brennbaren Fossilien, als : Schwefel, Erdharz, alle Arten von Stein- und Braunkohlen und das bituminöse Holz.

Art. 4. Die übrigen Fossilien hingegen, welche in ihrem rohen Zustande oder bloß auf einfache Weise gebrannt, in den Künsten und Gewerben gebraucht werden, oder ge-

servent communément aux constructions, elles appartiennent aux propriétaires du fonds.

Par conséquent ne seront pas compris dans notre droit régalien : le marbre, le porphyre, le granit et le basalt, la serpentine, la pierre olatre, la-chaux, le plâtre, l'ardoise, le grès (*Sandstein*), les pierres molaires, la pierre à feu, les pierres à aiguiser, à filtrer, à fourneau (*Gestellstein*), le feldspath, la terre à porcelaine, le trass, la tourbe, la terre à foulon et l'argile, la terre glaise, la marne, la terre d'ombre, l'ocre et autres terres propres à colorer.

Ces minéraux, non compris dans notre droit régalien, s'ils ne sont pas exploités accidentellement par les concessionnaires des mines, peuvent être exploités sans aucune permission spéciale par les propriétaires des fonds où ils se trouvent; ceux-ci sont autorisés à en tirer parti par vente ou autrement, en tant qu'ils ne porteront aucun dommage à une exploitation voisine de substances réservées au droit régalien.

Néanmoins sont maintenus en possession ceux qui jouissent, dès-à-présent, du droit d'exploiter les substances laissées ci-dessus à la disposition des propriétaires du fonds.

Art. 5. A défaut d'exploitation par les propriétaires des substances mentionnées en l'article précédent, et dont il serait utile de pourvoir le public ou pu atelier de manufacture ou d'en baisser le prix par la concurrence, lesdites substances peuvent être exploitées, soit par Nous, pour des travaux d'une utilité publique, tels que ponts, chaussées, canaux de navigation, monuments et bâtiments publics, soit d'après la décision du conseil de préfecture sur l'avis de la municipalité, par tous entrepreneurs ou propriétaires de manufactures, en indemnisant, en tous les cas, le propriétaire tant

wöhnlich zum Bauen dienen, gehören dem Eigenthümer des Grundes.

Es erstreckt sich also Unser Berg-Regal, weder auf den Marmor, den Porphir, den Granit, den Basalt, den Serpentin und Topfstein, noch auf Kalk, Gyps, Dach-schiefer, Sand, Mühlen-Feuer-Schleif-Stein, und Gesteinssteine, noch auf den Feldspath, die Porcellan-Erden, den Erß, den Torf, die Walkerde, den Thon, Löpferthon, den Mergel, die Umbra, den Ocker und andere Farberden.

Diese in Unserem Bergregal nicht begriffenen Fossilien können von den Eigenthümern des Grundes, in welchem sie sich finden, ohne daß irgend eine besondere Erlaubniß erfordert werde, gewonnen, verkauft, oder auf jede andere Art benutzt werden, in so weit die Gewinnung nicht etwa bereits gelegentlich durch die mit Grubenfelde Beliehenen geschieht, oder benachbarten Bergwerken dadurch Schaden zugefügt wird.

Doch sollen dessen ungeachtet diejenigen in ihrem Besitze bleiben, welche jetzt das Recht ausüben, solche Fossilien zu gewinnen, die nach obiger Bestimmung dem Grundeigenthümer gehören würden.

Art. 5. Wenn aber die Grundeigenthümer die Gewinnung der im vorigen Artikel erwähnten Substanzen veräußern, und es nützlich wäre, das Publicum oder irgend eine Manufactur damit zu versehen, oder den Preis derselben durch Concurrenz zu vermindern, so können diese Substanzen entweder von Uns zum Behuf gemeinnütziger Anlagen, als Brücken, Wege, schiffbarer Canäle, öffentlicher Denkmäler und Gebäude, oder in Folge der Entscheidung des Präfecturraths, auf das Gutachten der Municipalität, durch jeden Unternehmer oder Besitzer von Manufacturen gewonnen werden, doch so, daß in jedem Falle der Eigenthümer, sowohl wegen des an der Oberfläche verursachten Schadens, als in Ansehung des Werths der gewonnenen Substanzen, entweder nach gütlicher Uebereinkunft, oder

Bulletin. Tome III.

du dommage fait à la surface que de la valeur des matières extraites, le tout de gré à gré, ou à dire d'experts.

ART. 6. En conséquence de notre droit régalien établi article 3, nous avons le droit : 1° de concéder l'exploitation de toutes les substances mentionnées dans ledit article; 2° de faire et de faire faire par les concessionnaires, sur le fonds de chaque propriétaire et sauf un dédommagement, conformément aux usages établis, ou fixé à dire d'experts, tels travaux que nous jugerons convenables pour l'exploitation et le transport des matières souterraines à nous appartenant.

ART. 7. Pour faire prospérer l'exploitation des mines et atteindre le but de notre droit régalien, nous déclarons que l'exploitation des mines sera ou demeurera entièrement libre à tous ceux qui désirent s'y livrer (*freyer Bergbau*).

En conséquence notre administration des mines ne refusera à personne des permissions de recherches (*Schurfscheine*), et ensuite d'après les demandes (*Bergmuthung*) faites dans les formes prescrites par les ordonnances, des concessions définitives et perpétuelles du droit d'exploiter une mine (*Bergverleihung oder Belohnung*).

Ces permissions et concessions seront accordées par l'ingénieur en chef de l'arrondissement, ou par les autorités prescrites dans les ordonnances des mines.

ART. 8. La liberté des mines établie par l'article précédent, n'aura lieu, pour les concessions à accorder à l'avenir, que sous les conditions suivantes : 1° que les concessionnaires cèdent au profit de notre trésor la dîme de la mine exploitée à leurs dépens, aussitôt que les frais faits par eux, à l'égard de la mine, leur seront entièrement remboursés (*der Verlag erstattet ist*), et qu'ils fassent traiter,

nach dem Gutachten von Sachverständigen, entschädigt werden muß.

Art. 6. Zufolge des durch den 3ten Artikel festgesetzten Bergregals haben Wir das Recht : 1) den Bergbau auf alle im besagten Artikel erwähnten Substanzen zu verleihen; 2) auf den Grundstücken eines jeden Eigenthümers, gegen eine entweder dem Herkommen gemäß zu entrichtende oder durch Sachverständige zu bestimmende Entschädigung, alle und jede Arbeiten, die Wir zur Gewinnung und zur Abfuhrung der in Unserem Bergregale begriffenen Stoffe lien nöthig erachten, vorzunehmen, oder durch die von Uns nach Bergwerksrecht Beliehenen vornehmen zu lassen.

Art. 7. Zur Beförderung des Bergbaues, und um den Zweck Unseres Bergregals zu erreichen, erklären Wir, daß der Bergbau jedem, der ihn betreiben will, völlig freistehen, und daher Bergbaufreiheit seyn oder bleiben soll.

Demnach soll Unsere Administration der Bergwerke Niemanden Schurfscheine, noch wenn darum auf die in den Bergordnungen vorgeschriebene Art angehalten worden ist, die Bescheinigung dieser Bergmuthung, und ferner die endliche auf ewige Zeiten gültige Bergverleihung oder Belohnung vorenthalten.

Diese Schurfscheine und Belehnungen werden von dem Ober-Bergingenieur des Bezirks, oder von den andern Officianten ertheilt, welchen die Bergordnung diese Befugniß beilegt.

Art. 8. Die Bergbaufreiheit, welche nach dem vorigen Artikel feststeht, soll in Hinsicht der künftig zu ertheilenden Verleihungen nur unter folgenden Bedingungen Statt finden : 1) daß von den mit Grubenfeld Beliehenen, sobald ihnen aller darauf verwendete Verlag erstattet ist, Unserem Schatze der Zehnte aller daraus auf ihre alleinigen Kosten zu gewinnenden Mineralien abgegeben werde, und zwar dergestalt, daß sie solchen, wo es angeht, in ihren Hütten mit zu gut machen lassen, moegen

s'il y a lieu, dans leurs usines les substances minérales, provenant de notre dîme, à la charge par nous de contribuer à proportion aux frais de cet affinage; 2° qu'ils contribuent ainsi qu'il sera prescrit par le présent décret, art. 78, à former une caisse générale destinée à l'encouragement de l'exploitation et au perfectionnement de cette branche d'industrie nationale; 3° que notre administration générale conservera, quant aux produits des mines et usines, le droit de préemption (*Vorkaufsrecht*) en tant qu'il est nécessaire pour le service public; 4° pour l'avancement de l'exploitation, les concessionnaires seront tenus de se conformer entièrement à nos ordonnances par rapport à la manière et à la régie de l'exploitation, comme par rapport aux frais qu'elle exige.

Quant aux clauses des anciennes concessions, elles seront maintenues dans toute leur intégrité, et il est défendu formellement à notre administration des mines d'y faire des changements quelconques.

Nous nous réservons de fixer ultérieurement, en ayant égard aux titres existants, les obligations et les droits des exploitants dans ces contrées des mines et usines, ou des travaux d'ensemble exécutés aux frais du Souverain qui facilitent l'exploitation.

ART. 9. En attendant que nous ayons publié une ordonnance uniforme pour tout notre Royaume, les ordonnances et usages des mines et usines (*Berg- und Hüttenordnungen und Herkommen*) sont maintenus, en tant qu'ils ne sont pas contraires au présent décret.

Sont pareillement maintenus les droits de possession des particuliers exploitant actuellement des mines, sous quelque titre que ce soit, de propriété ou d'ancien privilège; cependant les limites des gîtes souterrains occupés par eux, seront inscrits

Wir zu den Hüttenkosten verhältnißmäßig beizutragen uns anheischig machen; 2) daß solche, so wie es im 78sten Artikel dieses Decrets näher vorgeschrieben werden wird, Beiträge zur Bildung einer allgemeinen Casse liefern, welche zur Beförderung des Bergbaues und zur Vervollkommenung dieses Zweiges der National-Industrie bestimmt ist; 3) daß Unsere General-Verwaltung das Vorkaufsrecht an allen Erzeugnissen der Berg- und Hüttenwerke behalte, in so weit solches für den öffentlichen Dienst erforderlich ist; 4) daß die Beliehenen zum Besten des Bergbaues sich ganz nach Unsern Anordnungen, in Hinsicht der Art des Betriebs und der Leitung, so wie der Kosten derselben, richten und solche genau beobachten.

Was hingegen die Bedingungen der alten Verleihungen betrifft, so wollen Wir, daß solche in ihrer vollen Kraft bleiben, und verbieten Unserer Verwaltung der Bergwerke ausdrücklich, darin Etwas abzuändern.

Uebrigens behalten Wir es Uns vor, mit Berücksichtigung der jedem zustehenden Rechte näher zu bestimmen, welche Befugnisse und Verbindlichkeiten die Bergbauenden in den Berg- und Hütten-Gegenden haben sollen, wo allgemeine Anlagen, die auf Kosten des Landesherrn ausgeführt sind, den Bergbau erleichtern.

Art. 9. Bis Wir für Unser ganzes Königreich eine gleichförmige Berg- und Hütten-Ordnung festgesetzt haben werden, bleiben die bestehenden Berg- und Hütten-Ordnungen und Herkommen in ihrer Kraft, in so weit solche nicht etwa mit den Verfügungen dieses Decrets im Widerspruche stehen.

Gleichfalls bleiben den Privatleuten, welche wirklich Bergbau treiben, und zwar ohne Unterschied, woher ihre Ansprüche rühren, ob aus dem Eigenthume oder aus alten Privilegien, ihre Besitzungsrechte ungekränkt; doch sollen die Markscheiden der von ihnen bebaueten unterirdischen Lagerstätten von Amtswegen in das Bergflugenbuch eingetragen werden.

d'office au greffe des mines (*Bergkuxenbuch*), et ceux d'entre eux qui ne les exploitent point actuellement, seront tenus de déclarer, dans l'espace de six mois, s'ils veulent exploiter ou non; et, jusqu'à cette époque seulement, ils jouiront d'une préférence avant tout autre.

ART. 10. La fabrication et le commerce du sel commun (*muriate de soude*), étant propres à fournir une branche importante des revenus publics, sont défendus à l'avenir aux particuliers, à l'exception de ceux qui les exercent actuellement à titre de propriété ou d'une concession spéciale, lesquels seront maintenus dans leur possession (1).

ART. 11. Les mines, usines, salines et autres établissements minéralurgiques de notre Royaume, seront distribués en un certain nombre de divisions.

Chaque division comprendra un certain nombre de conseils des mines et usines (*Bergamt, Hüttenamt*) ou de conseils de saline (*Salzamt*), situés à proximité des ateliers.

Le ressort d'un conseil s'étendra sur plusieurs ensembles d'établissements (*Zug ou Revier*) qui formeront un arrondissement. Ce conseil tiendra séance une fois par semaine, et traitera les affaires courantes, ainsi qu'il sera prescrit par le présent décret, art. 61.

Dans chaque division, les chefs des différents services se réuniront à la fin de chaque trimestre, et plus souvent, s'il y a urgence, en conseil divisionnaire des mines, d'après la convocation et sous la présidence du chef divisionnaire, pour se concerter sur la marche générale des affaires de la division.

(1) Voyez les décrets des 17 janvier, 28 mars, 26 avril, 27 septembre 1809, et la loi du 26 février 1810, concernant l'administration, la vente et les droits du sel.

Diejenigen, welche mit ihnen in gleichem Falle sind, aber nicht wirklich auf die ihnen ehemals zustehenden Fossilien bauen, sind verbunden, sich binnen sechs Monaten zu erklären, ob sie den Bergbau darauf treiben wollen oder nicht; nur während dieser Zeit sollen sie sich eines Vorzuges vor jedem andern Ruther zu erfreuen haben.

Art. 10. Da die Verfertigung des gemeinen Rochsalzes und der Handel hiermit sehr dazu geeignet sind, einen wichtigen Zweig der Staats Einkünfte zu bilden, so sind solche künftig allen Privatleuten verboten, doch mit Ausnahme derjenigen, die solche seither schon als Folge ihrer Eigenthumsrechte, oder besonderer Verleihungen, wirklich ausgeübt haben, als welche in ihrem Besitze ungestört bleiben sollen (1).

Art. 11. Die Bergs, Hütten, Salz und übrigen mineralurgischen Werke unseres Königreichs sollen in mehrere Divisionen eingetheilt werden.

Jede Division wird eine gewisse Anzahl von Bergs Hütten oder Salzämtern, welche den Werken nahe sind, in sich begreifen.

Der Wirkungskreis eines Bergamtes wird sich über mehrere, auf einem Zuge oder in einem Revier liegenden, zusammenhängenden Werke, welche einen Bergbezirk bilden sollen, erstrecken.

Ein solches Bergamt soll jede Woche ein Mal Sitzung halten und hierin über die laufenden Geschäfte sich berathen, so wie es im 61sten Artikel des gegenwärtigen Decrets näher vorgeschrieben werden wird.

In jeder Division sollen sich die Vorgesetzten der verschiedenen Dienstzweige, am Ende eines jeden Vierteljahres, und wenn es nöthig ist, noch öfter, auf die Aufforderung und unter dem Voritze des Berghauptmanns zu einem Di-

(1) S. die Decrete vom 17ten Januar, 28ten März, 26ten April, 27ten September 1809, und das Gesetz vom 26ten Februar 1810, die Verwaltung, den Verkauf und die Besteuerung des Salzes betreffend.

Une fois par an, les chefs divisionnaires seront convoqués à Cassel, sous l'approbation de notre Ministre des finances, par le directeur-général de cette administration, pour s'y former temporairement en conseil supérieur des mines, usines et salines, présidé par le directeur-général.

ART. 12. Chaque division des mines, usines et salines pourra avoir une factorerie (*Berghandlung*) chargée de la vente de ses produits et de l'achat des objets nécessaires aux mines ou usines.

Chaque division aura une comptabilité centrale pour la répartition et l'emploi des fonds nécessaires au service courant des divers établissements.

Cette comptabilité centrale fera parvenir dans les caisses des receveurs-généraux des districts les produits qui nous en reviennent.

Dans chaque division il y aura un bureau général de révision des comptes de toute espèce, tant en nature qu'en deniers.

ART. 13. L'instruction dans l'art des mines entrera dans le plan général des études. Les collections de minéraux et de modèles, ainsi que les laboratoires de chimie qui se trouvent dans nos universités, seront montés de manière à faire atteindre ce but.

Notre directeur-général de l'instruction publique se concertera, à cet effet, avec la direction-générale des mines, usines et monnaies.

Il y aura, en outre, des écoles pratiques aux principaux établissements des mines, où les fils des mineurs recevront d'une manière pratique les notions les plus indispensables à leur métier. Ceux de ces jeunes gens qui se distingueront dans ces

visions Bergamte vereinigen, um über den Gang der allgemeinen Angelegenheiten der Division zu berathschlagen.

Ein Mal im Jahre soll der General-Director dieser Administration, nach eingeholter Genehmigung Unseres Finanz-Ministers, die Berghauptleute nach Cassel berufen, um sich dort unter dem Voritze des General-Directors zu einem Ober-Berg-Hütten- und Salzamte zu vereinigen.

Art. 12. In jeder Division der Berg-, Hütten- und Salzwerke kann eine *Berghandlung* errichtet werden, welche für den Verkauf der Erzeugnisse derselben und für den Ankauf der den Berg- und Hüttenwerken nöthigen Dinge zu sorgen hat.

In jeder Division soll die Berechnung von der Vertheilung und Verwendung der Betriebsgelder der verschiedenen Werke einer Central-Behörde anvertrauet werden.

Diese Central-Rechnungsbehörde soll an die Ober-Einznehmer der Districte die Uns zustehenden Ueberschüsse abliefern.

In jeder Division soll eine Haupt-Revisionsbehörde für die Rechnungen aller Art, und zwar sowohl der Material- als Geldrechnungen, vorhanden seyn.

Art. 13. Der Unterricht in der Bergwerkswissenschaft soll in den allgemeinen Studienplan mit aufgenommen werden. Die Mineralien-Sammlungen und Modell-Sammeln, so wie die chemischen Laboratorien, die sich auf Unsern Universitäten vorfinden, sollen in solchen Stand gesetzt werden, daß jener Zweck dadurch erreicht werden kann.

Unser General-Director des öffentlichen Unterrichts hat zu dem Ende mit der General-Direction der Berg- und Hüttenwerke und der Münzen das Nöthige zu verabreden.

Außerdem sollen auf den hauptsächlichsten Werken praktische Schulen vorhanden seyn, wo die Söhne der Bergleute auf eine practische Weise die Kenntnisse erhalten, die zur Ausübung ihres Berufes am unentbehrlichsten sind. Die sich in diesen Schulen auszeichnenden jungen Leute wollen Wir in der Art aufmuntern, daß mehrere von ihnen ihre

écoles, seront encouragés par nous, de manière que plusieurs d'entre eux puissent compléter leurs études dans les universités. Ceux au contraire qui n'auront accompli que l'étude de la théorie aux universités, seront tenus de faire un cours pratique sur les établissements, s'ils désirent entrer dans notre corps des mines.

TITRE II.

Des différents grades dans l'administration-générale des mines, usines et salines, et de leurs attributions.

ART. 14. Il sera établi dans notre ville de Cassel, un directeur-général des mines, usines, salines, établissements minéralurgiques, monnaies, ponts et chaussées, qui travaillera avec notre Ministre des finances dont il recevra les ordres. Ses fonctions seront : 1^o de tenir la main à ce que la marche des affaires relatives aux différentes branches de l'administration des mines, usines, salines etc. soit partout convenable, régulière et conforme aux plans arrêtés chaque année; 2^o d'entretenir une correspondance active avec les chefs divisionnaires placés sur les établissements; 3^o de se faire rendre compte tous les trois mois, par chacun d'eux, au moyen d'un rapport général, de la situation des mines, usines et salines de la division; 4^o de présider les sessions temporaires du conseil supérieur des mines et d'en soumettre les délibérations à l'approbation du Ministre des finances; 5^o de correspondre avec les directeurs-généraux des autres administrations et avec les autres autorités supérieures de tout le Royaume; 6^o d'inspecter d'abord tous les établissements où le service demanderait sa présence, et chaque année

Kenntnisse auf den Universitäten zu vervollständigen im Stande seyn werden.

Diejenigen aber, welche auf den Universitäten nur theoretische Kenntnisse sich erworben haben, sind gehalten, wenn sie in Unser Corps der Berg- und Hüttenleute zu treten gesinnt sind, noch auf den Werken selbst sich practisch zu unterrichten.

Zweiter Titel.

Von den verschiedenen Graden des bei der General-Verwaltung der Berg-, Hütten- und Salzwerke angestellten Personals und dessen Wirkungskreisen.

Art. 14. In Unserer Stadt Cassel soll sich befinden ein General-Director der Berg-, Hütten-, Salz- und übrigen minéralurgischen Werke, der Münzen, Brücken und Chausséen.

Derselbe arbeitet mit Unserem Finanzminister, und erhält von ihm die nöthigen Befehle.

Seine Verrichtungen bestehen in Folgendem: 1) soll er darauf achten, daß der Geschäftsgang in den verschiedenen Verwaltungs-Zweigen der Berg-, Hütten- und Salzwerke überall zweckmäßig, regelmäßig und mit den für jedes Jahr entworfenen Plänen übereinstimmend sey; 2) soll er einen fleißigen Briefwechsel mit den in den Divisionen angestellten Berghauptleuten unterhalten; 3) soll er sich alle drei Monate von einem jedem von ihnen einen allgemeinen Bericht über die Lage der Berg-, Hütten- und Salzwerke ihrer Division erstatten lassen; 4) soll er während der Sitzungen des Ober-Bergamtes darin den Vorsitz haben, und dessen Beschlüsse Unserem Minister der Finanzen zur Genehmigung vorlegen; 5) soll er mit den General-Directoren der andern Administrationen, und mit den übrigen obern Behörden des Königreichs den nöthigen Briefwechsel unterhalten; 6) soll er sofort alle Werke untersuchen, wo der Dienst seine Gegenwart erfordert, und jedes Jahr eine der

d'inspecter en détail les établissements de l'une des divisions.

ART. 15. Près le directeur-général il y aura à Cassel : 1^o quatre inspecteurs-généraux, dont un fera les fonctions de secrétaire-général et sera chargé de la distribution des affaires dans les bureaux, de l'expédition des ordres, instructions et circulaires, et du dépôt des papiers. Il tiendra registre des délibérations du conseil supérieur des mines.

Le directeur-général chargera les inspecteurs-généraux de l'examen et du rapport des affaires, ainsi que des tournées qu'exigera le service courant dans les divisions indistinctement.

Ils auront voix consultative au conseil supérieur des mines.

2^o Un contrôleur de la comptabilité. Il comparera les pièces de comptabilité des divisions des mines, usines et salines; il tiendra registre exact de la situation financière des divers établissements.

Il aura, ainsi que les inspecteurs-généraux, voix consultative au conseil supérieur des mines.

ART. 16. Dans chacune des trois divisions dont il sera question ci-après, il y aura un chef divisionnaire des mines, usines et salines (*Berghauptmann*) qui dirigera la marche des affaires dans la division, d'après les plans arrêtés par le directeur-général dans le conseil supérieur des mines et approuvés par le Ministre des finances.

a) Ces chefs divisionnaires auront sous leurs ordres tous les officiers et employés des mines, usines, salines et établissements minéralurgiques, dans leurs divisions respectives.

b) Ils recevront les ordres du directeur-général pour tout ce qui concerne l'exploitation proprement dite et l'activité des établissements, ainsi que la répartition et l'emploi des fonds reconnus nécessaires au service

Divisionen, zum Behuf einer genauen Untersuchung der darin sich befindenden Werke, bereisen.

Art. 15. Bei dem General-Director zu Cassel sollen sich befinden: 1) vier General-Inspectoren, deren einer die Geschäfte eines General-Secretärs der Administration versteht, und mit der Vertheilung der Arbeit in den verschiedenen Büreau, mit der Ausfertigung aller Verfügungen, Instructionen und Circulare, so wie mit der Aufbeahrung der Papiere, beauftragt ist, auch das Protocoll in den Sitzungen des Ober-Bergamtes zu führen hat.

Der General-Director wird die General-Inspectoren mit der Untersuchung und dem Vortrage, so wie mit den Untersuchungsreisen, welche der laufende Dienstgang nöthig macht, ohne Unterschied der Divisionen, beauftragen. Sie haben beratende Stimme im Ober-Bergamte.

2) Ein Controlleur des Rechnungswesens. Er soll die Rechnungen der Berg-, Hütten- und Salzwerks-Divisionen unter sich und mit ihren Belegen vergleichen, und genau über den Vermögenszustand eines jedes Werks Buch führen.

Er soll, so wie die General-Inspectoren, eine beratende Stimme im Ober-Bergamte haben.

Art. 16. In jeder der drei Divisionen, von denen hernach die Rede seyn wird, soll sich ein Berghauptmann befinden, und den Berg-, Hütten- und Salzwerken vorgesetzt seyn. Er leitet den Gang der Geschäfte in der Division nach den von dem General-Director in den Ober-Bergamts-Sitzungen festgesetzten, und vom Finanzminister genehmigten Planen.

a) Unter diesen Berghauptleuten stehen alle in ihren respectiven Divisionen befindlichen Bergofficianten, und das sämmtliche bei den Berg-, Hütten-, Salz- und minéralurgischen Werken angestellte Personale.

b) Sie erhalten die Befehle des General-Directors in Rücksicht alles dessen, was den eigentlichen Bergbau und den schwunghaften Betrieb auf den Werken, so wie die Vertheilung und Verwendung der Betriebsgelder, angeht.

In Hinsicht der Ablieferung der Gelder, welche als reis

courant (*Betriebsgelder*). Quant au versement des fonds provenant du produit net de nos mines, ou de nos droits sur celles des particuliers, et par rapport aux objets qui ne concernent point l'exploitation en elle-même, ils recevront immédiatement les ordres du Ministre des finances.

c) Ils remettront, tous les ans, au directeur-général, vers le commencement d'octobre, le budget des établissements de leur division pour l'année suivante. Ce budget présentera l'ensemble des circonstances naturelles, techniques et économiques, relativement aux mines, usines et salines de toute la division; il sera appuyé des budgets particuliers que le chef divisionnaire se sera fait remettre préalablement par les ingénieurs en chef placés sur les arrondissements ou ateliers principaux.

La comparaison des dépenses et recettes présumées pour l'année suivante indiquera, avec autant de certitude qu'il est possible en pareille matière, d'avance, les produits nets et les autres avantages qui devront résulter de l'exercice de l'année suivante.

En même temps, l'exécution des budgets de l'année précédente sera soumise à l'examen du conseil supérieur des mines. Le directeur-général exposera au Ministre les avis motivés du conseil supérieur sur l'exécution plus ou moins complète de ces budgets, ainsi que sur la confection de ceux de l'année suivante.

Lorsque le Ministre aura rectifié les nouveaux budgets qui lui seront proposés par le directeur-général, ils deviendront, pour l'année suivante, la règle de conduite de toute l'administration et la base invariable de ses dépenses: sauf les cas imprévus dont les chefs divisionnaires rendront compte exactement au directeur-général, pour que celui-ci puisse en faire son rapport au Ministre.

ner Ueberschuß Unserer Werke, oder als Einkommen von Unsern Rechten an Privatwerken, vorhanden sind, und in Ansehung solcher Gegenstände, die den Bergbau selbst nicht betreffen, werden sie unmittelbar von Unserem Finanzminister die Verhaltungs-Befehle erhalten.

c) Zu Anfang des Octobers jedes Jahres müssen sie den Haushalts-Plan der Werke ihrer Division für das folgende Jahr dem General-Director überreichen.

Ein solcher Haushalts-Plan muß den ganzen Zusammenhang der natürlichen, technischen und öconomischen Verhältnisse in Hinsicht der Berg-, Hütten- und Salzwerke der Division enthalten. Er muß durch die besondern Betriebs-Pläne belegt seyn, welche sich der Berghauptmann zuvor von den in den Bergwerksbezirken, oder auf den Hauptwerken, befindlichen Ober-Ingenieurs hat zustellen lassen.

Die Vergleichung der vermuthlichen Einnahme und Ausgabe des künftigen Jahres muß mit so vieler Gewißheit, als bei dergleichen Gegenständen erreichbar ist, zum Voraus den reinen Ertrag und andere Vortheile angeben, die aus dem Betriebe in demselben hervorgehen werden.

Zugleich muß die Ausführung der Betriebs-Pläne des vorigen Jahres vom Ober-Bergamte geprüft werden, und der General-Director wird dem Finanzminister die mit Gründen begleiteten Meinungen des Ober-Bergamtes über die mehr oder weniger Statt gefundene gute Ausführung dieser Betriebs-Pläne, so wie über die Verfertigung der neuen Betriebs-Pläne für das folgende Jahr, vortragen.

Sobald der Minister die neuen, ihm von dem General-Director vorgelegten, Haushalts-Pläne genehmigt hat, so sollen sie für das folgende Jahr dem Verfahren der Administration in allen Stücken zur Richtschnur und zur unveränderlichen Grundlage ihrer Ausgaben dienen. In unvorhergesehenen Fällen bleibt es jedoch den Berghauptleuten nachgelassen, darüber dem General-Director genau zu berichten, damit dieser seinen Vortrag hierüber an den Minister zu erstatten im Stande sey.

d) Ils se transporteront sur les divers établissements confiés à leur direction pour les visiter en détail toutes les fois que le service courant l'exigera.

e.) Ils auront voix consultative dans le conseil supérieur des mines mentionné art. 11.

ART. 17. Immédiatement sous les ordres des chefs divisionnaires, il y aura des ingénieurs en chef dont le nombre, les attributions et la résidence seront réglés d'après les circonstances locales et les divers besoins du service. Un ingénieur en chef aura sous sa direction immédiate en tout ou en partie, suivant la nature de ses fonctions, plus d'un établissement de mines, usines ou salines.

ART. 18. Immédiatement sous les ordres des ingénieurs en chef, il y aura des ingénieurs des mines et usines, et, sous les ordres de ceux-ci, seront placés des sous-ingénieurs chargés des détails de la direction journalière des travaux.

ART. 19. Aux sous-ingénieurs seront subordonnés immédiatement les sous-officiers chefs d'atelier, et à ceux-ci, les ouvriers, mineurs, bocardeurs, fondeurs, affineurs, forgerons, charpentiers, bûcherons, charbonniers et voituriers, ainsi que les divers ouvriers des salines, chacun dans son poste respectif.

ART. 20. Près de chacun des chefs divisionnaires, un ingénieur en chef remplira les fonctions de secrétaire de la division; il sera chargé, sous ses ordres, de l'expédition et de la distribution des affaires courantes, et tiendra registre des délibérations du conseil divisionnaire des mines.

ART. 21. Dans chaque division, il y aura sous les ordres du chef divisionnaire un directeur de comptabilité centrale (*Ober - Buchhalter, Ober-Bergzehnter, Ober-Bergcassirer*).

d) Die Berghauptleute sollen sich jedesmal, so oft der umgehende Betrieb es erfordert, nach den verschiedenen Werken, die ihrer Direction unterworfen sind, begeben, um sich an Ort und Stelle von Allem genau zu unterrichten.

e) Sie sollen in dem nach der Bestimmung des 11ten Artikels zu bildenden Ober-Bergamte beratende Stimme haben.

Art. 17. Es sollen unmittelbar unter den Befehlen der Berghauptleute Ober-Bergingenieurs angestellt werden, deren Zahl, Wirkungskreise und Wohnsitze nach den Orts-Verhältnissen und den verschiedenen Bedürfnissen des Dienstes näher bestimmt werden sollen.

Ein solcher Ober-Bergingenieur muß allezeit die unmittelbare Direction über mehrere Berg-, Hütten- und Salzwerke führen, und zwar nach der Natur seiner Dienstgeschäfte entweder in allen oder blos in einzelnen Stücken.

Art. 18. Unmittelbar unter den Befehlen der Ober-Bergingenieurs sollen Bergingenieurs stehen, und diesen wieder Unter-Ingenieurs untergeordnet seyn, welche den täglich umgehenden Betrieb im Einzelnen leiten.

Art. 19. Den Unter-Ingenieurs sollen unmittelbar untergeordnet seyn die den Arbeiten selbst vorgesetzten Unter-Officianten, und diesen wieder die gemeinen Arbeiter, Bergleute, Pucharbeiter, Schmelzer, Garmacher, Abtreiber, Bergschmidte, Zimmerleute und Holzarbeiter, Köhler und Fuhrleute, so wie die Salzarbeiter, jeder nach seinen verschiedenen Verrichtungen.

Art. 20. Bei jedem Berghauptmanne soll ein Ober-Bergingenieur die Geschäfte eines Divisions-Secretärs ausüben, unter seinen Befehlen die Ausfertigungen und die Vertheilung der vorkommenden Arbeiten besorgen, auch in dem Divisions-Bergamte das Protocoll führen.

Art. 21. In jeder Division soll unter den Befehlen des Berghauptmanns ein Director des Central-Rechnungswesens derselben stehen, welcher nach den verschiedenen Orts-Gewohnheiten: Ober-Buchhalter, Ober-Bergzehnter, Ober-Bergcassirer heißen wird.

Bulletin, Tome III.

Il sera spécialement chargé de rédiger les budgets et de tenir le registre exact de la situation financière de tous les établissements de la division.

Il opérera les recettes et dépenses du service courant, tant pour le compte du Souverain, que pour celui des actionnaires, par le moyen des caissiers (*Bergcassirer, Rendant, Zehnter*) distribués dans les divers établissements.

Les caisses des divers établissements et celles de la factorerie rendront compte au chef divisionnaire de leurs produits nets partiels, par le moyen de bordereaux, d'après lesquels il assignera sur le produit net partiel de *telle* ou *telle* caisse, les fonds de service courant reconnus nécessaires d'après les budgets annuels, à *tel* ou *tel* établissement ou ensemble de travaux.

Dans les dépenses générales et fixes du budget de la division, seront compris les traitements de ceux des officiers dont les fonctions s'étendent à tout l'ensemble de la division. Les traitements des autres officiers et sous-officiers des mines, usines et salines seront portés dans les budgets des arrondissements auxquels ils appartiendront, ainsi qu'il sera réglé ci-après.

ART. 22. Il y aura également dans chaque division, sous les ordres du chef divisionnaire, un réviseur-général (*Ober-Bergrevisor*) qui sera chargé de l'examen et de la comparaison de tous les comptes qui seront présentés aux conseils d'arrondissement pour les différentes branches de service, et qui ne seront approuvés par eux que sauf révision. Il pourra exister en outre plusieurs réviseurs particuliers près

Er ist besonders damit beauftragt, die Haushalts-Pläne der verschiedenen Werke zu entwerfen und über ihren Vermögens- und Zustand genau Buch zu halten.

Er soll die Einnahmen, und die durch den Betrieb nöthig werdenden Ausgaben, sowohl für Rechnung des Landesherren, als für Rechnung der Gewerkschaften, durch die in den verschiedenen Bergbezirken vertheilten *Berg-Cassirer, Rendanten, Zehnter* besorgen.

Die Cassen-Verwalter der verschiedenen Werke und die der Berghandlung müssen dem Berghauptmanne über die Ausbeute oder den reinen Gewinn, welche sich bei jenen ergeben, durch Bestands-Nachweisungen genaue Auskunft geben.

In Gemäßheit dieser Auskunft kann er dann auf die besondere Ausbeute eines Werks oder den reinen Gewinn einer Anstalt, die nach den Haushalts-Plänen für einzelne Werke, oder das Ganze umfassende Anlagen, nöthigen Betriebs-Gelder anweisen.

Unter die, durch die Haushalts-Pläne zu bestimmenden, allgemeinen und feststehenden Ausgaben der Division sollen auch die Gehalte der Officianten, deren Dienstgeschäfte sich über das Ganze der Division ausdehnen, aufgenommen werden.

Die Gehalte der andern obern und untern Berg-, Hütten- und Salzwerks-Officianten sollen in die Haushalts-Pläne der besondern Bergbezirke, wozu sie gehören, aufgenommen werden, so wie solches unten noch näher vorgeschrieben werden wird.

Art. 22. Es soll gleichfalls in jeder Division und unter den Befehlen des Berghauptmanns ein *Ober-Bergrevisor* angestellt werden, welcher alle in den verschiedenen Dienstzweigen vorkommenden Rechnungen, die dem Bezirks-Bergamte vorgelegt werden müssen und von demselben nur mit Vorbehalt der nähern Prüfung gebilligt werden können, zu prüfen und zu vergleichen hat.

Es können außerdem, wenn die Verhältnisse es nöthig

des divers conseils des mines, suivant l'exigence des cas.

Lorsque les circonstances le permettront, la place du réviseur-général des comptes d'une division sera réunie à celle de directeur de la comptabilité, ou à celle de syndic des mines.

ART. 23. Il y aura, dans chaque division, un syndic des mines, usines et salines (*Bergsyndicus*, *Ober-Bergschreiber*, *Bergsecretaire*) qui sera chargé, sous les ordres du chef divisionnaire, de la tenue et de la représentation des registres relatifs aux fouilles et recherches, aux concessions et galeries d'écoulements, à la distribution des eaux-matrices; aux constructions tant intérieures qu'extérieures; aux droits respectifs du Souverain et des actionnaires (*Verleihbuch*, *Stollengerechtigkeitsbuch*); à la situation tant naturelle qu'économique de chaque établissement à la fin de chaque trimestre (*Bergbuch*, *Recessbuch*, *Grubenextract*, *Bergzettel*, *Ausbeutebogen*, etc.); au mouvement des actions des mines, tel que vente, partage, donation, transfert, retard de paiement, déchéance (*Retardat und Caducirung*).

Il sera secondé dans ses travaux par les greffiers des mines (*Bergschreiber*) placés sous ses ordres près les divers conseils d'arrondissement des mines. Ces greffiers seront spécialement chargés de veiller aux intérêts des différentes sociétés d'actionnaires, et de faire valoir leurs droits dans les sessions desdits conseils.

Il y aura en outre un greffier-contrôleur (*Berg-*

machen, mehrere besondern Revisoren bei den verschiednen Bergämtern angestellt werden.

Erlauben es die Umstände, so sollen die Geschäfte des Ober-Berg-Revisors mit denen des Directors des Rechnungswesens der Division, oder mit denen des Berg-Syndicus in einer Person vereinigt werden.

Art. 23. In jeder Division soll ein Berg-, Hütten- und Salzwerks-Syndicus angestellt werden, welcher nach der Verschiedenheit der Orts-Gewohnheiten auch wohl Ober-Bergschreiber, Berg-Secretär heißen kann.

Er hat unter den Befehlen des Berghauptmanns die Pflicht, über Schürfe, Muthungen und Verleihungen, so wie über die Stollengerechtigkeiten und Vertheilung der Aufschlagswasser, innern und äußern Baue, über die verschiedenen Rechte der Landesherrschaft und der Gewerkschaften genaues Register, oder das sogenannte Verleihbuch, Stollengerechtigkeitsbuch, desgleichen über die natürliche Lage und den Vermögenszustand jedes Werkes, am Ende jedes Vierteljahres, das sogenannte Bergbuch (*Recessbuch*, *Grubenextract*, *Bergzettel*, *Ausbeute- und Zubußbogen*), desgleichen über die Veränderungen in dem Eigenthume der Bergkuren oder Kuxenanteile, durch Kauf, Theilung, Schenkung, Uebertragung, Saumseligkeit im Zahlen (*Retardat*) und Caducirung, besonders Buch zu führen, um solche Bücher und Register jederzeit vorlegen zu können.

In seinen Arbeiten werden ihn die Bergschreiber, welche bei den verschiedenen Bezirksbergämtern unter seinen Befehlen angestellt sind, unterstützen. Diese Bergschreiber sind besonders beauftragt, das Interesse der verschiednen Gewerkschaften zu wahren, und deren Rechte in den Sitzungen der besagten Bergämter geltend zu machen.

Außerdem soll noch ein Berg-Gegen-schreiber angestellt werden, welcher ebenfalls beauftragt ist, die Uebertragungsurkunden aufzuzeichnen, die unter den Berg-

gegenschreiber) qui sera aussi chargé de confectionner les actes de mutation entre les exploitants, tels que les ventes, partages, donations, transferts et les successions d'actions de mines. Il tiendra registre de tous les actes de ce genre, comme contrôle de ceux tenus à cet égard par le syndic des mines, mentionné ci-dessus. Dans chacun de ces cas, sa signature fera foi comme celle des notaires dans les actes civils ordinaires.

ART. 24. Dans chaque division, il y aura plusieurs ingénieurs en chef chargés, pour toute ou une partie de son étendue, de fonctions particulières: un ou plusieurs pour la direction spéciale des mines (*Ober-Bergmeister*); un pour la direction des bocards et laveries (*Ober-Puchmeister*), lorsqu'il y aura lieu; un ou plusieurs pour la direction des usines d'un même genre (*Ober-Hüttenmeister*, *Ober-Hütteninspector*, *Hüttenreiter*, *Oberfactor*, *Salz-Director*, etc.); un pour la direction des opérations de géométrie souterraine (*Ober-Markscheider*); un pour la direction des machines et constructions (*Maschinen-Director*, *Ober-Kunstmeister*); un pour la direction des essais docimastiques (*Ober-Bergprobirer*).

Chacun de ces ingénieurs en chef, ou des ingénieurs chargés d'en remplir les fonctions, aura sous ses ordres un certain nombre d'ingénieurs chargés du service courant sur les divers établissements (*Bergmeister*, *Obereinfahrer*, *Bergvoigt*, *Markscheider*, *Bergprobirer*, *Kunstmeister*, *Obergeschwornen*, *Hüttenmeister*, *Hüttenschreiber*, *Hüt-*

bauenden vorkommen, als Kauf, Theilungen, Schenkungen, Abtretungen, und die Vererbungen der Porphtheile. Er wird ein genaues Buch über die Verhandlungen dieser Art führen, das zur Controlle desjenigen dienen soll, welches der oben erwähnte Berg-Syndicus zu führen angewiesen ist.

In jedem dieser Fälle soll des Berg-Gegenschreibers Unterschrift eben so Glauben verdienen, als die der Notarien bei den gewöhnlichen bürgerlichen Verhandlungen.

Art. 24. In jeder Division sollen nach Erfordern mehrere Ober-Bergingenieurs, entweder für den ganzen Umfang, oder einzelne Abtheilungen derselben, zu besondern Dienstverrichtungen angestellt werden; einer oder mehrere, unter der Benennung Ober-Bergmeister, zur besondern Direction des eigentlichen Bergbaues; ein anderer, der Ober-Puchmeister, für die besondere Leitung der Puch- und Waschwerke oder der Aufbereitungs-Anstalten; einer oder, wenn es nöthig ist, mehrere für die Leitung der Hütten, und verschiedenen Zugutmachungsanstalten einer und derselben Art, und es sollen solche nach Verschiedenheit der Umstände und Ortsbeschaffenheiten den Namen: Ober-Hüttenmeister, Ober-Hütteninspector, Hüttenreiter, Oberfactor, Salz-Director u. s. w. führen. Ein anderer, der Ober-Markscheider, wird die Verrichtungen der Markscheider leiten, und wieder ein anderer, nämlich der Maschinen-Director oder Ober-Kunstmeister, dem Maschinen- und Baumwesen, und der Ober-Bergprobirer dem Probiren des Gehalts der Erze vorstehen.

Jedem dieser Ober-Bergingenieurs oder der Berg-Ingenieurs, die ihre Stelle versehen, sollen mehrere Berg-Ingenieurs, welche dem auf den Werken umgehenden Betriebe vorgesetzt sind, unter dem nach ihren Verrichtungen verschiedenen Namen von Bergmeister, Ober-Einfahrer, Bergvoigte, Markscheider, Bergprobirer, Kunstmeister, Obergeschwornen

tenvoigt, Salzinspector, etc.), et un certain nombre de sous-ingénieurs subordonnés immédiatement à ces derniers (*Geschworne, Ober-Puchsteiger, Hüttenwächter, Markscheider-Gehülfe, Gradirmeister, etc.*

Ces ingénieurs en chef, ingénieurs et sous-ingénieurs, seront appelés, chacun en ce qui le concerne, aux visites générales des mines (*Generalbefahrung*) que le chef divisionnaire fera toutes les fois qu'il le jugera nécessaire.

Plusieurs des fonctions mentionnées ci-dessus, lorsqu'elles seront compatibles entre elles, seront confiées à une même personne dans les établissements où les circonstances le permettront. Un ingénieur en chef devra, autant que possible, exercer en même temps les fonctions d'ingénieur dans le lieu de sa résidence; il en sera de même des ingénieurs par rapport aux fonctions de sous-ingénieurs.

ART. 25. Il y aura deux classes d'ingénieurs en chef, deux classes d'ingénieurs, deux classes de sous-ingénieurs, trois classes de sous-officiers, et plusieurs classes d'ouvriers.

Un règlement particulier de la direction-générale, soumis à l'approbation du Ministre des finances, rangera, d'après les propositions qui seront faites par les chefs divisionnaires, tous les officiers et employés nécessaires au service des mines, usines et salines dans ces diverses classes, d'après la nature, l'importance, la dénomination spéciale et l'étendue de leurs fonctions actuelles, en même temps qu'il déterminera le mode d'avancement.

ART. 26. Les officiers ou employés des mines, usines et salines ne correspondront, en affaires de service, que dans l'ordre hiérarchique avec leur

nen, Hüttenmeister, Hüttenreiber, Hüttenvögte, Salz-Inspectoren u. s. w. untergeordnet seyn. Unter den unmittelbaren Befehlen dieser letztern stehen wieder mehrere Unter-Ingenieurs, als die Geschwornen, Ober-Puchsteiger, Hüttenwächter, Markscheider-Gehülfen, Gradirmeister u. s. w.

Die erwähnten Ober-Berg-, Berg- und Unter-Ingenieurs nehmen, ein jeder so weit es sein Fach betrifft, an den Generalbefahrungen Theil, welche der Berghauptmann so oft anordnen wird, als ihm solche erforderlich scheinen.

Auf den Werken, wo die Umstände es zulassen, sollen mehrere der erwähnten Geschäfte, in so weit solche mit einander verträglich sind, durch eine Person versehen werden. Ein Ober-Bergingenieur muß, wo es möglich ist, zugleich die Geschäfte des Berg-Ingenieur in seinem Wohnorte versehen; eben so der Berg-Ingenieur die des Unter-Ingenieur.

Art. 25. Es sollen zwei Classen von Ober-Bergingenieurs, zwei Classen von Berg-Ingenieurs, zwei Classen von Unter-Ingenieurs, drei Classen der Unterofficianten, und mehrere Classen von Arbeitern seyn.

Ein besonderes, von Unserem Finanzminister genehmigtes, Reglement der General-Direction wird, in Gemäßheit der von den Berghauptleuten gemachten Vorschläge, alle obern und untern Bergofficianten und das ganze bei den Berg-, Hütten- und Salzwerken angestellte Personale, unter Berücksichtigung der Natur, Wichtigkeit und Ausdehnung ihrer jetzigen Dienstverrichtungen, und der besondern Benennungen, die damit verbunden sind, genau in eine jede dieser Classen eintheilen. Eben dieses Reglement soll auch die Art der weitem Dienstbeförderung bestimmen.

Art. 26. Die Ober- oder Unter-Bergofficianten und alle bei den Berg-, Hütten- und Salzwerken Angestellten sollen in Dienstangelegenheiten nur mit dem ihnen nach der Stufenfolge des Dienstes unmittelbar Vorgesetzten cor-

chef immédiat, à moins d'un ordre ou d'une permission supérieure.

ART. 27. Les officiers de santé, médecins, chirurgiens qui existent sur les divers établissements de mines, usines et salines, sont maintenus dans leurs fonctions et dans leurs droits respectifs.

ART. 28. Le directeur-général rédigera et présentera à l'approbation de notre Ministre des finances une instruction pour le service des mines en général, où les fonctions et les devoirs de chacun des officiers, sous-officiers et employés des mines, usines et salines seront détaillés. Elle sera modifiée, d'après les propositions des chefs divisionnaires, à raison de chaque division et des établissements qui s'y trouvent.

Elle déterminera, d'une manière précise, les obligations diverses qui, d'après la nature des établissements, leur étendue et leur distance, seront attachées, dans chaque division respective, à la tenue, à la représentation et au contrôle des registres, à la répartition et à l'emploi des fonds nécessaires au service courant, à la comparaison et à la révision des comptes, à la direction spéciale des mines, bocards et usines de différents genres, à la direction des bâtiments et des salines, à la direction et à la continuation journalière des opérations de géométrie souterraine, à la construction et à l'entretien des machines et bâtiments, enfin à l'exécution, à la comparaison et à l'enregistrement des essais docimastiques qui servent de base aux travaux en grand, et au maintien des droits respectifs du Souverain et des actionnaires.

ART. 29. Chacun des officiers supérieurs des mines aura près de lui, pour le seconder journellement dans ses travaux, le nombre d'officiers ou d'employés d'un grade inférieur, qui sera jugé nécessaire à son service.

respondiren; es sey denn, daß ein Befehl oder eine Erlaubniß der Obern das Gegentheil zulässig mache.

Art. 27. Alle Gesundheitsbeamten, Aerzte und Wundärzte, welche auf den verschiedenen Werken angestellt sind, werden in ihren Dienstverrichtungen und Befugnissen bestätigt.

Art. 28. Der General-Director soll eine allgemeine Instruction für den Dienstgang in Berg-, Hütten- und Salz-Sachen entwerfen, und Unserem Finanzminister zur Genehmigung vorlegen. Die Geschäfte und Dienstbefugnisse eines jeden Ober- und Unter-Officianten und aller in diesem Fache Angestellten sind darin genau anzugeben. Sie soll zugleich die entweder für die ganze Division, oder für einzelne Werke, nach den Vorschlägen der Berghauptleute, nöthigen Verschiedenheiten enthalten.

Es muß darin genau bestimmt werden, was für besondere Pflichten ein Jeder nach der verschiedenen Art der Werke, ihrer Ausdehnung und Entfernung in jeder der respectiven Divisionen zu beobachten hat, und zwar sowohl in Rücksicht des Buchhaltens, der Vorlegung und Controlle der Bücher, als bei der Theilung und Verwendung der Betriebsgelder, bei der Vergleichung und Abnahme der Rechnungen, bei der Direction des eigentlichen Bergbaues, der Hochwerke, der verschiedenartigen Hütten, der Salz- und Gradirwerke, bei der Leitung und täglichen Ausführung der Marktscheider-Züge, bei dem Baue und der Unterhaltung der Maschinen und Gebäude, bei dem Probiren, Gegenprobiren und dem Aufzeichnen der Erzproben, welche den Arbeiten im Großen zur Grundlage und zur Bestimmung dessen dienen, was dem Landesherrn, oder den Gewerkschaften, zukommt.

Art. 29. Jedem Bergofficianten eines höhern Grades sollen als tägliche Gehülffen in den vorfallenden Arbeiten so viele Unter-Bergofficianten und Angestellte beigegeben werden, als in Hinsicht der ihm obliegenden Dienstverrichtungen für nöthig erachtet werden.

ART. 30. Les sous-officiers des mines, usines et salines, tels qu'employés des comptabilités en nature et en deniers (*Zehntschreiber, Revisionsschreiber*), contrôleurs, payeurs des ouvriers, représentants des actionnaires (*Schichtmeister*), chefs et sous-chefs d'ateliers de mines, bocards et conduits d'eau (*Steiger, Puchsteiger, Grabensteiger, Untersteiger*), maîtres fondeurs ou affineurs (*Oberschmelzer, Gaarmacher, Silberabtreiber, Silber- ou Feinbrenner, Frischmeister, Zainschmidtmeister*), chefs de graduation et de cuite dans les salines (*Obermeister, Werkmeister*), chefs machinistes (*Kunststeiger etc.*), seront pris, autant que possible, parmi les ouvriers les plus recommandables, ou parmi les aspirans surnuméraires. Ils recevront leur salaire aux époques fixées pour le paiement des ouvriers; ils pourront parvenir aux grades supérieurs par leurs talents et leur bonne conduite.

ART. 31. Comme la comptabilité des mines, usines et salines diffère essentiellement, et d'après la nature des divers établissements, de celle de toutes les autres branches du revenu public, elle aura sa forme particulière jusqu'au versement du produit net dans les caisses des receveurs-généraux, point auquel elle rentrera dans la comptabilité générale du Royaume, ainsi qu'il sera réglé ci-après.

ART. 32. Chaque établissement aura sa caisse particulière pour les besoins du service courant, son caissier, son teneur de livres et son payeur; partout où les circonstances locales le permettront, ces fonc-

Art. 30. Die Berg-, Hütten- und Salzwerks-Unters-officianten, nämlich die bei dem Material- und Selbrechnungs- und Rechnungswesen angestellten Zehnt- oder Revisions-schreiber, die Controleurs, die Zahlmeister für die Arbeiter, die Gewerkschaften vertretenden Schichtmeister, die dem Betriebe auf den Werken unmittelbar vorstehenden Steiger, Puchsteiger, Grabensteiger, Untersteiger, die Oberschmelzer, Gaarmacher, Silberabtreiber, Silber- oder Feinbrenner, Frischmeister, Zainschmidtmeister und die, die Gradirung und das Kochen des Salzes auf den Salzwerken besorgenden, Gradirmeister, Obermeister, Werkmeister, so wie die, die Aufsicht über die Maschinen führenden, Kunststeiger u. s. w. sollen, so viel möglich ist, aus den tauglichsten Arbeitern oder aus den überzähligen Aspiranten genommen werden. Sie sollen ihren Gehalt an denselben Tagen, wie die Arbeiter, erhalten, und können, wenn sie solches durch ihre Talente und gute Ausführung verdienen, zu höhern Dienstgraden befördert werden.

Art. 31. Da das Rechnungswesen der Berg-, Hütten- und Salzwerke im Allgemeinen und nach den unterschiedenen Gegenständen des Betriebs sehr wesentlich von dem verschieden ist, welches bei den übrigen Zweigen der öffentlichen Einkünfte Statt findet, so soll es auch, und zwar bis zu dem Punkte der Ablieferung des reinen Ertrags oder der sogenannten Ausbeute in die Cassen der Ober-Einnehmer der Districte, seinen abweichenden besondern Gang haben, alsdann aber, so wie es nachher noch näher vorgeschrieben werden soll, völlig den allgemeinen Vorschriften für das Rechnungswesen des Königreichs gemäß behandelt werden.

Art. 32. Jedes Werk soll seine besondere Cassé für die Betriebsgelder, seinen Cassirer, seinen Buchhalter und seinen Zahlmeister haben. Wo es aber die Umstände erlauben, sollen diese Geschäfte entweder einer und der nämlichen Pers-

tions seront confiées, soit à la même personne, soit à des officiers ou employés chargés en outre d'un autre service; aucune recette n'aura lieu de la part d'une telle caisse, sans le visa de l'ingénieur en chef chargé de la direction spéciale de l'établissement; aucune dépense n'aura lieu sans son ordre.

L'état de toute caisse d'établissement sera constaté par l'ingénieur en chef tous les mois, et par le chef divisionnaire, toutes les fois qu'il le jugera convenable.

ART. 33. Les factoreries mentionnées en l'art. 12, seront établies, chacune dans sa division respective, dans le lieu le plus convenable, tant pour l'achat et la recette, que pour l'expédition ultérieure des produits des mines et usines. Ces marchandises seront livrées régulièrement, par les officiers des usines, à la factorerie ou à ses délégués, et dirigées par elle sur des magasins situés dans les principales places de commerce, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

La garde et la direction des magasins, ainsi que la circulation et le débit des marchandises, seront confiées, suivant l'exigence des cas, soit à des facteurs, soit à des négocians solides agréés par notre Ministre des finances.

ART. 34. Dans chaque division la factorerie sera soumise à la direction immédiate du chef divisionnaire, au contrôle du directeur de comptabilité établi pour la division par l'article 21, et à celui du contrôleur résidant à Cassel.

ART. 35. Une factorerie sera composée d'un ou de plusieurs commissaires à la vente des produits minéraux (*Berghandlungs-Commissair*), d'un teneur de

son oder zum Theil solchen Officianten, die noch andere Verrichtungen haben, mit aufgetragen werden.

Bei einer solchen Casse darf keine Einnahme, ohne durch die Unterschrift des Ober-Bergingenieur, der dem Werke vorsteht, bescheinigt zu seyn, und keine Ausgabe anders, als auf dessen Befehl, Statt finden.

Der Zustand der Cassen eines jeden Werks soll von dem Ober-Bergingenieur alle Monate, und von dem Berghauptmann, so oft es ihm zweckmäßig scheint, untersucht werden.

Art. 33. Die in dem 12ten Artikel erwähnten Berghandlungen sollen in jeder Division an demjenigen Orte errichtet werden, welcher zum Kaufe, Empfange und zur weitem Versendung der Berg- und Hüttenerzeugnisse am vortheilhaftesten gelegen ist.

Die Verschleißgegenstände sollen von den Hüttenofficianten an die Berghandlung oder ihre Bevollmächtigten mit möglichster Regelmäßigkeit abgeliefert werden, und diese hat sie weiter nach den Niederlagen zu befördern, welche in den Haupthandelsstädten des In- und Auslandes von ihr unterhalten werden.

Die Verwaltung dieser Niederlagen und die Aufsicht über dieselben, so wie der Umsatz und Verkauf der darin befindlichen Güter soll, nach Erfordern der Umstände, entweder eigenen Factoren oder zuverlässigen Kaufleuten, welche Unser Finanzminister dazu geeignet findet, anvertrauet werden.

Art. 34. Die Berghandlung einer jeden Division soll unter der unmittelbaren Leitung des Berghauptmanns, und in Hinsicht ihres Rechnungswesens unter der Controlle des nach dem 21sten Artikel in jeder Division angestellten Ober-Buchhalters, so wie unter der des zu Cassel angestellten Controleur, stehen.

Art. 35. Eine Berghandlung soll aus einem oder mehreren Berghandlungs-Commissarien, einem Buchhalter, einem Cassirer und, wenn es die Umstände er-

livres, d'un caissier et d'autres délégués ou facteurs (*Berghandlungsfactor*, *Oberfactor*), si les circonstances locales l'exigent.

Un règlement particulier, qui sera présenté par chacun des chefs divisionnaires pour sa division, et qui sera soumis, par le directeur-général, à l'approbation du Ministre des finances, déterminera, d'une manière précise, d'après les diverses circonstances locales et commerciales de chacune des divisions, tout ce qui concerne les devoirs et les attributions des factoreries.

ART. 36. Tout compte en nature ou en deniers relatif au service courant de chaque établissement de mine, usine et saline, sera présenté par le comptable de l'établissement, aux conseils des mines ou salines de l'arrondissement avec les pièces à l'appui, ainsi qu'il sera dit à l'article 61, pour être vérifié par le réviseur particulier de l'arrondissement qui fera ses observations (*monita*), s'il y a lieu, et qui ne pourra donner décharge au comptable dans le cas où celui-ci aura levé toute difficulté vis-à-vis de lui, que sauf ratification supérieure.

L'ingénieur en chef enverra tous les comptes ainsi revus une première fois, au chef divisionnaire qui les transmettra au réviseur général. Si le réviseur général approuve les comptes, il y mettra son visa d'après lequel le chef divisionnaire donnera tous les trois mois décharge au comptable, par sa signature, sauf la décharge définitive du Ministre des finances.

Si l'un des comptables se trouve inculpé, le chef divisionnaire prendra sur-le-champ, à son égard, les mesures qu'il jugera nécessaires, à la charge d'en référer de suite au directeur-général.

La révision des comptes des factoreries sera opérée

heischen, noch aus andern mit besondern Aufträgen versehenen Berghandlungs- oder Ober-Factoren bestehen.

Ein besonderes Reglement, welches jeder Berghauptmann für seine Division entwerfen, und dem General-Director übergeben, dieser aber Unserem Finanzminister zur Genehmigung vorlegen wird, soll ganz genau nach der Verschiedenheit der Orts-Umstände und der Handelsverhältnisse jeder Division Alles bestimmen, was die Pflichten und Obliegenheiten der Berghandlung betrifft.

Art. 36. Alle Material- und Geldrechnungen, welchen Betrieb eines Bergs, Hütten- und Salzwerks betreffen, sollen von dem Rechnungsführer des Werks dem Berge oder Salzamte des Bezirks mit allen Belegen, so wie solches der 61ste Artikel näher vorschreiben wird, zugestellt werden, damit dieselben hiernächst von dem besondern Rechnungsbrevisor des Bezirks abgenommen werden können. Dieser wird, wo es nöthig thut, Anmerkungen oder sogenannte *Monita* machen, und kann, auch wenn solche vom Rechnungsführer gehoben sind, denselben der Rechnung nicht erledigen, als nur unter dem Vorbehalte weiterer höherer Genehmigung derselben.

Der Ober-Bergingenieur soll die auf erwähnte Weise schon einmal durchgesehenen Rechnungen dem Berghauptmann zustellen, welcher sie dem Ober-Bergrevisor übergeben wird. Billigt der Ober-Bergrevisor die Rechnung und hat solches durch seine Unterschrift bezeugt, so soll der Berghauptmann auf den Grund dieser Billigung alle drei Monate den Rechnungsführer durch seine Unterschrift der Genehmigung der Rechnung, jedoch unter Vorbehalt der endlichen Erledigung derselben durch Unsern Finanzminister, versichern.

Ist einer der Rechnungsführer angeschuldigt, so muß der Berghauptmann sogleich die zweckdienlichen Maaßregeln in Rücksicht seiner ergreifen und dann sogleich dem General-Director darüber berichten.

Die Abnahme der Berghandlungsrechnungen wird auf
Bulletin. Tome III.

de la même manière dans chaque division respective par le chef divisionnaire qui en référera au directeur-général; celui-ci en référera, s'il croit devoir la refuser, au Ministre des finances.

Les comptes des factoreries et ceux du service courant des établissements, devront tous être dressés de manière à pouvoir se servir réciproquement de contrôle.

Des extraits certifiés de tous les comptes reçus et approuvés, tant de ceux du service courant des établissements, que de ceux de la factorerie et de ses agents, seront expédiés exactement par le directeur de comptabilité de chaque division, au contrôleur résidant à Cassel; celui-ci les examinera et les comparera de nouveau, tant entre eux qu'avec les budgets; il en fera son rapport au conseil supérieur des mines, lors de sa session annuelle.

Le conseil supérieur des mines, par l'avis qu'il donnera ensuite de ce rapport, mettra le Ministre des finances à même de donner ou de refuser décharge définitive à chacun des chefs divisionnaires (1).

ART. 37. La marche de comptabilité prescrite ci-dessus s'appliquera de même à l'administration des magasins de subsistance, établis pour les ouvriers sous le nom de *Berg-Kornmagazin*, et à celle des comptabilités particulières, dites caisses de secours pour l'exploitation (*Bergbaucasse*), caisse de bienfaisance pour les ouvriers, pour les veuves et leurs enfants (*Knappschaftscasse*, *Hüttenbüchse*, *Büchsen-casse*), caisse des ouvriers nécessiteux (*Bergarmencasse*, *Armenkuxcasse*).

Les secours à accorder des magasins de subsistances

(1) Le décret du 4 août 1810, qui crée une chambre des comptes pour le royaume veut, titre IV, que la décharge définitive des comptables soit donnée par elle.

dieselbe Art in jeder Division von dem Berghauptmanne besorgt, und dem General-Director darüber berichtet, welcher seiner Seits wieder dem Finanzminister darüber Bericht erstattet.

Die Berghandlungsrechnungen und die Betriebsrechnungen der Werke müssen so gestellt werden, daß sie sich wechselseitig zu einer übersichtlichen Controlle dienen.

Beglaubigte Auszüge aus allen eingegangenen und für erledigt erklärten Rechnungen sowohl über den Betrieb der Werke, als von der Berghandlung und ihren Agenten, sollen von dem Rechnungsdirector in jeder Division dem zu Cassel angestellten Controleur genau zur bestimmten Zeit zugefertigt werden. Dieser soll solche nochmals prüfen, und sowohl unter sich als mit den Haushaltsplanen vergleichen; wie auch Bericht darüber an das Ober-Bergamt bei seiner jährlichen Zusammenkunft abstaten.

Das Ober-Bergamt wird durch sein zufolge dieses Berichtes zu gebendes Gutachten unsern Finanzminister in den Stand setzen, einem jeden der Berghauptleute die endliche Erledigung entweder zu ertheilen oder zu verweigern (1).

Art. 37. Eben dieser vorgeschriebene Gang der Rechnungsabnahme soll bei der Verwaltung der Berg-Kornmagazine, die zum Unterhalte der Arbeiter bestimmt sind, Statt finden; desgleichen bei den besondern Rechnungen, sowohl der sogenannten Bergbau-casse, woraus die Hülfsgeelder für den Bergbau fließen, als der Knappschaftscassen, Hüttenbüchsen, Büchsen-cassen, die zur Unterstützung der Arbeiter, ihrer Wittwen und Kinder dienen, und der Bergarmencasse oder Armenkuxcasse, deren Betrag für die arm gewordenen Bergleute bestimmt ist.

Aus den Berg-Kornmagazinen sollen nur Bergleute und

(1) Das Decret vom 4ten August 1810, wodurch eine Ober-Rechnungskammer für das Königreich errichtet wird, verordnet im 14ten Titel, daß durch dieselbe die endliche Erledigung jener Rechnungen geschehe.

ne seront donnés qu'aux mineurs et ouvriers, et sur les établissements où ils ont été d'usage jusqu'à présent.

L'administration des magasins sera tenue de se pourvoir des grains nécessaires par des marchés de gré à gré, et l'excédant de ces dépenses sera porté sur le budget de la division.

Les secours en grains pourront également être accordés aux fonctionnaires placés sur les établissements; mais au prix des mercuriales voisines.

ART. 38. La coupe des bois affectés aux mines, usines et salines par leurs titres ou par d'anciennes ordonnances, sera dirigée par notre administration forestière; elle se concertera, sous l'approbation de notre Ministre des finances, par rapport à la quantité et à la qualité du bois dont on aura annuellement besoin pour les ateliers et magasins des mines et usines de chaque endroit, ainsi que par rapport au prix et aux moyens pécuniaires de reproduction, avec la direction-générale des mines, usines et salines.

Le soin de la conversion des bois en charbons restera à l'administration des mines. Nos agents forestiers ne veilleront que sur la coupe et la sûreté des bois, et sur les dégâts que les voituriers et charbonniers pourraient causer.

TITRE III.

De la responsabilité et des obligations générales des officiers et employés des mines, usines et salines.

ART. 39. Tout officier et employé des mines, usines et salines est responsable de la moindre négligence

Arbeiter Unterstützung erhalten, und dieß nur auf den Werken, wo diese Unterstützung bisher schon Statt fand.

Die Magazin-Verwaltung soll den Getreidebedarf durch ungezwungenen Kauf anschaffen, und die dadurch entstehende Mehrausgabe in den Haushaltsplan der Division aufgenommen werden.

Die auf den Werken angestellten Berg-Officianten können auch aus diesen Berg-Kornmagazinen mit ihrem Getreidebedarf versehen werden, aber bloß gegen die jedesmaligen Marktpreise der nächsten Orte.

Art. 38. Der Holzhieb in den Holzungen, die den Berg-, Hütten- und Salzwerken gehören, oder ihnen durch alte Verordnungen zugelegt sind, soll von Unserer General-Forst-Verwaltung geleitet werden.

Diese wird sich unter der Genehmigung Unseres Finanzministers mit der General-Direction der Berg-, Hütten- und Salzwerke darüber vereinigen, wie viel Holz, und von welcher Art man in jedem Jahre für den Betrieb der Werke, und zur Unterhaltung der Holzmagazine der Berg- und Hüttenwerke einer jeden Berg- und Hüttengegend bedarf, — auch wegen der Holzpreise und den Geldmitteln zum Wiederanbaue des Holzes mit derselben die nöthigen Verabredungen treffen.

Die Vereitung des Holzes zu Kohlen bleibt jedoch Unserer Berg- und Hütten-Verwaltung überlassen. Unsere Forst-Officianten sollen nur auf die Führung des Hiebs und die Sicherheit des Holzes Acht haben, so wie auf den Schaden, welchen etwa die Köhler und Fuhrleute anrichten.

Dritter Titel.

Von der Verantwortlichkeit und den allgemeinen Pflichten der Berg-, Hütten- und Salz-Officianten.

Art. 39. Jeder Berg-, Hütten- und Salzwerks-Officiant und Angestellter ist wegen der geringsten Vernachlässigung

ou transgression de ses devoirs; il est responsable, non seulement du moindre abus de confiance qui aurait lieu de sa part, mais même de toute infidélité qui aurait été commise par ses subordonnés, sans qu'il eût fait sur-le-champ les informations et poursuites nécessaires à cet égard.

ART. 40. Tout officier des mines, usines et salines, doit constamment, et surtout dans les occasions où quelque danger menace l'existence physique des établissements ou des ouvriers, donner à ses subordonnés l'exemple du courage et de l'activité, en même temps que les diriger avec prudence.

ART. 41. Aucun officier ou employé ne pourra s'absenter de son poste sans une permission spéciale. Un voyage à l'extérieur du Royaume ne pourra être autorisé que par le Ministre. Quant aux permissions de s'absenter à l'intérieur, elles seront accordées aux officiers faisant partie du conseil supérieur des mines par le directeur-général, qui en référera au Ministre, si la permission excède un mois; et dans chaque division, le chef divisionnaire pourra seul permettre à ses subordonnés de s'absenter pendant un mois, à la charge par lui d'en informer de suite le directeur-général qui, tous les trois mois, présentera au Ministre la liste des permissions accordées.

ART. 42. Aucun ouvrier des mines, usines et salines ne pourra se marier sans avoir obtenu, par l'intermédiaire de ses chefs, l'agrément du chef divisionnaire.

TITRE IV.

De la nomination aux emplois, de l'incompatibilité et de la révocation.

ART. 43. Tous les officiers, employés et ouvriers des mines, usines, salines et de nos établissements

figung oder Uebertretung seiner Pflichten verantwortlich, und zwar nicht nur wegen des kleinsten eigenen Mißbrauchs des in ihn gesetzten Zutrauens, sondern auch wegen jeder Untreue seiner Untergebenen, wenn er nicht sogleich die in dieser Hinsicht nöthigen Untersuchungen und Verfolgungen vor Gericht vorgenommen hat.

Art. 40. Jeder Bergz., Hütten- und Salzofficiant muß stets und insonderheit in allen solchen Fällen, wo die physische Existenz der Werke oder das Leben der Arbeiter in Gefahr ist, seinen Untergebenen durch seinen Muth und seine Thätigkeit zum Muster dienen, und sie zugleich mit Klugheit leiten.

Art. 41. Kein Officiant oder Angestellter darf sich ohne besondere Erlaubniß von seinem Posten entfernen. Zu einer Reise außer dem Königreiche soll diese Erlaubniß nur der Minister ertheilen können.

Den Urlaub zu Reisen ins Innere des Königreichs soll für die Mitglieder des Ober-Bergraths der General-Director ertheilen, solches aber dem Minister anzeigen, wenn die Dauer einen Monat übersteigt. In den Divisionen kann der Berghauptmann auf einen Monat ohne Anfrage Urlaub ertheilen, doch muß er solches jedesmal dem General-Director anzeigen, welcher seiner Seits dem Minister alle drei Monate eine Liste der ertheilten Urlaube vorlegen muß.

Art. 42. Kein Bergz., Hütten- und Salzwerks-Arbeiter darf heirathen, ohne zuvor, auf Verwendung seines Vorgesetzten, die Zustimmung des Berghauptmanns erhalten zu haben.

Vierter Titel.

Von der Ernennung zu den Stellen, deren Unverträglichkeit mit andern Geschäften, und der Dienst-Entsetzung.

Art. 43. Alle in diesem Titel erwähnten Officianten, Angestellten und Arbeiter bei den Bergz., Hütten-, Salz-

minéralurgiques mentionnés dans le présent titre, formeront un corps qui portera le nom de *Corps royal des mines et usines*.

ART. 44. Les officiers des mines, usines et salines seront, jusques et compris le grade d'ingénieur, nommés par nous, sur la proposition du Ministre des finances, motivée sur le travail préparatoire du directeur-général et du chef divisionnaire, dans la division duquel la nomination aura lieu.

ART. 45. Les sous-ingénieurs seront nommés par le Ministre des finances, sur la proposition du directeur-général, motivée sur le travail préparatoire du chef divisionnaire que concerne la nomination.

ART. 46. Les sous-officiers seront nommés dans chaque division par le chef divisionnaire, sous l'approbation du directeur-général.

ART. 47. Les employés et ouvriers seront choisis et classés par les ingénieurs en chef qui les mettront en activité, sous l'approbation du chef divisionnaire.

ART. 48. Les officiers, sous-officiers et ouvriers des mines, usines et salines, à employer dans la nouvelle organisation, seront choisis parmi ceux actuellement existants, et, autant que possible, dans les grades correspondants, ainsi qu'il a été prescrit par l'art. 24, sauf les exceptions que nous jugerons nécessaires.

ART. 49. Si, par suite de la nouvelle organisation, une réduction dans le nombre des employés devenait nécessaire, ceux qui se trouveraient supprimés auront, toutes choses égales d'ailleurs, la préférence sur de nouveaux employés, pour les premières places vacantes.

ART. 50. A l'avenir, nul officier qui ne sortira pas de la classe des sous-officiers, ainsi qu'il a été dit art. 30, ne pourra être placé dans les mines,

und mineralurgischen Werken, sollen ein Corps, unter dem Namen: Königlichcs Berg- und Hütten- Corps, bilden.

Art. 44. Die Berg-, Hütten- und Salzwerks-Officianten sollen bis und mit Inbegriff der Bergingenieurs von Uns selbst ernannt werden. Unser Minister der Finanzen wird Uns die desfalligen, auf die vorgängigen Anträge des General-Directors und des Berghauptmanns der Division gegründeten, Vorschläge machen.

Art. 45. Die Unter-Ingenieurs soll der Finanzminister auf den, zufolge des Berichts des Berghauptmanns der Division, gemachten Vorschlag des General-Directors ernennen.

Art. 46. Die Unter-Officianten soll der Berghauptmann in seiner Division, unter Genehmigung des General-Directors, ernennen.

Art. 47. Die Angestellten und Arbeiter sollen von den Ober-Bergingenieurs, in deren Wirkungskreise sie gebraucht werden, unter Genehmigung des Berghauptmanns ausgesucht, und in die verschiedenen Classen eingetheilt werden.

Art. 48. Die Ober- und Unter-Officianten, so wie die Arbeiter der Berg-, Hütten- und Salzwerke, die bei der neuen Einrichtung angestellt werden, sollen unter denen, welche jetzt da sind, und möglichst in Gemäßheit ihres bisherigen Grades, zufolge der Bestimmungen des 24ten Artikels ausgewählt werden, doch behalten Wir Uns vor, die Uns dienlich scheinenden Ausnahmen zu machen.

Art. 49. Sollte als Folge der neuen Einrichtung eine Verminderung in der Zahl der Angestellten Statt finden, so sollen, unter übrigens gleichen Umständen, die Nichtbefördernten bei künftigen Dienstanstellungen den Vorzug vor allen Neuangestellten haben.

Art. 50. Künftig soll Niemand, es sey denn nach den Bestimmungen des 30ten Artikels, aus der Classe der Unter-Officianten, als Berg-, Hütten- oder Salzwerks-Offi-

usines et salines, s'il n'appartient au corps royal, comme élève, et s'il n'a lui-même exercé comme tel, d'après ce qui sera réglé ultérieurement par l'organisation de l'instruction, les différentes fonctions pratiques des classes inférieures, pendant trois ans au moins, et dans deux des trois divisions.

ART. 51. L'admissibilité des candidats, sous le rapport des connaissances nécessaires, sera constatée par un examen; les officiers des mines, qui y procéderont dans chaque division, devront être au moins au nombre de trois, et seront désignés par le directeur-général des mines et usines.

ART. 52. L'avancement aura lieu de grade en grade; les connaissances constatées, l'exactitude et la bonne conduite y donneront généralement droit.

Les ouvriers parviendront aux grades de chefs d'ateliers et de sous-officiers, d'une manière analogue à ce qui a été prescrit article 30, concernant l'avancement des sous-officiers.

ART. 53. Nous nous réservons cependant de faire des exceptions aux règles prescrites dans les articles précédents en faveur de ceux qui, soit par leurs talents distingués, soit par leurs connaissances ou par l'exactitude de leur service dans les établissements particuliers, se seront rendus dignes de notre attention particulière.

ART. 54. De même, chacun des chefs divisionnaires pourra, sous l'approbation du directeur-général, admettre à travailler sous les ordres des ingénieurs de différents grades, comme surnuméraires sans traitement, quelques jeunes gens qui, sans avoir suivi le cours d'instruction qui sera prescrit ultérieurement, auront fait preuve de connaissances élémentaires dans l'examen prescrit par l'article 51, afin qu'ils puissent s'instruire ultérieurement dans

ciant angestellt werden, wenn er nicht als Jögling bei dem königlichen Berg- und Hütten-Corps steht, und in dieser Eigenschaft nach den nähern Bestimmungen, welche in Rücksicht des Unterrichts Statt finden werden, die verschiedenen practischen Geschäfte der niedern Classen während wenigstens drei Jahren und in zwei verschiedenen Divisionen selbst verrichtet hat.

Art. 51. Die Zulässigkeit der Candidaten, in Hinsicht der erforderlichen Kenntnisse, soll durch eine Prüfung entschieden werden. Diese Prüfung muß in jeder Division vor wenigstens drei Berg- und Hütten-Officianten vorgenommen werden, und der General-Director diese benannt haben.

Art. 52. Die Beförderung soll von Grad zu Grad Statt finden. Erprobte Kenntnisse, Genauigkeit im Dienste und gute Aufführung werden allgemein dazu berechtigen.

Die Beförderung der Arbeiter zu den, dem Betriebe unmittelbar vorgesetzten, Posten der Steiger und Unter-Officianten wird auf ähnliche Art Statt finden, als nach dem 30sten Artikel die weitere Beförderung der Unter-Officianten.

Art. 53. Doch behalten Wir Uns vor, Ausnahmen von den Vorschriften der vorhergehenden Artikel zu Gunsten derer zu machen, welche entweder durch ausgezeichnete Talente, erprobte Kenntnisse und durch auf Privatpersonen zuständigen, Werken bewiesene Genauigkeit im Dienste sich Unserer besondern Aufmerksamkeit würdig gemacht haben.

Art. 54. Auch soll es jedem Berghauptmanne gestattet seyn, mit Genehmigung des General-Directors, unter der Aufsicht der Ingenieurs aller Grade junge Leute als Ueberschüssige ohne Besoldung arbeiten zu lassen, welche, obgleich sie dem noch näher vorzuschreibenden Gange des Unterrichts nicht gefolgt sind, doch durch die im 51sten Artikel vorgeschriebene Prüfung bewiesen haben, daß sie die Elementar-Kenntnisse besitzen, -- damit dieselben ihre Kenntnisse in diesem Fache in der Art zu erweitern im Stande

cette partie, et avancer ainsi qu'il a été dit article 30.

ART. 55. Pour les emplois d'ouvriers, la préférence sera donnée, toute chose égale d'ailleurs, aux fils des ouvriers les plus recommandables, quand ils auront travaillé, dès leur bas âge, dans les bocards ou les salines. Ils ne pourront être admis dans les ateliers avant l'âge de dix ans, pour les bocards, et de quatorze ans, pour les mines et salines; ils devront être bien constitués, agréés comme tels par l'officier de santé des établissements respectifs, savoir lire et écrire, et connaître les premiers éléments du calcul. Les enfants ainsi admis (*Puchjungen, Grubenjungen, Salzsiederjungen, etc.*) porteront l'habit de mineur.

ART. 56. Nul agent de l'administration des mines, usines et salines, ne pourra exercer d'autres fonctions publiques ou administratives que celles attribuées à son grade, sans l'autorisation du directeur-général, qui en référera au Ministre des finances.

ART. 57. Tout commerce à son profit, de matériaux ou de produits des mines, usines et salines, toute entreprise à son propre compte de fourniture ou de transport des objets relatifs à l'activité de ces établissements, enfin toute opération mercantile personnelle, est sévèrement défendue à tout officier, employé et ouvrier du corps royal des mines, usines et salines, sous quelque prétexte et sous quelque nom que l'opération puisse avoir lieu.

Les officiers ne pourront posséder des actions des mines et usines, que moyennant une permission spéciale du Ministre des finances.

ART. 58. Si la mauvaise conduite d'un employé

sind, daß sie nach dem, was im 30sten Artikel vor geschrieben ist, auf Beförderung Anspruch machen können.

Art. 55. Zu Arbeitern sollen bei übrigen gleichem Umständen die Söhne der rechtschaffensten Arbeiter genommen werden, wenn solche von Jugend auf in den Poch- oder Salzwerken gearbeitet haben.

In den Pochwerken sollen diese Knaben nicht vor dem 10ten und in den Berg- und Salzwerken nicht vor dem 14ten Jahre zugelassen werden; sie müssen von gesunder Leibesbeschaffenheit seyn, welches von den auf den Werken angestellten Gesundheitsbeamten bescheinigt werden muß, lesen und schreiben können, und die Anfangsgründe des Rechnens verstehen. Die in der Art aufgenommenen Puchjungen, Grubenjungen, Salzsiederjungen u. s. w. sollen die Kleidung der Bergleute tragen.

Art. 56. Keim bei der Berg-, Hütten- und Salzwerks-Verwaltung Angestellter kann andere öffentliche oder administrative Geschäfte versehen, als die mit seiner Stelle verbundenen, es sey denn mit Erlaubniß des General-Directors, welcher darüber dem Finanzminister Bericht zu erstatten hat.

Art. 57. Jeder Handel zu eigenem Nutzen mit Bergwerks-Materialien oder Erzeugnissen der Berg-, Hütten- und Salzwerke; jede Unternehmung für eigene Rechnung von einer Lieferung oder dem Transporte solcher Gegenstände, die zum Betriebe der Werke dieser Art nöthig sind; endlich jede persönliche Handelsunternehmung, unter welchem Vorwande oder Namen sie auch Statt finden mag, ist jedem Ober- und Unter-Offizianten, sogar allen Arbeitern, die zum königlichen Berg- und Hütten-Corps gehören, aufs strengste untersagt.

Die Berg- und Hütten-Offizianten dürfen nur dann Berg- und Hütten-Akten besitzen, wenn ihnen Unser Finanzminister dazu besondere Erlaubniß erteilt hat.

Art. 58. Wenn die üble Ausführung eines Bergs,

des mines, usines et salines rend nécessaire de sévir contre lui. la destitution des officiers nommés par nous ne pourra être prononcée que par nous-même; la destitution des autres officiers ne pourra être prononcée que par le Ministre des finances, sur le rapport du directeur-général, et d'après l'avis motivé des chefs immédiats du coupable.

ART. 59. Lorsqu'il y aura urgence, chacun des chefs divisionnaires pourra suspendre sur-le-champ de leurs fonctions les officiers placés sous ses ordres jusqu'au grade d'ingénieur en chef exclusivement, à la charge par lui d'en informer, à l'instant même, le directeur — général, qui en référera au Ministre des finances.

Les ingénieurs en chef, ainsi que les chefs divisionnaires, pourront être suspendus par le Ministre, qui de suite en rendra compte au Roi.

TITRE V.

De la formation des divisions des mines, usines et salines, et du partage des divisions en arrondissements de conseils des mines.

ART. 60. L'étendue et les limites des trois divisions qui auront lieu, sont fixées ainsi qu'il suit:

PREMIÈRE DIVISION, ou division du Harz; résidence du chef divisionnaire, Clausthal.

Les limites de cette division seront déterminées: à l'ouest par le cours de la Werra et du Weser, depuis l'entrée de la première dans le Royaume à Treffurth, jusqu'à la sortie du second près Bodenwerder; au nord par la frontière du Royaume jusqu'à l'Ocker: à l'est par l'Ocker, en le remontant jusqu'à Vienenburg, puis par une ligne allant de Vienenburg à Appenrode, Wernigerode, Blankenburg et Thale, aux pieds des montagnes du Harz: au sud-est et au sud, par la frontière du Royaume depuis Thale jusqu'à Treffurth.

Hütten- und Salzofficianten es nöthig macht, mit Strenge gegen ihn zu verfahren, so können diejenigen, die von Uns selbst ernannt sind, auch nur von Uns ihres Dienstes entsetzt werden.

Die Entsetzung der übrigen soll von Unserem Finanzminister, auf den Bericht des General-Directors und das mit Gründen begleitete Gutachten ihrer unmittelbaren Vorgesetzten, verfügt werden können.

Art. 59. Wenn der Verzug Nachtheile haben würde, so kann der Berghauptmann sofort alle unter ihm stehenden Officianten, jedoch mit Ausnahme der Ober-Bergingenieurs, einstweilen ihrer Dienstverrichtungen entsetzen; doch soll er dann sogleich dem General-Director davon Anzeige thun, welcher seiner Seits dem Minister darüber Bericht erstatten muß.

Der Ober-Bergingenieur und die Berghauptleute können von Unserem Finanzminister einstweilen ihrer Dienstverrichtungen entsetzt werden. Derselbe soll Uns aber sofort davon Anzeige thun.

Fünfter Titel.

Von der Bildung der Berg-, Hütten- und Salzwerks-Divisionen, und von der Unterabtheilung der Divisionen in Bezirks-Bergämter.

Art. 60. Die Ausdehnung und die Grenzen der drei Divisionen, welche Statt finden sollen, werden bestimmt, wie folgt:

Die erste Division oder die Division des Harz, i. e. s. Wohnort des Berghauptmanns, Clausthal.

Die Grenzen dieser Division sollen seyn: gegen Westen, der Lauf der Werra und Weser, von dem Eintritte der ersten ins Königreich bei Treffurth, bis zum Ausgange der letzten aus demselben bei Bodenwerder; gegen Norden, die Grenzen des Königreichs bis zur Ocker; gegen Osten, die Ocker aufwärts bis Vienenburg, dann eine Linie, welche

Cette division comprendra ainsi les départements de la Leine et du Harz en entier, et une partie de ceux de l'Ocker et de la Saale.

Les établissements de cette division seront répartis en six arrondissements de conseils des mines, usines et salines.

Les chefs-lieux de ces arrondissements seront : Clausthal, Zellerfeld, Andreasberg, Goslar, Blankenburg et Carlshütte près Delligsen.

DEUXIÈME DIVISION, ou division de l'*Elbe*; résidence du chef divisionnaire, Rothenburg sur la Saale.

Les limites de cette division seront : à l'ouest, la limite est de la division précédente; et de tous les autres côtés la frontière du Royaume. Elle s'étendra ainsi sur le département de l'Elbe en entier, la plus grande partie du département de la Saale et une partie du département de l'Ocker.

Cette division sera partagée en cinq arrondissements de conseils des mines, usines et salines.

Les chefs-lieux de ces arrondissements seront : Rothenburg, Eisleben, Wettin, Schönebeck et Wefensleben.

TROISIÈME DIVISION, ou division du *Weser*, résidence du chef-divisionnaire, Riegelsdorf.

Les limites de cette division seront : à l'est, le cours de la Werra et du Weser; et des autres côtés, la frontière du Royaume. Elle comprendra ainsi en entier les départements de la Fulde, de la Werra et du Weser.

Les établissements de cette division seront répartis en huit arrondissements de conseils des mines, usines et salines, dont les chefs-lieux seront : Riegelsdorf, Schmalkalden, Homberg, Allendorf, Carlshaven, Rothenfelde, Rheme et Obernkirchen. Ce dernier conseil de mines d'arrondissement aura, de concert avec les officiers des mines de la principauté de la

von Bienenburg nach Appenrode, Wernigerode, Blankenburg und Thale an dem Fuße des Harzes hergeht; gegen Südosten und Süden, die Grenze des Königreichs von Thale bis Treßfurth.

Diese Division wird also die Departements der Leine und des Harzes ganz, und einen Theil der Departements der Ocker und Saale begreifen.

Die Werke dieser Division sollen in sechs Bezirks-Berg-, Hütten- und Salzämter unterabgetheilt werden.

Die Hauptorte dieser Bezirke sollen seyn: Clausthal, Zellerfeld, Andreasberg, Goslar, Blankenburg, und Carlshütte bei Delligsen.

Zweite Division, oder die der Elbe. Wohnort des Berghauptmanns: Rothenburg an der Saale.

Die Grenzen dieser Division sollen seyn: gegen Westen, die östliche Grenze der vorhergehenden Division, und an allen übrigen Orten die Grenzen des Königreichs.

Sie wird sich also über das ganze Elbe-Departement, den größten Theil des Saale-Departement, und einen Theil des Ocker-Departement erstrecken.

Diese Division soll in fünf Bezirks-Berg-Hütten- und Salzämter abgetheilt werden.

Die Hauptorte dieser Bezirke sollen seyn: Rothenburg, Eisleben, Wettin, Schönebeck und Wefensleben.

Dritte Division, oder die der Weser. Wohnort des Berghauptmanns: Riegelsdorf.

Die Grenzen dieser Division sollen seyn: gegen Osten der Lauf der Werra und der Weser und an den andern Seiten die Grenzen des Königreichs.

Sie wird also die Departements der Fulda, der Werra und der Weser ganz in sich begreifen.

Die Werke dieser Division sollen in acht Bezirks-Berg-Hütten- und Salzämter abgetheilt werden, deren Hauptorte seyn werden: Riegelsdorf, Schmalkalden, Homberg, Allendorf, Carlshaven, Rothenfelde, Rheme und Obernkirchen. Dieses letzte Bezirksbergamt soll verei-

Bulletin. Tome III.

Lippe-Bückeburg, l'administration des mines de houille en communauté, situées près la frontière des deux états.

ART. 61. Dans les conseils des mines qui, d'après l'art. 11, se réuniront une fois par semaine, les ingénieurs en chef, ingénieurs et sous-ingénieurs de l'arrondissement auront séance; ils seront présidés par l'ingénieur en chef qui aura seul voix décisive; le chef divisionnaire pourra présider lui-même, si un tel conseil est établi au lieu de sa résidence.

Il y sera tenu registre des opinions. Le président aura seul voix décisive, et s'il décide contre l'avis de la majorité, il en rendra compte sur-le-champ.

Les officiers des mines et usines réunis en conseil hebdomadaire, feront leur rapport de la situation technique et économique des ateliers, chacun en ce qui le concerne, et de l'exécution des ordres qu'ils auront reçus. Ils y présenteront les comptes (*Anschnitte*) à la révision; discuteront les projets relatifs à la marche simultanée des travaux, régleront, conformément aux ordonnances existantes, d'après la comparaison des recettes et dépenses, et d'après la situation de tous les ateliers de leur arrondissement, la quotité du produit net disponible au profit des actionnaires des mines en bénéfice (*Ausbeute*), ainsi que les appels de fonds (*Zubusse*) qui seront faits par trimestre aux actionnaires des mines en perte.

Un ingénieur (*Bergamts-Salzamts-Actuarius*, *Bergschreiber*, *Bergprotocollist*) sera chargé de tenir registre exact des délibérations du conseil, ainsi que des visites générales des mines et usines (*General-*

nigt mit den fürstlich Lippe-Bückeburgschen Bergbeamten die Verwaltung der nächst der Grenze liegenden gemeinschaftlichen Steinkohlen-Gruben führen.

Art. 61. In den Bezirks-Bergämtern, welche nach den Bestimmungen des 11ten Artikels sich alle Woche einmal versammeln, haben die Ober-Berg-, die Berg- und Unter-Ingenieurs des Bezirks Sitz und Stimme, ein Ober-Bergingenieur aber hat darin den Vorsitz. Doch kann auch der Berghauptmann in einem an seinem Aufenthaltsorte befindlichen Bergamte selbst den Vorsitz führen.

Man soll in diesen bergamtlichen Sitzungen über die geäußerten Meinungen ein Protocoll führen; derjenige, welcher den Vorsitz hat, entscheidet aber allein. Fällt indessen diese Entscheidung wider die Meinung der Mehrheit aus, so muß er sofort darüber Bericht erstatten.

Die in dem wöchentlichen Bezirks-Bergamte vereinigten Bergbeamten sollen über die technische und ökonomische Lage der Werke und über die Ausführung der ihnen ertheilten Befehle, ein jeder in so weit es ihn angeht, ihren Vortrag erstatten. Sie sollen auch dort die Rechnungen oder sogenannten *Anschnitte* zur Revision vorlegen die verschiedenen Vorschläge zum Ineinandergreifen der zu gleicher Zeit zu betreibenden Arbeiten oder die Betriebspläne genau prüfen; und in Gemäßheit der bestehenden Berg- und Hütten-Ordnungen, nach Vergleichung der Einnahme und Ausgabe, und nach dem Zustande aller im Bezirke befindlichen Werke, denjenigen Theil des reinen Ueberschusses der ihm gewährenden Gruben, welcher den Gewerkschaften als Ausbeute gegeben werden kann, so wie die Zubusse, welche die Gewerkschaften alle Vierteljahre bei den mit Verluß bebauten Werken zu geben haben, bestimmen.

Ein Berg-Ingenieur, unter dem Namen Bergamts- (*Salzamts-*) Actuarius, Bergschreiber, Bergprotocollist, soll über die Berathschlagungen des Bezirks-Bergamts, so wie bei den Generalbefahrungen,

befahrung), que les employés feront suivant l'exigence des cas.

ART. 62. Le premier soin des chefs divisionnaires que nous aurons nommés, sera de former le projet d'organisation de leurs divisions respectives, sous le rapport du matériel et du personnel.

Ce travail sera rédigé, conformément aux dispositions du présent décret, d'après les instructions du directeur-général; il devra être basé sur une parfaite connaissance des localités et des employés actuels de tout grade.

En conséquence, les chefs divisionnaires prendront eux-mêmes, sur les lieux, toutes les informations nécessaires, et adresseront, sans délai, au directeur-général, dès que leur tournée sera terminée, le résultat de leur travail qui indiquera la répartition à faire des divers établissements dans les arrondissements désignés par l'article précédent, et sera accompagné d'une carte exacte de la situation des mines, usines, salines et autres établissements minéralurgiques de leurs divisions.

ART. 63. Si, dans une division, la multiplicité des établissements ou la grande étendue superficielle semblait devoir ne pas permettre au chef divisionnaire d'exercer immédiatement, sur tous les arrondissements des mines qui seraient sous ses ordres, la surveillance active commandée par ses fonctions et nécessaire à la marche du service, il pourra, avec le consentement du directeur-général, en charger temporairement dans une partie déterminée de la division, un ingénieur en chef qui remplira les fonctions du chef divisionnaire, auquel il rendra compte de ses opérations.

ART. 64. Si quelque établissement voisin des limites géographiques indiquées pour les divisions,

welche die Bergofficianten, so oft solche nöthig sind, vornehmen werden, ein genaues Protocoll führen.

Art. 62. Die erste Sorge der von Uns ernannten Berghauptleute soll dahin gerichtet seyn, einen Vorschlag zur Organisation ihrer respectiven Divisionen sowohl in Hinsicht des Geschäftsganges selbst, als der anzustellenden Personen, zu entwerfen.

Diese Vorschläge sollen den Anordnungen dieses Decrets und den Instructionen des General-Directors gemäß entworfen werden, und müssen auf eine vollkommene Kenntniß des Locals und des angestellten Personals aller Grade gegründet seyn.

Demnach sollen die Berghauptleute an Ort und Stelle sich gehörig von Allem unterrichten und sogleich nach Endigung ihrer Untersuchungsreise als Resultat derselben ihre Vorschläge an den General-Director einsenden. Diese Vorschläge müssen die weitem Unterabtheilungen der verschiedenen Werke, die in den durch den vorigen Artikel festgesetzten Bezirken zu machen sind, enthalten und von einer genauen Karte, worauf die Lage der Berg-, Hütten-, Salz- und übrigen mineralurgischen Werke ihrer Division ersichtlich ist, begleitet seyn.

Art. 63. Wenn in einer Division die Menge der Werke, oder ihre Zerstreung auf einer zu großen Grundfläche, es nicht zulassen möchte, daß der Berghauptmann auf alle ihm untergebene Bezirke die thätige Aufsicht, welche seine Amtspflicht erheischt, und die zum guten Gange des Dienstes unumgänglich nöthig ist, führen könnte, so kann er, mit Genehmigung des General-Directors, einen Ober-Bergingenieur mit der Führung dieser Aufsicht in einem bestimmten Theile der Division auf einige Zeit beauftragen. Dieser wird sodann darin die Dienstgeschäfte des Berghauptmanns statt desselben verrichten, und ihm Rechenschaft über das, was er vorgenommen hat, ablegen.

Art. 64. Sollten sich auf den für die Divisionen bestimmten Grenzen Werke befinden, bei denen die Natur

se trouvait, par la nature des choses, les rapports d'intérêts, de fabrication et de commerce, et le degré de facilité des communications dans des relations telles qu'il lui fût plus avantageux de faire partie de la division voisine, les chefs des deux divisions limitrophes se concerteront ensemble à cet égard, et seront les propositions qu'ils croiront convenables au directeur-général, qui les soumettra au Ministre des finances.

ART. 65. Un ingénieur ou ingénieur en chef pourra exercer les fonctions à lui confiées, à la fois sur des établissements entièrement royaux et sur d'autres exploités pour le compte de particuliers, sauf les dispositions résultant de l'article 2, et lorsque ces établissements seront voisins et que leur réunion sous la même direction pourra contribuer à assurer leur succès mutuel ou la marche uniforme de l'administration.

ART. 66. Les officiers des mines, usines et salines, qui seront nommés par nous, ou par notre Ministre des finances, en vertu des projets d'organisation des chefs divisionnaires, devront se rendre immédiatement après la réception de leurs commissions, au lieu fixé pour leur résidence, et entreront de suite en fonctions, après avoir prêté serment.

Les chefs divisionnaires prêteront leur serment à Cassel entre les mains du Ministre, et recevront ensuite celui de leurs subordonnés.

ART. 67. L'organisation complète devra être terminée pour le 1^{er} avril 1809. A cet effet, les chefs divisionnaires devront envoyer les budgets de leurs divisions au directeur-général, pour le 5 mars de la même année, afin que tout puisse marcher avec uniformité, à compter du commencement du second trimestre.

der Sache, das gemeinschaftliche Interesse und der Zusammenhang der Fabrication und des Handels, so wie die größere Leichtigkeit des Transports, es gerathener machte, solche der zunächst liegenden Division zuzulegen, so müssen die Berghauptleute der beiden an einander grenzenden Divisionen darüber die nöthigen Verabredungen treffen, und die ihnen zweckmäßig scheinenden Vorschläge dem General-Director, der solche dem Finanzminister vorzulegen hat, übersenden.

Art. 65. Ein Berg- oder Ober-Bergingenieur kann die ihm anvertrauten Dienstverrichtungen zugleich über ganz königliche und andere, Privatpersonen gehörende, Werke ausüben; jedoch ist dieß nur dann zulässig, wenn es ohne Beeinträchtigung der im 2ten Artikel aufgestellten Grundsätze geschehen kann, und wenn beide Werke einander nahe sind, und durch ihre Vereinigung unter einer Direction ihre wechselseitige Aufnahme oder der gleichförmige Gang der Verwaltung begünstigt wird.

Art. 66. Die Berg-, Hütten- und Salz-Officianten, die von Uns, oder Unserem Finanzminister, nach den Organisations-Vorschlägen der Berghauptleute ernannt seyn werden, sollen sogleich nach Empfang ihrer Bestellungen an den Wohnort, der ihnen angewiesen ist, sich begeben, und nach Leistung ihres Dienstoides sofort ihren Dienst antreten.

Die Berghauptleute sollen zu Cassel ihren Eid in die Hände des Ministers leisten, und dann ihren Untergebenen den Eid abnehmen.

Art. 67. Die Organisation muß am 1sten April 1809 vollständig beendigt seyn. Zu diesem Ende sollen die Berghauptleute die Haushaltspläne ihrer Divisionen am 5ten März d. J. dem General-Director übersenden, damit seit dem Anfange des zweiten Vierteljahres Alles in gleichförmigem Gange seyn kann.

TITRE VI.

Des Traitements et Dépenses d'Administration.

ART. 68. Le traitement annuel des officiers des mines est fixé ainsi qu'il suit :

Celui du directeur-général à	12,000 fr.
Celui des inspecteurs-généraux à ...	8,000
Celui des chefs divisionnaires, selon l'importance des divisions de 7,000 à 10,000	10,000
Celui du contrôleur de la comptabilité à	6,000
Celui des ingénieurs en chef de première classe de	5,000 à 6,000
<i>Idem.</i> de seconde classe de 3,000 à	4,500
Celui des ingénieurs de première classe de	2,500 à 3,000
<i>Idem.</i> de seconde classe de 2,000 à	2,500
Celui des sous-ingénieurs de première classe de	1,500 à 2,000
<i>Idem.</i> de seconde classe de 1,000 à	1,500

ART. 69. Tous les officiers des mines, usines et salines employés dans les parties administratives ou techniques, seront rangés dans ces différentes classes de traitement. A cet effet, chacun des chefs divisionnaires, en présentant, par l'intermédiaire du directeur-général, à l'approbation du Ministre des finances, le projet d'organisation de sa division, mentionné en l'article 62, proposera, pour chacun de ses subordonnés, le traitement qu'il croira convenable de lui accorder, pris entre les limites assignées pour son grade, en faisant entrer en con-

Sechster Titel.

Von den Gehältern und Verwaltungskosten.

Art. 68. Die jährlichen Gehalte der Berg-Officianten werden bestimmt, wie folgt :

	Franken.
der Gehalt des General-Directors zu	12,000
der der General-Inspectoren zu	8,000
der der Berghauptleute nach der Wichtigkeit der Divisionen, von	7,000 zu 10,000
der des Controlleur des Rechnungswesens zu .	6,000
der der Ober-Bergingenieurs der 1ten Classe von	5,000 bis 6,000
„ „ „ „ der 2ten Classe von	3,000 bis 4,500
der der Bergingenieurs der 1ten Classe von	2,500 bis 3,000
„ „ „ „ der 2ten Classe von	2,000 bis 2,500
der der Unter-Ingenieurs der 1ten Classe von	1,500 bis 2,000
„ „ „ „ der 2ten Classe von	1,000 bis 1,500

Art. 69. Allen beim Berg-, Hütten- und Salzwesen Angestellten, sowohl von der Feder, als vom Leder, sollen nach diesen verschiedenen Classen ihre Gehalte bestimmt werden.

Zu diesem Ende soll der Berghauptmann jeder Division in den Organisationsvorschlägen, die er nach dem 62sten Artikel durch den General-Director dem Minister zur Genehmigung vorlegen muß, für jeden seiner Untergebenen den Gehalt vorschlagen, welchen er für ihn angemessen glaubt, und der in den Grenzen des für seinen Grad feststehenden Gehalts bleiben, in Hinsicht der nähern Bestimmung aber von der Wichtigkeit der ihm aufgetragenen Verrichtungen,

sidération l'importance des fonctions, l'ancienneté de service et le mérite personnel des officiers.

Ces traitements pourront, d'une année à l'autre, subir des augmentations motivées sur les mêmes considérations, sans cependant pouvoir sortir des limites fixées pour chaque grade. Les propositions à cet égard devront être faites au Ministre des finances par le directeur-général, sur la demande du chef divisionnaire.

ART. 70. Les frais de bureau seront fixés ainsi qu'il suit, savoir:

Pour les chefs divisionnaires, à 3,000 ou 4,000 fr.

Pour les ingénieurs en chef chargés de la direction d'un ensemble d'établissements, la somme allouée pour ces frais ne pourra s'élever au-dessus de 600 fr.

Ceux de la direction-générale seront ultérieurement fixés par nous, sur le rapport de notre Ministre des finances.

ART. 71. Les officiers des mines comptables ne recevront aucunes remises sur les fonds des caisses qu'ils administreront; les cautions qu'ils devront fournir ne pouvant, d'après la nature des choses, être établies sur la même base que celles fixées pour les autres services, le seront par des règlements particuliers. Les caisses administrées par ces comptables seront toujours à trois ou au moins à deux clefs; ils en garderont une, et remettront les autres aux officiers les plus élevés en grade du lieu de leur résidence.

ART. 72. Les ingénieurs et sous-ingénieurs géomètres souterrains (*Markscheider*) et essayeurs (*Probirer*) continueront à recevoir, comme par le passé, une partie de leur traitement au prorata des opérations qu'ils exécuteront. A cet effet, les chefs divisionnaires, dans les projets d'organisation

dem Dienstalter und den persönlichen Verdiensten desselben abhängen muß.

Diese Gehalte können, ohne jedoch die für jeden Grad bestimmten Grenzen zu überschreiten, von einem Jahre zum andern aus denselben Beweggründen, die auf die erste Bestimmung Einfluß haben müssen, vermehrt werden. Die befalligen Vorschläge sollen Unserem Finanzminister vom General-Director auf den Antrag der Berghauptleute geschehen.

Art. 70. Die Bureaukosten sind folgendermaßen bestimmt, nämlich:

für die Berghauptleute zu 3 bis 4000 Franken;

für die Ober-Bergingenieurs, welche mehreren zusammenhängenden Werken vorstehen, darf die ihnen zu diesem Behuf zugestandene Summe 600 Franken nicht übersteigen.

Die Bureaukosten der General-Direction sollen anderweit von Uns, auf den Bericht Unseres Finanzministers, festgesetzt werden.

Art. 71. Die rechnungsführenden Bergofficianten erhalten keine Procent-Gelder von der Einnahme der von ihnen verwalteten Cassen. Da die von ihnen zu leistende Sicherheit, der Natur der Sache nach, nicht nach denselben Grundsätzen festgesetzt werden kann, welche deren Betrag in den andern Dienstzweigen bestimmen, so sollen darüber besondere Verordnungen erfolgen.

Die von den Rechnungsführern verwalteten Cassen sollen immer mit drei oder wenigstens mit zwei Schlössern versehen seyn. Den Schlüssel zu dem einen behält der Rechnungsführer, und die andern werden den Berg-Officianten, die an dem Orte, wo die Cassen sich befindet, den höchsten Dienstgrad haben, zugestellt.

Art. 72. Die Berg-Ingenieurs und Unter-Ingenieurs, welche als Markscheider und Probirer angestellt sind, sollen nach wie vor einen Theil ihres Gehalts, nach Verhältniß der von ihnen verrichteten Arbeiten, zu genießen haben.

Demnach sollen die Berghauptleute in den Organisa-

qu'ils présenteront pour leurs divisions respectives, feront, pour ces officiers, des propositions particulières, qu'ils calculeront de manière à ce que la somme du traitement fixe et des indemnités soit, pour chacun d'eux, entre les limites fixées pour le traitement de son grade.

ART. 73. Les traitements et soldes des sous-officiers et des ouvriers seront déterminés à part pour chaque arrondissement de conseil des mines ou salines, par le chef divisionnaire, sur la proposition des ingénieurs en chef ou ingénieurs chargés de la direction des établissements, et sous l'approbation du directeur-général.

ART. 74. Jusqu'à ce qu'une ordonnance générale des mines ait rendu entièrement uniforme, dans nos Etats, la marche de l'administration dans ce service, les officiers des mines de tout grade continueront à recevoir des sociétés concessionnaires des différents établissements, ou des villes de mines (*Bergstädte*) les portions de traitement qui leur étaient assignées sur elles. Ils seront tenus de les verser ou faire verser dans les caisses de la comptabilité des mines. Les chefs divisionnaires présenteront, en même temps que leurs projets d'organisation respectifs, l'état exact et certifié des émoluments perçus de cette manière ou de toute autre manière indirecte, par tous les officiers et employés de leurs divisions.

ART. 75. Les frais de tournée des officiers des mines, usines et salines sont fixés ainsi qu'il suit:

Le directeur-général recevra vingt-cinq francs par jour de voyage et en outre les frais de relais.

Les inspecteurs-généraux en tournée recevront douze francs par jour et en outre les frais de relais.

Les chefs divisionnaires, voyageant dans leurs divisions, recevront dix-huit francs par jour pour

tionseintwürfen ihrer Divisionen für diese Berg-Offizianten besondere Vorschläge thun, wobei sie eine solche Berechnung machen müssen, daß der feste Gehalt und der Gewinn von ihren Arbeiten zusammen genommen für jeden von ihnen in die Grenzen des für seinen Grad bestimmten Gehalts falle.

Art. 73. Die Gehalte und der Sold der Unter-Offizianten und der gemeinen Arbeiter sollen für jeden Bezirk eines Berg- und Salzamtes besonders bestimmt werden, und zwar, unter Genehmigung des General-Directors, von dem Berghauptmann, auf die Vorschläge der Ober-Berg- oder Bergingenieurs, welche der Verwaltung der Werke vorstehen.

Art. 74. So lange, als nicht eine allgemeine Bergordnung in Unserem Königreiche alle örtliche Verschiedenheit in dem Gange dieses Dienstes völlig aufgehoben haben wird, sollen die Berg-Offizianten aller Grade von den Gewerkschaften der verschiedenen Werke und den Bergstädten die Theile ihres Gehalts, die ihnen bisher darauf angewiesen waren, nach wie vor empfangen; jedoch müssen sie solche an die Bergwerks-Casse entweder selbst abliefern oder dahin abführen lassen. Die Berghauptleute sollen zugleich mit ihren Organisationsvorschlägen ein genaues und beglaubigtes Verzeichniß aller, auf diese oder jede andere mittelbare Art, von jedem Berg-Offizianten und Angestellten in ihren Divisionen gezogenen Ruzungen einreichen.

Art. 75. Die Reisekosten der Berg-Hütten- und Salzwerks-Offizianten sind folgendermaßen bestimmt:

Der General-Director erhält fünf und zwanzig Franken für jeden Tag der Reise und überdieß das Postgeld.

Die General-Inspectoren auf Reisen erhalten täglich zwölf Franken und zudem das Postgeld.

Die Berghauptleute, wenn sie in ihren Divisionen reisen, erhalten täglich achtzehn Franken, Alles in Allem, Müssen

tous frais; s'ils sont appelés hors de leurs divisions ou dans la capitale, ils recevront dix - huit francs par jour et en outre les frais de relais.

Les ingénieurs en chef, voyageant pour le service dans leurs arrondissements, recevront douze fr. par jour, et seize francs, s'ils sont envoyés hors de leurs arrondissements.

Les ingénieurs, voyageant dans leurs arrondissements, recevront six francs par jour, et neuf francs s'ils voyagent hors de leurs arrondissements.

Les sous-ingénieurs, voyageant dans leurs arrondissements, recevront quatre francs par jour, et six francs, s'ils voyagent hors de leurs arrondissements.

ART. 76. Les agents des mines et usines jouiront de la franchise de port de lettres et du contre-seing, en conformité de l'article 16 du décret du 31 octobre 1808.

ART. 77. Il sera prélevé, chaque année, dans tous les établissements des mines, une portion de la valeur du produit brut, sauf déduction des frais d'opérations métallurgiques, savoir: pour les établissements qui n'exigent plus d'appel de fonds, un centième, et pour les autres, un cent-cinquantième de ladite valeur.

La somme de ces valeurs formera un fonds de réserve, qui sera mis annuellement à la disposition du Ministre des finances, pour être par lui employé, sur la proposition du directeur-général, au perfectionnement de l'art, aux améliorations des établissements, à la recherche de nouvelles mines ou de nouveaux procédés métallurgiques, à faire voyager à l'étranger, pour leur instruction, les ingénieurs, sous-ingénieurs, ou sous-officiers des mines.

Pour les usines et salines, la même fraction ne pouvant être distraite, il sera posé en principe

dieselben jedoch Dienststreifen außer ihrer Division oder in die Hauptstadt machen, so erhalten sie achtzehn Franken täglich und außerdem das Postgeld.

Die Ober-Bergingenieurs erhalten bei den Dienststreifen in ihren Bezirken, zwölf Franken täglich, außer ihren Bezirken sechzehn Franken täglich;

Die Bergingenieurs bei Dienststreifen in ihren Bezirken, sechs Franken täglich, außer denselben, neun Franken;

Die Unter-Ingenieurs bei Dienststreifen in ihren Bezirken, vier Franken täglich, außer denselben, sechs Franken.

Art. 76. Die Berg-Hütten- und Salzwerts-Officianten sollen die Portofreiheit und die Contrasignatur, in Gemäßheit des 16ten Artikels des Decrets vom 31ten Octob. 1808, genießen.

Art. 77. In jedem Jahre soll zu allen Bergwerken ein gewisser Theil des Werthes des rohen Ertrags, nach Abzug der Hüttenkosten, voraus erhoben werden, und zwar von den Gruben, die keine Zubeße geben, der hundertste Theil, und bey denen, die Zubeße geben, der hundert und fünfzigste Theil des rohen Ertrags.

Aus dem Ertrage dieser Erhebung soll ein Reservefonds gebildet, und jährlich der Verfügung des Finanzministers in der Art anheim gestellt werden, daß er solchen, auf die Vorschläge des General-Directors, zur Vervollkommenung des Kunstbetriebes, zur Aufnahme der Werke, zur Aufsuchung neuer Bergwerke und zur Auffindung neuer metallurgischen Verfahrungs-Arten, zu Unterrichtsreisen der Berg- und Unter-Ingenieurs oder der Unter-Officianten ins Ausland verwenden kann.

Da von den Hütten und Salinen der Abzug in gleichem Maaße nicht Statt finden kann, so soll es zum Grundsatz angenommen werden, daß zwanzig Procent der Ersparungen an den durch die Haushaltspläne festgesetzten Ausga-

que vingt pour cent des économies qui pourront être faites sur les dépenses fixées par les budgets, seront versés pour une moitié dans ledit fonds de réserve, et l'autre moitié affectée comme gratification aux officiers des différents grades, sous-officiers et employés qui auront contribué à ces épargnes dans les établissements. La répartition de ces gratifications devra toujours être arrêtée par nous sur la proposition du Ministre, d'après l'avis préalable du directeur-général.

Les dispositions du présent article auront lieu pour tous nos établissements royaux, et pour tous ceux des particuliers qui ne font pas exception en conformité de l'article 8.

ART. 78. Les surnuméraires qui auront donné le plus de preuves de zèle et de talents, ou qui auront été chargés de remplacer momentanément un officier ou sous-officier dans ses fonctions, pourront obtenir, sur les fonds mentionnés dans l'article précédent, des gratifications que le chef divisionnaire sollicitera pour eux auprès du directeur-général, qui en référera ainsi qu'il a été dit au précédent article.

ART. 79. Il sera fait une retenue de deux pour cent sur les traitements fixes de tous les officiers des mines, usines et salines. Ces retenues seront destinées à former un fonds pour les pensions de retraite à accorder aux officiers et sous-officiers vieux ou infirmes, ainsi qu'aux veuves ou aux enfants en bas âge qu'ils laisseraient après eux.

L'administration de cette caisse des pensions sera confiée, sous l'inspection immédiate du Ministre, à l'officier des mines qui sera désigné par lui sur la proposition du directeur-général. Elle sera soumise à un règlement particulier.

ART. 80. L'établissement de la caisse générale

ben abgegeben werden sollen, und zwar so, daß die eine Hälfte in den eben erwähnten Reservefond fließt, die andere Hälfte aber zur Belohnung der obern und untern Berg-Officianten und aller Angestellten dient, welche zu diesen Ersparungen beigetragen haben. Die Vertheilung dieser Belohnungen behalten Wir uns vor, und werden auf den, durch das Gutachten des General-Directors vorbereiteten, Vorschlag Unseres Finanzministers darüber das Nöthige verfügen.

Die Anordnungen des gegenwärtigen Artikels sollen auf allen Unsern königlichen Werken zur Anwendung kommen; desgleichen auf allen Privatwerken, bei welchen nicht eine Ausnahme durch die Bestimmungen des 8ten Artikels begründet ist.

Art. 78. Die überzählig Angestellten, welche den meisten Eifer und die größten Talente bewiesen, oder eine Zeit lang den Dienst eines Ober- oder Unter-Bergofficianten versehen haben, können Belohnungen aus dem im vorigen Artikel erwähnten Reservefond erhalten. Der Berghauptmann wird solche bei dem General-Director in Vorschlag bringen, und dieser darüber, so wie es im vorigen Artikel bestimmt ist, berichten.

Art. 79. Von dem bestimmten Gehalte der Berg-, Hütten- und Salz-Officianten soll ein Abzug von zwei Procent gemacht werden, um daraus einen Fond zu Versorgungen wegen Alters und Gebrechen abgehender Ober- und Unter-Bergofficianten, so wie zur Unterstützung der hinterlassenen Wittwen und kleinen Kinder zu bilden.

Die Verwaltung dieser Berg-Pensions-Casse soll unter der unmittelbaren Aufsicht des Ministers einem von demselben ernannten und von dem General-Director vorgeschlagenen Berg-Officianten anvertrauet werden. Eine besondere Verordnung wird die nähern Vorschriften enthalten, welche dabei zu beobachten sind.

Art. 80. Die Errichtung einer allgemeinen Pensions-Bulletin. Tome III.

des pensions ne portera aucune atteinte aux diverses caisses de bienfaisance (*Knappschaftscasse, Hüttenbüchse, Büchscasse, Bergarmencasse, etc.*) qui existent sur les établissements, et qui resteront propriétés des corps d'ouvriers auxquels elles appartiennent. Ces caisses seront administrées, comme par le passé, par les caissiers des mines (*Zehntner*) sous la surveillance du chef divisionnaire qui, dans toutes ses opérations, se proposera pour but la réunion future, en une seule, de toutes les caisses de ce genre existant dans sa division.

TITRE VII.

De l'administration des mines, usines et salines et fabriques minéralurgiques exploitées en tout ou en partie au compte des particuliers.

ART. 81. Chaque société de concessionnaires de mines (*Gewerkschaft*) demeurera partagée en cent vingt-huit actions, ainsi qu'il est réglé par les ordonnances confirmées. La distribution du produit net (*Ausbeute*) aux actionnaires des mines en bénéficie leur sera faite par le caissier des mines (*Zehntner*), ainsi qu'il a été réglé par l'article 61, d'après la détermination du conseil des mines, qui réglera aussi la quotité des fonds (*Zubusse*) à fournir par les actionnaires des mines en perte; l'exploitation de ces mines sera immédiatement dirigée par nos officiers des mines et usines.

ART. 82. Quant aux autres mines, usines et salines exploitées pour le compte de quelques particuliers individuels, elles seront sous l'inspection du chef divisionnaire, surveillées par des membres

Casse soll der Fortdauer der verschiedenen Wohlthätigkeits-Cassen, die auf den Werken unter den Namen *Knappschaftscasse, Hüttenbüchse, Büchscasse, Bergarmencasse* u. s. w. bestehen, keinen Eintrag thun, sondern diese Cassen sollen nach wie vor das Eigenthum der Gesamtschaften der Arbeiter bleiben, welschen sie zuständig sind.

Diese Cassen sollen wie zuvor durch die Zehntner oder Berg-Rechnungsführer verwaltet werden. Der Berghauptmann führt die Aufsicht darüber, und soll bei allen seinen desfalligen Verrichtungen die Absicht nicht aus den Augen verlieren, alle diese verschiedenen in seiner Division bestehenden Cassen mit der Zeit in eine einzige zu vereinigen.

Siebenter Titel.

Von der Verwaltung der Berg-, Hütten-, Salz- und mineralurgischen Werke, welche ganz oder zum Theil von Privatpersonen betrieben werden.

Art. 81. Jede Gewerkschaft soll nach wie vor in hundert acht und zwanzig Ruren nach Vorschrift der bestätigten Vergordnungen eingetheilt bleiben.

Die Vertheilung der Ausbeute an die Gewerkschaften der Ausbeutegruben soll durch den Zehntner oder Berg-Cassirer und zwar, wie der 61ste Artikel es vorschreibt, nach Maaßgabe der Bestimmungen des Bergamtes geschehen.

Das Bergamt bestimmt auch, wie viel Zubusse die Gewerkschaften derjenigen Gruben geben sollen, die eines Zuschusses bedürfen.

Der Betrieb der bergwerkschafteten Gruben wird unmittelbar von Unserm Berg- und Hütten-Officianten geleitet.

Art. 82. Was hingegen die andern Berg-, Hütten- und Salzwerke betrifft, die für Rechnung einiger Privateleute betrieben werden, so sollen sie unter der Oberaufsicht des Berghauptmanns von den Mitgliedern Unseres Bergs

du corps royal des mines et usines; à l'avenir, un possesseur de telles mines, usines ou salines ne pourra confier aucun emploi de ce genre qu'à des sujets qui auront été examinés par le chef divisionnaire, et agréés par lui.

ART. 83. Seront réputés usines, et par conséquent soumis à l'inspection de notre administration des mines, tous les ateliers minéralurgiques où un produit des mines du Royaume reçoit, par une opération suivie, sa forme métallique, ou passe à l'état, soit de pureté, soit de combinaison, qui en fait le plus communément une marchandise.

Ne seront pas du ressort de notre administration des mines les fabriques minéralurgiques qui élaborent les métaux déjà marchandises, ni les ateliers de manufacture qui emploient, comme matière première, une substance minérale non comprise dans notre droit régalien, ni l'exploitation d'une telle substance.

Cette disposition n'est cependant pas applicable à des ateliers ou exploitations qui font partie de nos domaines ou qui sont l'accessoire d'une mine et usine régie par notre administration des mines.

ART. 84. Il ne sera délivré aucune patente pour l'établissement d'une usine que sur l'avis préalable de notre directeur-général des mines.

TITRE VIII.

Des affaires contentieuses, et de la police judiciaire des mines, usines et salines.

ART. 85. Les contestations ayant pour objet les limites des concessions, la durée des exploitations, l'exécution des travaux prescrits par l'administration

und Hütten-Corps unter Aufsicht gehalten werden. Künftig soll kein Besitzer solcher Berg- und Hüttenwerke ein Amt dieser Art Jemanden anvertrauen, welcher nicht von dem Berghauptmann geprüft ist, und dessen Zustimmung erhalten hat.

Art. 83. Für Hütten sollen gehalten werden und also unter der Oberraufsicht der Bergwerks-Verwaltung stehen: alle mineralurgischen Werke, wo ein Erzeugniß eines im Königreiche gelegenen Bergwerks durch unmittelbar auf einander folgende Bearbeitungen seine metallische Gestalt erhält, oder in den Zustand entweder der Reinheit oder der Verbindung gebracht wird, welche es zum gewöhnlichen Kaufmannsgute macht.

Zum Wirkungskreise Unserer Bergwerks-Verwaltung sollen nicht gehören: die mineralurgischen Fabriken, welche Metalle, die bereits Kaufmannsgut sind, weiter verarbeiten, noch diejenigen Manufacturen, die als ersten Stoff eine nicht in Unserem Bergregale begriffene mineralische Substanz gebrauchen; eben so wenig der auf solche Substanzen geführte Bau.

Doch ist das Vorerwähnte nicht anwendbar auf solche Werke und Bauen, welche einen Theil Unserer Domänen ausmachen, oder mit solchen Berg- und Hüttenwerken verbunden sind, deren Betrieb von Unserer Berg- und Hütten-Verwaltung geleitet wird.

Art. 84. Zur Anlage einer Hütte soll keine Erlaubniß erteilt werden, als nach zuvor eingeholtem Gutachten Unseres General-Directors der Berg- und Hüttenwerke.

Nchter Titel.

Von den, die Berg-, Hütten- und Salzwerke betreffenden, streitigen und gerichtlichen Polizei-Gegenständen.

Art. 85. Alle Streitigkeiten, welche die Grenzen der Bergverleihungen, die Dauer des Betriebs, und die Ausföhrung der durch die Verwaltungsbehörde oder durch das

ou le conseil des mines, seront décidées par les conseils des mines respectifs, sauf le recours à notre Conseil d'Etat, comme en affaires contentieuses d'administration (1).

Dans le cas où le conseil des mines pourrait être considéré comme partie pour avoir, par son fait, donné lieu à la contestation, la décision aura lieu par un autre conseil hebdomadaire le plus voisin.

La majorité des voix du conseil hebdomadaire décidera, et en cas d'égalité des suffrages, le président aura voix prépondérante.

ART. 86. Dans le cas où il ne s'agira point de la concession faite par le Gouvernement, de son interprétation, de sa délimitation, de son application ou de travaux qui auraient été prescrits par l'administration ou qui en seraient une suite, la contestation sera, suivant sa nature, de la compétence des juges-de-peace, ou des tribunaux de district.

ART. 87. Dans ces mêmes cas, le demandeur sera tenu, avant de se pourvoir, de citer le défendeur en conciliation devant le conseil des mines qui, s'il y a urgence, devra s'assembler extraordinairement.

ART. 88. Si le conseil des mines croit que l'affaire est de la compétence de l'administration, il le déclarera, énoncera les motifs de son opinion, et en référera au directeur-général des mines, pour avoir la décision du Conseil d'Etat.

S'il y a péril en la demeure, le conseil des mines

(1) Voyez le règlement pour la procédure devant le Conseil d'Etat (du 20 mai 1809), art. 41 et suivants.

Bergamt vorgeschriebenen Arbeiten zum Gegenstande haben, sollen durch die betreffenden Bergämter, jedoch mit Vorbehalt des bei allen streitigen Verwaltungsgegenständen gestatteten Recurses an Unsern Staatsrath, entschieden werden (1).

In den Fällen, wo das Bergamt als Partei angesehen werden kann, indem es durch seine Handlungen die Veranlassung zur Streitigkeit gegeben hat, soll die Sache vor das nächstgelegene Bergamt zur Entscheidung gebracht werden.

Die Mehrheit der Stimmen entscheidet im wöchentlichen Bergamte; bei Stimmen-Gleichheit giebt die Stimme des Präsidenten den Ausschlag.

Art. 86. In den Fällen, in welchen nicht von einer durch den Staat ertheilten Verleihung die Rede ist, und worin es nicht auf Auslegung, Begrenzung oder Anwendung derselben ankommt, welche auch eben so wenig die von der Verwaltung vorgeschriebenen Arbeiten betreffen, oder eine Folge davon sind, soll die Streitigkeit, je nachdem es ihre Natur mit sich bringt, vor die Friedensrichter oder vor die Districtsribunale gebracht werden.

Art. 87. In diesen Fällen muß der Kläger vor Anbringung der Klage den Beklagten, zum Versuche der Sühne, vor das Bergamt laden. Dieses soll in dringenden Fällen eine außerordentliche Versammlung halten.

Art. 88. Glaubt das Bergamt, daß die Sache von der Competenz der Verwaltungsbehörde sey, so muß es seine Erklärung dahin abgeben, die Gründe seiner Behauptung aufstellen, und darüber einen Bericht an den General-Director abfassen, welcher die Entscheidung des Staatsraths einholen wird.

Wenn Gefahr durch den Verzug entstehen könnte, so soll über diejenigen Punkte, welche ihrer Natur nach keinen

(1) S. das Reglement über die vor den Staatsrath gebrachten Streitigen Sachen (vom 20ten Mai 1809), Artikel 41 und 59.

statuera par provision sur tout ce qui ne pourra pas souffrir de délai.

ART. 89. Si le défendeur ne comparait point sur la citation en conciliation au jour indiqué, ou si le défendeur ayant comparu, la conciliation n'a pu réussir, le demandeur pourra se pourvoir le même jour devant le juge compétent.

ART. 90. Le défendeur qui fera défaut sur la citation en conciliation, sera condamné à une amende de vingt francs.

Si la partie qui aura refusé d'acquiescer à l'avis de conciliation, est condamnée, elle le sera de plus à la même amende de vingt francs.

ART. 91. Dans tous les cas d'urgence, il sera permis d'abréger les délais des assignations, et on pourra citer de jour à jour, même d'heure à heure.

En ces cas, les décisions à rendre, soit administrativement par le conseil des mines, soit par les juges-de-peace ou les tribunaux de district, seront exécutoires par provision; les décisions et jugements en feront mention.

ART. 92. Toutes les fois que la contestation exigera des connaissances d'art, les juges-de-peace ou les tribunaux ordonneront d'office qu'il soit procédé par trois experts à un rapport.

Le jugement qui l'ordonnera énoncera clairement les objets de l'expertise.

ART. 93. Les tribunaux de district et la cour d'appel pourront, s'ils le jugent nécessaire, appeler au jugement des causes des mines et usines deux officiers supérieurs des mines qui, dans ces cas,

Ausschub leiden, von dem Bergamte vorläufig erkannt werden.

Art. 89. Im Fall der Beklagte, auf die Vorladung zur Ehne, an dem bestimmten Tage nicht erscheint, oder, wenn er auch erschienen ist, die Versöhnung nicht hat zu Stande gebracht werden können, kann der Kläger noch an demselben Tage seine Klage vor dem competenten Richter anbringen.

Art. 90. Erscheint der Beklagte auf die Vorladung zur Ehne nicht, so soll er zu einer Geldstrafe von zwanzig Franken verurtheilt werden.

Wenn diejenige Partei, welche sich bei dem, durch das Bergamt gethanen, Vorschläge zur Ehne nicht hat beruhigen wollen, hernach unterliegt, so soll sie noch überdies zu einer Geldstrafe von zwanzig Franken verurtheilt werden.

Art. 91. In allen dringenden Fällen soll es erlaubt seyn, die Vorladungsfristen zu verkürzen, und die Vorladung soll von Tag zu Tag, ja von Stunde zu Stunde, erfolgen können.

In allen diesen Fällen sollen die entweder administrativ von dem Bergamte, oder von den Friedensrichtern oder den Districts-Gerichten, abzugebenden Entscheidungen vorläufig vollstreckt werden. Die Entscheidungen und Urtheile sollen davon Erwähnung thun.

Art. 92. Sobald die Streitsache technische Kenntnisse erfordert, sollen die Friedensrichter oder Tribunale von Amtes wegen den Bericht von drei Sachverständigen verfugen.

Das Erkenntniß, welches diesen Bericht verfügt, soll den Gegenstand der durch die Sachverständigen vorzunehmenden Untersuchung deutlich bezeichnen.

Art. 93. Die Districts-Gerichte und der Appellationshof können, wenn sie es für nöthig erachten, zwei obere Officianten vom Bergwesen zum Spruche über Berg- und Hüttenfachen zuziehen. Diese haben in solchen Fällen, so

auront, après avoir prêté serment dans les mains du président, voix délibérative avec les juges.

Art. 94. La police entre les ouvriers, et en général la police sur les établissements des mines, usines et salines est du ressort de l'ingénieur directeur de chaque établissement.

Il pourra faire arrêter l'ouvrier qui, de quelque manière que ce soit, contreviendra au bon ordre, et à cet effet requérir, s'il est nécessaire, l'intervention de la gendarmerie.

Dans tous les cas, il référera de ses opérations au chef divisionnaire qui déterminera, s'il y a lieu, quelle marche ultérieure devra être donnée à l'affaire.

Art. 95. Dans tous les cas qui n'appartiendront pas à la simple police, et qui pourront donner lieu à poursuite, soit civile, soit criminelle, les officiers des mines, usines et salines dresseront des procès-verbaux qui seront signés et affirmés par eux. Ces procès-verbaux feront preuve (1).

Art. 96. Tout individu qui, sans une autorisation spéciale, se permettrait d'enlever le moindre des matériaux ou des produits des mines et usines exposés sur la foi publique, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des exploitations;

Tout ouvrier qui déroberait à l'un de ses camarades les instruments de son travail; qui effacerait ou changerait la marque (*Stufte*) faite par le sous-ingénieur juré (*Geschwornen*) pour la désignation de sa tâche; qui chercherait à cacher, à faire disparaître ou à détruire les traces de minéral mis à découvert par l'exploitation dans l'intérieur des travaux (*Anbrüche versetzen*); qui, de dessein prémédité, endommagerait les puits, galeries, ouvrages d'exploitation, étangs, conduits d'eau, machines et tous les objets servant, soit à l'extraction

(1) Voyez la loi du 14 février 1810, art. 21.

balb sie den Eid in die Hände des Präsidenten abgelegt haben, mit den Richtern eine entscheidende Stimme.

Art. 94. Die Polizei unter den Arbeitern, so wie überhaupt die auf den Bergz, Hüttenz und Salzwerken, gehört zum Geschäftskreise des Ingenieur Directors des betreffenden Werks. Dieser kann, sobald ein Arbeiter auf irgend eine Art Etwas begeht, welches wider die gute Ordnung lauft, denselben festnehmen lassen, und zu diesem Ende, in so fern es nöthig ist, die Hülfe der Gendarmerie verlangen.

In jedem Falle muß er seinem Berghauptmanne die getroffenen Verfügungen anzeigen, welcher, nach der Lage der Sache, den weitem Gang derselben bestimmen wird.

Art. 95. Sobald der in Rede stehende Fall nicht bloße Polizeisache ist, und Anlaß zu einem Civil- oder peinlichen Proceß geben kann, sollen die Bergz, Hüttenz oder Salzwerks-Officianten Protocolle darüber aufnehmen, welche von ihnen unterschrieben und auf den Diensteid bekräftigt werden müssen. Diese Protocolle sollen Beweiskraft haben (1).

Art. 96. Als Bergfrevler soll angesehen werden:

Jeder, welcher, ohne dazu besonders ermächtigt zu seyn, sich erlauben sollte, das geringste, Bergz und Hüttenwerken gehörige, Material oder Product, welches über oder unter Tage auf guten Glauben offen da liegt, entwendet;

jeder Arbeiter, welcher einem seiner Kameraden seine Arbeitswerkzeuge heimlich wegnimmt;

jeder Bergmann, welcher die von dem Geschwornen zur Bezeichnung des Tagewerks eingehauene Stufe verlöschet oder verrückt;

welcher die Anbrüche versetzt;

welcher absichtlich Schächten, Strecken, Baue, Teiche, Wasserleitungen, Maschinen oder irgend einen Gegenstand beschädigt, welcher zur Zugutmachung der Mineralien, oder

(1) S. das Gesetz vom 14ten Februar 1810, Art. 21.

des minerais, soit à l'épuisement des eaux, soit à la circulation de l'air, soit à la solidité des travaux; qui, dans les salines, endommagerait les machines hydrauliques, les pompes, les bâtimens de graduation ou les poëles, ou, dans les usines, les fourneaux, les roues hydrauliques, ou les machines soufflantes; qui, travaillant dans une fonderie, ferait produire, à dessein, à son fourneau des scories trop riches pour accélérer son travail (*auf reiche Schlacken arbeiten*); enfin, qui, par un moyen quelconque, chercherait, dans les ateliers des mines et usines, à porter préjudice aux intérêts du Souverain, des actionnaires exploitants, ou de ses camarades;

Sera considéré comme délinquant en matière de mines (*Berg-Frevler*) et comme tel, traduit, par ordre du chef immédiat, devant le juge-de-peace exerçant la police municipale, lequel déterminera, d'après les procès-verbaux déjà dressés et d'après une expertise, si les procès-verbaux ne sont pas suffisants, la valeur des dommages occasionnés par le délinquant, et prononcera sur la peine qui devra lui être infligée, lorsque cette peine n'excédera pas vingt francs d'amende ou huit jours d'emprisonnement; dans le cas contraire, il le renverra par-devant le tribunal correctionnel, si celui-ci est compétent pour connaître de l'affaire.

TITRE IX.

De la remise des papiers concernant les mines, usines et salines, aux officiers des mines.

ART. 97. Tous les papiers, plans, dessins, projets, registres, comptes, titres et documents relatifs à l'administration des mines, usines et salines, qui existent dans les archives des ci-devant régences, chambres et bailliages, ou anciennes directions des mines de chaque division, seront remis au chef

zur Wältigung des Wassers, oder zur Beförderung des Wetterzuges, oder endlich zur Erhaltung der Arbeiten dient

ein Jeder, welcher auf den Salinen die Wasserkünste, Kunzgezeuge, Gradirhäuser oder Rothe auf den Hütten, die Defen, Wasserräder oder Gebläse beschädigt;

jeder Hüttenmann, welcher absichtlich in einer Schmelzhütte auf reiche Schlacken arbeitet, um desto früher Schicht zu machen;

endlich jeder, welcher auf irgend eine Art in den Bergen oder Hüttenwerken den Vortheil des Landesherrn, der Gewerkschaften, oder seiner Kameraden, zu schmälern sucht.

Ein solcher Bergfrevler soll auf Befehl seines unmittelbaren Vorgesetzten vor dem die Municipal-Polizei ausübenden Friedensrichter belangt werden. Dieser soll in Gemäßheit der schon aufgenommenen Protocolle, und, sobald diese nicht genügen sollten, nach dem Urtheile von Sachverständigen, den Werth des durch den Bergfrevler verübten Schadens bestimmen, und über die dem Verbrecher aufzulegende Strafe erkennen, sobald sie nicht eine Geldbuße von zwanzig Franken, oder acht Tage Gefängniß, übersteigt.

Im entgegengesetzten Falle soll er den Verbrecher an das Corrections-Tribunal abgeben, in so fern die Sache vor dasselbe gehört.

Neunter Titel.

Von der Ablieferung der Papiere, welche Berg-, Hütten- und Salzsachen betreffen, an die Berg-Officianten.

Art. 97. Alle Papiere, Plane, Zeichnungen, Vorschläge, Register, Rechnungen, Erwerb- und sonstige Urkunden die Berg-, Hütten- und Salzwerke betreffend, welche in den Archiven der ehemaligen Regierungen, Kamern und Aemtern, oder der ehemaligen Bergwerks-Directionen jeder Division sich befinden, sollen dem Berghauptmann, oder den von ihm bezeichneten Berg-, Salz- und Hüttenämtern, ausgeliefert werden.

divisionnaire ou aux conseils des mines, usines ou salines qui seront désignés par lui. Il sera dressé inventaire des pièces remises, et une expédition de cet inventaire restera entre les mains du chef divisionnaire. Une seconde sera renvoyée au directeur-général, avec l'indication de la manière dont les papiers auront été partagés, et de ceux qui les auront reçus; une troisième restera entre les mains des autorités administratives qui auront délivré les papiers.

TITRE X.

De l'uniforme des membres du Corps des mines, usines et salines.

ART. 98. L'uniforme des membres du corps des mines, usines et salines est fixé ainsi qu'il suit :

Habit sans revers, de drap bleu foncé, avec collet et parement de velours bleu foncé; veste et culotte bleues ou blanches; chapeau français et une arme;

L'habit sera brodé en or, d'un dessin de feuilles de lierre entremêlées de cornes d'abondance, avec une baguette unie sur le bord.

ART. 99. La broderie sera selon le grade, savoir :

Pour le directeur-général, aux collet, parements, pattes et tour extérieur des poches, et autour de l'habit;

Pour les inspecteurs-généraux et pour les chefs divisionnaires, au collet, parements et poches, avec baguette seulement autour de l'habit;

Pour les ingénieurs en chef, au collet, parements, aussi sur les poches, mais d'une manière plus simple;

Es soll ein genaues Verzeichniß der, solchergestalt abgelieferten, Stücke aufgesetzt werden. Eine Abschrift desselben soll in den Händen des Verghauptmanns bleiben, und eine zweite dem General-Director übermacht, und mit einer Auseinandersetzung über die Vertheilungsart dieser Papiere, so wie einer Angabe derjenigen, welche sie in Empfang genommen haben, begleitet werden.

Eine dritte Abschrift soll in den Händen derjenigen Verwaltungs-Beörden bleiben, durch welche die Ablieferung geschehen ist.

Zehnter Titel.

Von der Uniform des zum Berg-, Hütten- und Salzwerts-Corps gehörenden Personals.

Art. 98. Die Uniform des zum Berg-, Hütten- und Salzwerts-Corps gehörenden Personals ist folgendermaßen bestimmt :

Rock ohne Rabatten von dunkelblauem Tuch, mit Kragen und Aufschlägen von dunkelblauem Sammet; Weste und Hosen blau oder weiß; ein französisch aufgestützter Hut und ein Degen.

Der Rock soll mit Gold gestickt und mit einem einfachen Stäbchen am Rande versehen seyn. Die Zeichnung besteht aus Blättern von Epheu, welche mit Füllhörnern wechseln.

Art. 99. Die Stickerei ist nach den Graden verschieden, und zwar :

für den General-Director auf dem Kragen, den Aufschlägen, den Patten, wie auch auf dem äußern Rande der Taschen und des Rockes;

für die General-Inspectoren und die Verghauptleute auf dem Kragen, den Aufschlägen und Taschen, und nur ein Stäbchen um den Rock;

bei den Ober-Bergingenieurs auf dem Kragen, den Aufschlägen, auch auf den Taschen, aber einfacher;

Pour les ingénieurs, aux collet et parements ;
 Pour les sous-ingénieurs, au collet seulement.

La veste du directeur-général, des inspecteurs-généraux et des chefs divisionnaires sera brodée.

Les sous-officiers des mines, usines et salines porteront aussi l'habit bleu, avec collet et parements de velours bleu ; ceux de première classe auront sur le collet deux boutonnieres brodées en or ; ceux de seconde, une seule ; ceux de troisième classe auront sur le collet une boutonniere en galon d'or.

ART. 100. Outre cet uniforme, les officiers et sous-officiers continueront à porter, sur les établissements, l'ancien habillement du mineur.

Cet habillement est, pour tous les officiers et sous-officiers, sans distinction, une casaque de mineur (*Puffjacke*) de drap noir, un tablier de cuir placé derrière, attaché en avant par une agraffe d'argent portant en relief le marteau et la pointerole en or, un gilet blanc, une culotte noire ou blanche et des bottes, enfin une toque de mineur (*Schachthuth*) avec une plaque d'argent portant en relief en or le marteau et la pointerole (*Schlägel und Eisen*).

Tous les ouvriers des mines, usines et salines ont pour uniforme une jaquette de mineur (*Kittel*) noire, avec ou sans tablier de cuir, une culotte noire, des bottes et une toque de mineur.

Pour tous ces grands et petits uniformes, et sur toutes les parties de chacun d'eux les boutons seront dorés pour les officiers, et de métal jaune pour les sous-officiers et ouvriers. Ces boutons porteront en relief le marteau et la pointerole.

ART. 101. Les drapeaux (*Bergfahne*) que les corps d'ouvriers des mines, usines et salines sont dans l'usage de posséder pour les convocations et

Bei den Bergingenieurs auf dem Kragen und den Aufschlägen ;

bei den Unter-Ingenieurs bloß auf dem Kragen.

Die Westen des General-Directors, der General-Inspectoren und Berghauptleute sollen gestickt seyn.

Auch die Unter-Berg-Hütten- und Salzwerks-Officianten sollen ein blaues Kleid mit blau sammtenen Kragen und Aufschlägen tragen. Die der ersten Classe sollen auf dem Kragen zwei mit Gold gestickte Knopfsöcher, und die der zweiten Classe nur ein mit Gold gesticktes, und die der dritten ein mit einer goldenen Tresse umgebenes Knopfsloch haben.

Art. 100. Außer dieser Uniform sollen die Ober- und Unter-Bergofficianten auf den Werten selbst, nach wie vor das alte Bergmannskleid tragen.

Dieses ist, ohne Unterschied, für Ober- und Unter-Officianten eine Puffjacke von schwarzem Zeuge, ein sogenanntes Arschleder, vorn mit einer silbernen Agraffe, worauf vergoldete Schlägel und Eisen erhaben sich zeigen, befestigt, eine weiße Weste, eine schwarze oder weiße Hose, Stiefeln, und endlich ein Schachthut mit einer silbernen Platte, worauf Schlägel und Eisen vergoldet sich befinden.

Alle Arbeiter der Berg-Hütten- und Salzwerke sollen zur Uniform einen schwarzen Bergmannskittel, mit oder ohne Arschleder, eine schwarze Hose, Stiefeln und Schachthut haben.

Bei allen diesen großen und kleinen Uniformen, und auf allen Theilen derselben, sollen die Knöpfe für die obern Berg-Officianten vergoldet, und für die Unter-Officianten bloß von gelbem Metalle seyn. Auf allen diesen Knöpfen sollen Schlägel und Eisen in erhabener Arbeit sich befinden.

Art. 101. Die Bergfahnen, welche die Gesamtschaften der Arbeiter der Berg-Hütten- und Salzwerke zu besitzen pflegen, um sich ihrer, wenn sie zusammenberufen werden, oder sich sonst versammeln, zu bedienen, sollen auf einer Seite Unser königliches Wappen führen, mit der Ins-

Bulletin. Tome III.

réunions, porteront d'un côté nos armes royales, avec les mots : *Corps royal des mines et usines*; et de l'autre, le marteau et la pointerole, avec les mots : *Glück auf*, salut ordinaire du mineur.

ART. 102. Ces mêmes signes seront substitués dans les établissements des mines, usines et salines à tous les signes anciens qui pourraient y exister.

ART. 103. Notre Ministre des finances, du commerce et du trésor est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Signé, JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

(Bin. N° 4.) *DÉCRET ROYAL qui accorde au sieur Willigerode le droit exclusif de faire imprimer et vendre, pendant dix ans, son livre intitulé : « Instruction pour les tuteurs et subrogés tuteurs ; » et défend d'en imprimer, vendre ou distribuer une édition non avouée par l'auteur, sous peine d'une amende de mille francs à son profit.*

(Au Palais de Cassel, le 28 janvier 1809.)

(Bin. N° 4.) *DÉCRET ROYAL qui charge de la présentation aux emplois ecclésiastiques les conseils municipaux des communes qui sont en possession de ce droit.*

Au Palais de Cassel, le 28 janvier 1809.

JÉRÔME NAPOLEON, etc.

Sur le rapport de notre Ministre de l'intérieur ;
Nous avons décrété et décrétons :

Schrift : Königlich Berg- und Hüttencorps ; und auf der andern Seite Schlägel und Eisen, mit den Worten : Glück auf ! als dem gewöhnlichen Bergmannsgrüße.

Art. 102. Diese Zeichen sollen auch sonst auf allen Berg- Hütten- und Salzwerken, statt der alten etwa noch vorhandenen gesetzt und gebraucht werden.

Art. 103. Unser Minister der Finanzen, des Handels und des Schatzes ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decrets, welches in das Gesetz-Bulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Unterschrieben, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secretär,
unterschrieben, Graf von Fürstenstein.

(Bin. Nr. 4.) Königlich Decret, wodurch dem Friedensrichter Willigerode das ausschließliche Recht ertheilt wird, sein Werk unter dem Titel : „ Instruction für Vormünder und Gegenvormünder, „ drucken zu lassen, und während zehn Jahren zu verkaufen, und bei Strafe von tausend Franken, welche dem Verfasser zufallen sollen, verboten wird, eine von ihm nicht genehmigte Ausgabe zu drucken, zu verkaufen oder abzusetzen.

(Im Pallaste zu Cassel, am 28ten Januar 1809.)

(Bin. Nr. 4.) Königlich Decret, welches die Präsentation zu den geistlichen Stellen den Municipalrathen der Gemeinden, welchen dieß Recht zustehet, überträgt.

Im Pallaste zu Cassel, am 28ten Januar 1809.

Wir Hieronymus Napoleon, etc.

haben, auf den Bericht Unseres Ministers des Innern, verordnet und verordnen :

ART. 1^{er}. Dans toutes les communes qui jouissent du droit de présentation aux places de pasteur ou autres emplois ecclésiastiques, ce droit sera exercé par le conseil municipal, spécialement convoqué par le maire, et présidé par lui. L'adjoint ou les adjoints du maire prendront part à la délibération.

ART. 2. Pour ce cas particulier, le conseil municipal, le maire et ses adjoints, délibérant en commun, s'adjoindront les six chefs de famille les plus anciens et présents parmi les autres habitants propriétaires et attachés à la communion pour laquelle il s'agit de faire nommer un pasteur. Ces citoyens auront voix délibérative comme tous les membres du conseil.

ART. 3. Le procès-verbal, qui contiendra la présentation, sera signé de tous les membres présents. L'expédition en sera adressée par le maire à l'autorité ecclésiastique supérieure.

ART. 4. Notre Ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Signé, JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

(Bin. N^o 4.) DÉCRET ROYAL relatif aux réquisitions de chevaux pour le service des postes.

Au Palais de Cassel, le 29 janvier 1809.

JÉRÔME NAPOLEON, etc.

Vu l'article 8 de notre décret du 23 janvier 1808, ainsi conçu :

« Ne sont point supprimées les corvées commu-

Art. 1. Das Recht der Präsentation zur Besetzung der Prediger- und anderer geistlichen Stellen, soll, wo dasselbe einzelnen Gemeinden zusteht, künftighin dem, von dem Maire eigends dazu unter seinem Voritze versammelten Municipalrath übertragen seyn. Die Beigeordneten des Maire sollen an der Berathschlagung Theil nehmen.

Art. 2. Der Municipalrath, der Maire und seine Beigeordneten sollen in solchen Fällen an der gemeinsamen Berathschlagung sechs der ältesten und im Orte wohnenden Familienhäupter, unter den ansässigen und zu der Kirchengemeinde gehörigen Einwohnern, für welche der Prediger gewählt werden soll, ziehen. Sie genießen gleiches Stimmrecht, wie die übrigen Mitglieder der Versammlung.

Art. 3. Das über die Präsentation aufzunehmende Protocoll soll von allen anwesenden Mitgliedern unterschrieben, und durch den Maire bei der vorgesetzten geistlichen Behörde eingereicht werden.

Art. 4. Unser Minister des Innern ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decrets, welches in das Gesetz-Bulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Unterschrieben, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secretär,
unterschrieben, Graf von Fürstenstein.

(Bin. Nr. 4.) Königliches Decret, die zum Postdienste zu requirirenden Pferde betreffend.

Im Pallaste zu Cassel, am 29ten Januar 1809.

Wir Hieronymus Napoleon, etc.

haben, nach Ansicht des 8ten Artikels Unseres Decrets vom 23ten Januar 1808, folgenden Inhaltes :

« Die Gemeinde-Dienste (Commun-Frohnen),
« und die unter dem Namen von Burgvesten und

„ nales (*Commun-Frohnen*), ni les corvées publiques, dites *Burgfesten* et *Landfrohnen* qui sont dues pour le service de l'Etat; „

Sur le rapport de notre Ministre des finances, du commerce et du trésor,

Notre Conseil d'Etat entendu,

Nous avons décrété et décrétons :

ART. 1^{er}. Les maîtres de postes sont autorisés, lorsqu'un passage extraordinaire aura dégarni leurs relais, à se pourvoir, par voie de réquisition, des chevaux qui leur seraient encore nécessaires pour le service des extra-postes. A cet effet, ils s'adresseront aux autorités locales, qui seront tenues de satisfaire à leurs demandes, par une répartition entre les habitants des communes environnantes, suivant le mode précédemment usité.

ART. 2. Le prix fixé d'après le tarif des extra-postes, sera payé en entier aux habitants des communes qui auront fourni des chevaux de réquisition.

ART. 3. Les dispositions du présent décret n'auront d'effet que pendant un an, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné (1).

ART. 4. Nos Ministres de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Signé, JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

(1) Voyez le décret du 6 mars 1810, qui maintient jusqu'à nouvel ordre les dispositions ci-dessus.

„ Landfrohnen zum Bedürfnisse des Staats zu leistenden Dienste sind nicht aufgehoben; „
auf den Bericht Unseres Ministers der Finanzen, des Handels und des Schatzes,
nach Anhörung Unseres Staatsrathes,
verordnet und verordnen :

Art. 1. Die Postmeister werden auf den Fall, daß ihre Postpferde wegen außerordentlicher und zu häufiger Durchreisen nicht hinreichend wären, berechtigt, durch Requisition die zum Dienste der Extraposten erforderlichen Pferde sich zu verschaffen. Zu dem Ende haben sie sich an die Ortsbehörden zu wenden, welche mittelst einer unter den Einwohnern der umliegenden Gemeinden zu treffenden Verteilung, so wie es früherhin gebräuchlich gewesen, ihrem Gesuche zu entsprechen verpflichtet sind.

Art. 2. Der nach dem Tarife der Extraposten bestimmte Preis soll den Einwohnern jeder Gemeinde, welche Requisitions-Pferde werden geliefert haben, ganz ausbezahlt werden.

Art. 3. Die Verfügungen des gegenwärtigen Decrets sind nur auf ein Jahr gültig, in so fern darüber nicht eine andere Bestimmung erfolgt (1).

Art. 4. Unsere Minister des Innern und der Finanzen sind, ein jeder in so weit es ihn angehet, mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decrets, welches in das Gesetz-Bulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Unterschrieben, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secretär,

unterschrieben, Graf von Fürstenstein.

(1) S. das Decret vom 6ten März 1810, welches verordnet, daß diese Verfügungen bis auf weitem Befehl in Kraft bleiben sollen.

(Bin. N^o 4.) *DÉCRET ROYAL qui accorde au maître de poste de Cassel une augmentation de quarante centimes par cheval de courrier et extraposte, pour un mille seulement.*

Au Palais de Cassel, le 30 janvier 1809.

JÉROME NAPOLEON, etc.

Sur le rapport de notre Ministre des finances, du commerce et du trésor,

Notre Conseil d'Etat entendu,
Nous avons décrété et décrétons :

ART. 1^{er}. Le maître de poste de notre bonne ville de Cassel est autorisé à percevoir, à titre de poste royale, en sus du prix fixé par le tarif, une augmentation de 40 centimes par cheval de courrier et extra-poste, pour un mille seulement.

ART. 2. Notre Ministre des finances, du commerce et du trésor est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Signé, JÉROME NAPOLEON.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

(Bin. N^o 5.) *DÉCRET ROYAL qui ordonne la levée de sept mille hommes sur la conscription de 1788.*

Au Palais de Cassel, le 4 février 1809.

JÉROME NAPOLEON, etc.

Vu l'article 53 de l'acte constitutionnel du 15 novembre 1807;

Vu l'article 1^{er} de notre décret du 13 juillet dernier;

(Bin. Nr. 4.) *Königliches Decret, welches dem Postmeister zu Cassel eine Vermehrung von vierzig Centimen, für jedes Courier- und Extrapost-Pferd, auf eine Meile weit, bewilligt.*

Im Pallaste zu Cassel, am 30sten Januar 1809.

Wir Hieronymus Napoleon, etc.

haben, auf den Bericht Unseres Ministers der Finanzen, des Handels und des Schatzes, nach Anhörung Unseres Staatsrathes, verordnet und verordnen :

Art. 1. Der Postmeister Unserer guten Stadt Cassel wird hiermit ermächtigt, unter dem Titel, königliche Post, außer dem, durch den Tarif bestimmten Preise, für ein Courier- und Extrapost-Pferd eine Vermehrung von vierzig Centimen, jedoch nur für eine Meile, zu erheben.

Art. 2. Unser Minister der Finanzen, des Handels und des Schatzes ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decrets, welches in das Gesetz-Bulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Unterschrieben, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secretär,
Unterschrieben, Graf von Fürstenstein.

(Bin. Nr. 5.) *Königliches Decret, durch welches die Ausnahme von siebentaufend Conscribirten aus der Conscription des Jahres 1788 verordnet wird.*

Im Pallaste zu Cassel, am 4ten Februar 1809.

Wir Hieronymus Napoleon, etc.

haben, nach Ansicht des 53ten Artikels der Verfassungs-Urkunde vom 15ten November 1807, und des 1sten Artikels Unseres Decrets vom 13ten Julius v. J., so wie Uns